

OCTOBRE
NOVEMBRE 1968

FRANCE FORUM

NUMERO 90-91
PRIX : 5 F



**Des
barricades
étudiantes
aux grèves
ouvrières**

FRANCE FORUM

Sommaire
90-91

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 n^o par an 20 F

Abonnement de soutien 30 F

OCTOBRE-NOVEMBRE 1968

Photos : Holmès

UN MOMENT EXTRAORDINAIRE ET DECONCERTANT, PAR HENRI BOURBON	2
LA FETE DE MAI, PAR RENE PASCAL	4
PHILOSOPHIE DE LA REVOLUTION, PAR ETIENNE BORNE	8
SUR LE MOUVEMENT DU 22 MARS, PAR FABIENNE ARVAL	15
ELECTIONS-TRAHISON, PAR JACQUES RIGAUD	19
L'AMPLIFICATEUR DE CRISE, PAR PIERRE AVRIL	21
LE GAULLISME A LA LUMIERE DU PRINTEMPS 68, PAR RENE REMOND	25
MAI, OU LES LEÇONS DE L'HISTOIRE OUVRIERE, PAR GERARD ADAM	29
DE LA CRITIQUE DE L'UNIVERSITE A L'UNIVERSITE CRITIQUE, PAR MADELEINE GRAWITZ ET PIERRE-HENRI TEITGEN	33
REVOLUTION DANS LA PHILOSOPHIE, PAR ETIENNE BORNE	38
REVOLUTION OU CRISE SOCIALE ? PAR ANDRE LEBRETON	43
REVOLUTION OU PAS ? PAR LUCIEN RIOUX ET RENE BACKMANN	46
LES REVOLUTIONS AUJOURD'HUI, PAR ROBERT DE MONTVALON	51
L'HOMME DANS LA SOCIETE EN MUTATION, PAR BERNARD PORTE	55
LES RESPONSABILITES DE L'HOMME POLITIQUE, PAR ANDRE COLIN	58
NOTES DE LECTURE	
CES IDEES QUI ONT EBRANLE LA FRANCE, D'EPISTEMON, PAR NICOLE RACINE	60
L'EXPLOSION DE MAI, DE L. RIOUX ET R. BACKMANN, PAR HENRI BOURBON	62
LE NOUVEL ETAT INDUSTRIEL, DE J.K. GALBRAITH, PAR MAURICE BLIN	64
DOCUMENTS	
LE MONDE RURAL ET LA CRISE DE MAI, PAR MARCEL FAURE	65
EXTRAITS DE TEXTES DE RAYMOND ARON ET ET D'ANDRE GORZ	67

UN MOMENT EXTRAORDINAIRE

Les événements de Mai ont des aspects multiples et ils sont d'autant plus complexes qu'ils se sont déroulés à des niveaux différents de la vie sociale.

Bien que nombre de revues et d'ouvrages aient en abondance traité des semaines tumultueuses du printemps dernier, nous avons pensé qu'il n'était pas inutile de réfléchir encore sur ce passé si proche, si riche d'enseignements et de mises en question, si déroutant par ses contradictions.

Notre numéro se voudrait une tentative de compréhension, ce qui ne signifie pas qu'il est sereinement distancié, mais plutôt qu'il permet à des points de vue différents de s'exprimer et à des collaborateurs de génération différente de confronter leurs jugements. Celles et ceux dont les noms composent ce sommaire n'ont pas réagi de manière identique aux péripéties fiévreuses et insolites de mai-juin. Mais il semble que les uns et les autres s'accorderaient facilement sur un point : la Révolution de mai est tout à la fois une révolution passéiste et une révolution futuriste, mais qu'elle se réfère à un monde d'hier ou qu'elle épouse le mouvement d'un monde en devenir, cette révolution, ou cette révolution, est dans tous les cas une radicale mise en question du présent.

Quelque appréciation que l'on porte sur la crise, il est certain qu'elle fut un moment extraordinaire parmi d'autres moments extraordinaires (1848 — Commune de Paris — Juin 36 — Résistance et Libération — Mai 58) de la vie politique française. Un moment extraordinaire et déconcertant.

En quoi et par quoi la crise de Mai fut-elle déconcertante ?

- On croyait l'Etat restauré, or l'Etat vacilla et fut, pendant un bref mais dramatique délai, en jachère.

- On croyait le P.C. résolu à abattre à tout prix le régime gaulliste et capitaliste. Or, le Parti Communiste s'est affirmé « parti d'ordre », et, décevant l'espoir des révolutionnaires, les a accusés d'aventurisme.

- Le temps des occupations d'usines est revenu. Brusquement. Il n'y eut jamais en France une masse aussi considérable de grévistes, il n'y eut jamais une crise sociale d'une telle ampleur, mais jamais moins de haine.

- Depuis des années le mot « Révolution » faisait archaïque, ancien combattant de gauche. Il a resurgi. Est-ce sérieux ? Joue-t-on à la révolution ? La conjonction du drapeau noir et du drapeau rouge annonce-t-elle l'aube d'une société nouvelle et l'avènement d'un homme transformé ?

- Les jeunes ont contesté. Les parents ont, quelque temps, regardé avec un étonnement amusé leurs jeunes contester. Ils y ont vu la fin des « cheveux longs - idées courtes ». Puis ils se sont inquiétés. On a cru d'abord que ce n'était qu'un conflit de générations. Or, ce l'était sans l'être.

- On croyait la jeunesse accordée aux facilités confortables et aux platitudes prosaïques de la société dite d'abondance et de consommation, docile aux impératifs de la rationalité économique et technicienne. Or, on l'a vue se déchaîner dans une fête sauvage, violente, poétique et quelque peu délirante dont les surréalistes n'auraient pas osé rêver.

- Depuis des années on proclamait l'ère de la « politique apaisée », voire de la « politique scientifique ». Or, en Mai la société se fait happening, et la politique plus magique et plus irrationnelle que jamais. La parole est libérée...

- On affirmait la mort des idéologies et la disparition du romantisme révolutionnaire. Or on assiste à la revanche des idéologies et à la remontée de l'utopie. Des mythes, des symboles mobilisent des milliers de jeunes. Pour combien de temps ?

NAIRE ET DECONCERTANT

- Les religions elles-mêmes n'ont pas été épargnées par le vaste mouvement de protestation et de critique. La contestation est entrée à l'Eglise.

A travers tout ce qu'il a eu de déconcertant et d'extraordinaire, Mai 68 a posé et reposé des interrogations aux Français, il a provoqué des remises en cause, il a ébranlé des certitudes bien établies et bouleversé des valeurs jusqu'alors indiscutées.

- Le marxisme a paru fournir la base idéologique de Mai. A la Sorbonne, à l'Odéon, il ne fut bruit que de lutte des classes, de combat commun des ouvriers, des paysans et des étudiants. Cependant, ce marxisme de Mai ne se diluait-il pas sous les influences diffuses et contradictoires de Proudhon, Fourier, André Breton, Sartre, Marcuse, Wilhelm Reich ? Une pensée qui va de Marx à Marcuse en passant par Proudhon et les surréalistes peut-elle fonder une idéologie cohérente ?

- On a crié « élection-trahison ». Faut-il larguer le suffrage universel ? Du coup, toute la théorie de la démocratie est à défendre ou à refaire. Comment se définit la démocratie face au « pouvoir de la rue » ? Une certaine forme de démocratie dite directe qui prétend libérer les citoyens des aliénations de la société industrielle ne conduit-elle pas, en fait, à une mise en condition de l'opinion ?

- On a cru que le gaullisme s'effondrerait sous la double action des manifestations étudiantes et des grèves ouvrières. Or, ironie de l'histoire, les élections de juin ont été un triomphe gaulliste. La lutte des étudiants et des ouvriers n'aura-t-elle eu pour résultat, paradoxalement, que d'étendre l'implantation du gaullisme et d'affaiblir la gauche et le centre ?

- L'Université doit-elle être « critique » ?

Quel est l'avenir et quelles sont les finalités de l'Université ? Il est aussi progressiste de lui demander deux choses qui ne s'accordent pas aisément entre elles : — d'une part, répondre aux requêtes de l'économie à force de prospective et peut-être de sélection, — d'autre part, former des esprits critiques et libres qui n'abdiqueront jamais leur fonction de contestation. Faire l'un ou l'autre est facile, mais pourtant il faudrait faire l'un et l'autre.

- Faut-il renoncer à la croissance ? Depuis dix ans, « la croissance » est la raison d'être et le but de l'effort économique. Est-ce la société productiviste qui est en question ? La **qualité de la vie** est-elle compatible avec la **quantité des avoirs** ?

- La Révolution, dans la mesure où elle est mue radicale, changement intégral, est-elle concevable ou possible dans une société industrielle soumise à des règles contraignantes et compliquées d'efficacité et de productivité ?

- Quel est l'avenir des forces politiques et syndicales en France, c'est-à-dire l'avenir de la démocratie ? De quel poids pèseront demain les minorités agissantes et ultragauchistes ?

D'autres problèmes importants, tel celui de la liberté d'expression et de l'impartialité de l'information à la radio et à la télévision, tel celui des rapports étudiants-ouvriers, sont apparus brutalement dans la lumière de mai.

« France-Forum », face à la complexité et à la gravité des questions soulevées par l'explosion du printemps, se propose modestement d'ouvrir quelques pistes de réflexion et de recherche, ce qui n'a jamais cessé d'être sa vocation propre.

Henri BOURBON.

La Fête de Mai

par René Pascal

LE temps des crises revenait. On entrait dans la saison des premières communions et des examens, ces deux cérémonies qui sont les pâles reliquats des rites initiatiques qui, dans les sociétés premières, marquaient l'entrée des jeunes dans le cercle tribal.

Le monde était inquiétant et agité. Au point que l'on prétendait que le général de Gaulle était en proie à « l'angoisse atomique » (*Paris-Match* 9-3-68). Même si d'aussi sombres vues paraissaient excessives, même si à Prague se levait un certain printemps, la guerre du Viet-Nam — dont l'horreur avait hanté les esprits et la télévision tout au long de l'hiver — continuait, malgré qu'un « grand marchandage » (*France-Soir* 3-4-68) fut en train de s'amorcer. Après l'assassinat du Pasteur Martin Luther King et après l'annonce du retrait à terme du Président Johnson, les Etats-Unis étaient, on le savait, « au tournant » (*Le Monde* 2-4-68), encore ne prévoyait-on pas que Robert Kennedy serait bientôt tragiquement abattu. De son côté, l'Angleterre, dont la monnaie avait vacillé, traversait « l'ère du doute » (*Le Monde* 14-3-68). La Belgique pour sa part, abordait le moment des « remises en causes » (*Le Monde* 24-3-68). En Allemagne, les étudiants manifestaient contre Springer. Enfin, après que les guérillas qui déchirent l'Amérique Latine soient restées longtemps inconnues, on savait désormais que sur ce continent régnait la violence; il est vrai que les guérilleros inquiétaient moins qu'ils ne fascinaient: le portrait du Che était affiché dans les drugstores; dans la conscience d'une partie des chrétiens, il était inscrit au martyrologue et, en tant que tel, il devenait sujet de sermon.

En revanche, on croyait la France paisible et atone. Si le général de Gaulle attaquait « l'Amérique au coffre-fort » (*Paris-Match* 27-2-68), ces joutes là ne semblaient intéresser que lui. « Les chiens et les chats (venant d'être) enfin autorisés dans tous les ensembles, y compris les H.L.M. » (*Le Parisien Libéré* 26-4-68), l'important débat sur l'introduction de la publicité à la télévision — qui avait davantage agité les milieux journalistiques que l'opinion — étant clos, le « Pouvoir » s'apprêtait à passer, tranquillement, le cap du 13 mai tandis que la gauche attendait, comme toute euphoriquement, une succession qui lui paraissait inéluctable de recueillir lors des prochaines consultations. Du coup, on disait — selon le mot qui fit mouche d'un chroniqueur prestigieux — que la France s'ennuyait. Pour la distraire, les journalistes faisaient articles de tous anniversaires — « Il y a trente ans l'Anschluss » (*Le Monde* 12-3-68), « le vingtième anniversaire de la Décla-

ration universelle des Droits de l'Homme » (*Le Monde* 12-4-68), « Les 42 ans d'Elisabeth, la reine sans reproche » (*Point de Vue* 19-4-68) — ou s'efforçaient d'aider les Français à choisir entre « les quatre variantes du maillot 68 » (*Marie-Claire*, mai 68).

Or, soudain, tout changea. Il se passa des choses extraordinaires. Sans tambour, ni trompette, surgit une étonnante crise, la plus déconcertante assurément que les Françaises et les Français vivants aient vécue. Nul n'en est encore revenu. On discute encore, comment la qualifier. Albert Finet (1) en a très profondément aperçu la nature: ce fut une *Fête*. Pendant trente jours, la société française fut secouée par les transees de la *fête*. Probablement cette analyse va-t-elle surprendre. Plusieurs siècles de rationalisation de la vie sociale, plusieurs siècles de domination du prosaïsme bourgeois, une certaine conscience bête de la valeur du progrès qui incline à penser que la société industrielle est intrinsèquement différente des sociétés sauvages, ont obnubilé le sens et la fonction de la fête. Donc, la *fête* qui fut — et qui peut-être n'en est qu'à une période de repos — « n'a rien à voir avec les festivals » (1). Il s'agit de la « fête qui plonge dans la nuit des temps, dont Antigone est l'archétype » (1). Il s'agit de la fête qui est interruption de la vie quotidienne; déferlement du sacré — du sacré exaltant, du sacré exultant et du sacré terrifiant — dans, sur l'existence banale. Cette fête là est débridement parce qu'elle est ou pour être plongée dans le chaos originel où toutes choses et tout être redeviennent modelables dans le jaillissement de l'élémentaire. Cette fête là, est à la fois, *récréation* et *profanation* parce qu'elle est désir de *récréation*.

Bref, la fête que nous visons ici est celle étudiée par Roger Caillois (2) quand il écrit « A la vie régulière, occupée aux travaux quotidiens, paisible, prise dans un système d'interdits, toute de précautions, où la maxime *quieta non movere* maintient l'ordre du monde, s'oppose l'effervescence de la fête. Celle-ci, si l'on ne considère que ses aspects extérieurs, présente des caractères identiques à n'importe quel niveau de civilisation. Elle implique un grand concours de peuple agité et bruyant. Ces rassemblements massifs favorisent éminemment la naissance et la contagion d'une exaltation qui se dépense en cris et en gestes, qui incite à s'abandonner aux impulsions les plus irréflechies... On

(1) « Réforme » 8/6/68.

(2) Roger Caillois, « L'homme et le sacré », Coll. Idées, page 121.

comprend que la fête, représentant un tel paroxysme de vie et tranchant si violemment sur les menus soucis de l'existence quotidienne, apparaisse à l'individu comme un autre monde, où il se sent soutenu et transformé par des forces qui le dépassent. (C'est pourquoi) il vit dans le souvenir d'une fête et dans l'attente d'une autre, car la fête figure pour lui, pour sa mémoire et pour son désir, le temps des émotions intenses et de la métamorphose de son être.»

Evidemment, parler de la fête de mai laisse entière une question importante — et il est nécessaire de le préciser clairement car les esprits sont fort échauffés sur tout ce qui concerne la fête du printemps et ils ont tôt fait de vous classer parmi les enrégés ou parmi les vœux: Mai 68 fut-il un « psychodrame » ou une « révolution »? Eh bien, à cette question là nous nous refusons à donner une réponse. Puisqu'ici nous ne tendons pas à sertir des slogans, à attirer par le sensationnel, mais à discerner l'événement dans sa complexité, il est possible d'avouer que cette question ne peut, encore, être tranchée. Il y a des fêtes qui sont des dévouements, il y a des fêtes qui sont des commémorations. Au risque de décevoir, en un temps où l'on se croit malin et où aiguillonnés par les besoins des éditeurs, les esprits les plus sérieux se laissent aller à des jugements péremptifs, nous nous contenterons de dire que *qui vivra verra*. Il faut que l'on soit bien léger, aujourd'hui, pour avoir besoin de certitudes et

expédié à la figure ce terrifiant *Week-end* dont la séquence finale — l'homme de la civilisation technique redevenant anthropophage — aurait dû nous inquiéter.

Pourtant, plus concrètement, les signes ne manquaient pas que la France ne s'ennuyait pas mais qu'elle bouillait, qu'elle devenait explosive. Sans doute, les historiens retiendront-ils les plus visibles. Ils noteront que les cinq cent mille exemplaires du *Défi américain* manifestaient, en même temps que la fascination du modèle américain, le malaise des cadres. Ils observeront que *La Chinoise* de Jean-Luc Godard — cet étonnant document sociologique — révélait que si une innocente bourgeoisie achetait « le Petit Livre Rouge » comme elle achetait, naguère, postiches et paravents chinois, des forces montantes de la jeune classe intellectuelle s'en nourrissaient comme d'une Bonne Nouvelle. Ils retiendront que les émeutes de Caen auraient dû alerter sur le passage des jeunes travailleurs à la révolte. Par ailleurs, lorsqu'ils liront la presse — et notamment quand ils liront l'ahurissant « Combat » de ces semaines là — concernant l'affaire Langlois, ils resteront perplexes; ils se demanderont si ce fut un symptôme ou une répétition; j'aimerais en tout cas bien savoir comment ils expliqueront l'étourdissante exaltation de l'intelligenzia parisienne, en la circonstance. Par contre, je crains bien qu'ils aient difficulté à restituer le signe le plus important — peut-être — la dégradation des

rappports humains au niveau de la vie quotidienne. Ils ne pourront voir les individus — rendus irritables et instables par les pressions constantes, contradictoires et haletantes d'un système économique en quête de nouveaux marchés — se bousculer sans égards, à pied, en voiture, s'épier avec une certaine férocité. Il leur

échappera — peut-être — que chacun commençait à sentir que quelque chose se détraquait, telle cette modeste shampoigneuse d'un salon de coiffure parisien qui s'étonnait: « C'est curieux, autrefois en décembre, les clientes avaient l'air heureux, elles venaient se faire coiffer pour Noël, joyeusement. Aujourd'hui, elles sont énervées, irritées, pressées. On dirait qu'elles ont toujours peur qu'il leur manque quelque chose. » Ainsi les signes étaient innombrables.

Mais, pourquoi donc, dans ces conditions, avons-nous été surpris? Il est important de nous poser cette question car elle peut nous permettre de mettre le doigt sur certaines failles capitales de notre conscience politique. A notre sens, notre surprise a tenu, notamment, à trois causes:

— En premier lieu, l'infantilisme d'une pensée politique qui, empêtrée dans une sociologie microscopique et soucieuse davantage de déterminer les « besoins » des individus que les impératifs d'une vie sociale équilibrée, est incapable de définir ceux-ci. C'est pourquoi, nul n'a diagnostiqué, avant mai, qu'il existe des limites à la concentration des étudiants dans une ville, et à leur accumulation dans une nation. Peut-être se scandalisera-t-on que nous fassions cette remarque? Elle paraîtra d'autant plus provocante qu'elle est empruntée au livre de M. Raymond Aron (4) dont les contempteurs ont bien tort de nier la sagacité de nombreuses pages.

Inventer, c'est prendre le pouvoir de l'avenir. — La révolution urbaine tuera le modèle de vie bourgeois. — A bas la canalisation des masses dans les rues enchaînées. — La révolution cesse dès l'instant où il faut se sacrifier pour elle. Ceux qui parlent de révolution et de lutte de classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne, sans comprendre ce qu'il y a de subversif dans l'amour et de positif dans le refus des contraintes, ceux-là ont dans la bouche un cadavre. (Enragés - Internationale Situationniste). — Transparence, opacité, étouffement, plutôt la vie. — « Les bons gouvernements existent; ils existent dans mes poèmes » (Allen Ginsberg). — C'est à

pour ne plus supporter que quand un événement surgit — un événement au sens péguyste du mot: quelque chose qui eut pu ne pas avoir lieu et qui, ayant eu lieu, ne cessera pas d'avoir eu lieu — les hommes se trouvent confrontés à lui, tel au sphinx. Imbéciles! ceux qui croient que le présent est connaissable. Imbéciles! ceux qui n'osent pas risquer d'avouer que le présent est mystère!

En vérité, le plus extraordinaire ne fut pas que la fête jaillit. Le plus extraordinaire fut qu'elle nous surprit; car tous furent surpris, nous fûmes tous surpris. Et pourtant!

Pourtant, les prophètes nous avaient prédit depuis des décennies que cette société était vide. Faut-il rappeler le cri d'André Malraux, lancé il y a quelque trente années: « Quelle notion de l'homme saura tirer de son angoisse la civilisation de la solitude? » Faut-il évoquer Bernanos?: « Ce monde est froid comme un suaire... Le problème qui se pose n'est pas plus politique que social; il est cela sans doute mais il est beaucoup plus que cela. C'est un problème de civilisation. La civilisation de Bikini est une contre-civilisation. » (3)

Pourtant les philosophes nous avaient avertis: « Ce monde manque moins d'amour que de signification » a justement diagnostiqué Paul Ricœur. Pourtant, il y a quelques mois, à peine, Jean-Luc Godard nous avait

(3) Français, si vous saviez (1945-1948).

(4) « La révolution introuvable », Fayard.

Il n'empêche, qu'il faut se demander comment l'énorme appareil d'observation de la société, qui est en place, est incapable d'explorer le présent, de façon satisfaisante. A. de Tocqueville, V. Pareto en savaient sur la société de leur temps bien davantage que nous en savons sur celle du nôtre. Pourquoi ?

— En second lieu, l'analyse politique a été obnubilée par le rôle privilégié de moteur de l'histoire que le marxisme a attribué au prolétariat. Or, depuis une décennie environ, il apparaît — et cela s'est manifesté, en particulier, pendant et à partir de la guerre d'Algérie — que la vigueur combattive de la classe ouvrière s'affaïsse ; cela en particulier parce que, dans la mesure où la loi de paupérisation continue à jouer, elle est plus inexorable à l'échelle de la planète qu'à l'intérieur des sociétés développées. Dès lors on a conclu qu'il n'existait plus de force révolutionnaire. En fait, on n'a pas discerné que de nouvelles couches étaient en train de prendre la relève du prolétariat. Il y a d'abord la jeunesse ; c'est, probablement, un des coups de génie de Mao Tsé-tung d'avoir compris le potentiel révolutionnaire qui git dans la jeunesse et d'avoir su inventer les méthodes susceptibles de libérer cette énergie. Il y a ensuite les étudiants et les chercheurs ; la prolifération de ces deux groupes dont l'intégration sociale ne peut qu'être toujours instable, a pour effet d'insérer, à l'intérieur du système social un élément de contestation permanente qui ne cessera d'en accroître la fragilité.

— En troisième lieu, nous (5) avons été bernés par les modernistes. Depuis quinze années environ, ceux-ci tenaient le haut du pavé. Ils avaient domestiqué l'intelligence. Il était devenu ridicule de critiquer et de démystifier la société moderne. Il était devenu de foi que la société française ne pouvait et ne devait que courir après l'exemple américain. On prétendait que la révolution avait eu lieu à l'Ouest. On croyait que, désormais, tout convergerait pour le plus grand bonheur des hommes. Me permettra-t-on d'évoquer un souvenir personnel : il me plairait de rencontrer, aujourd'hui, ce jeune clerc et cette jeune nonne qui me prirent un jour à partie parce que j'avais osé affirmer que le progrès scientifique et technique ne garantissait pas l'avenir de l'homme, que le pire était encore possible. Je leur parus le plus borné des retardataires. Je donnerais d'autant plus cher pour les retrouver que je gagerais fort qu'ils sont devenus enragés, contestataires et révolutionnaires ; je parierais qu'ils ont troqué leur foi en Teilhard de Chardin contre un égal enthousiasme pour Marcuse, voire pour Mao ! C'est normal. L'ennuyeux, c'est que, peu à peu, nous avons fini par nous plier au destin et par nous résigner à être pris au piège de l'état industriel. Quand il nous arrivait de recueillir Bernanos, c'était sous cape ; nous ne le disions à personne afin de ne pas dater, afin de ne pas être raillé pour notre romantisme. Pourtant, certains soirs, nous rêvions en lisant : « L'air va manquer à nos poumons. L'air manque... On ne nous aura pas... On ne nous aura pas vivants » (6) ou encore : « Le mot de liberté... reprendra le sens religieux que lui donnèrent jadis nos ancêtres celtes » (7). Nous rêvions enchaînés.

Le plus extraordinaire est que nous ayons été surpris. Le plus normal est que nous ayons été déconcertés et même déchirés.

Déconcertés, comment eussions-nous pu ne pas l'être ? D'une part, on vit des choses et des scènes extraordinaires. D'autre part, nous étions habitués aux

(5) Il va de soi que lorsque je dis « nous », je veux dire « je », le moi étant haïssable...

(6) La grande peur des bien-pensants.

(7) Les grands cimetières sous la lune.

grands remue-ménage de la société politique. Pour ce qui les concerne, nous ne manquons pas d'expérience ; nous savons comment naissent et meurent les régimes. De même nous étions habitués aux conflits sociaux, à la lutte des classes.

Certes, à ces niveaux, Mai 68 ne fut pas sans apporter quelque innovation. En particulier, sur le plan du conflit social ; sur ce point, on pense, bien sûr, au chiffre record des grévistes : 9.000.000 ; mais en réalité, s'il y eut 9.000.000 de travailleurs arrêtés, il n'y eut pas 9.000.000 de grévistes volontaires. La nouveauté est ailleurs : notamment, dans le rôle actif des cadres — et surtout des cadres-chercheurs — et dans la participation des employés à la grève. En fin de compte, les étudiants provoquèrent la prise de conscience moins de la classe ouvrière que des tertiaires.

Par ailleurs, il est certain que mai 68 nous a révélé le rôle nouveau des journalistes dans l'événement. De ce point de vue, il est apparu que le journaliste — spécialement le journaliste de radio et celui de télévision — ne pouvait plus prétendre être témoin et juge seulement. Il devient *acteur*. Il faudra étudier sérieusement le rôle des moyens de communication dans la propagation du mouvement. On peut même tenir — ce me semble — qu'avec la personnalisation et la vedettisation des journalistes, en particulier par la télévision, le journaliste ne peut plus désormais n'être pas — en certaines circonstances — un *acteur politique*. Le journalisme n'est pas épargné par les mutations. Cela pose des problèmes immenses à la déontologie journalistique. Il semble qu'au cours des débats sur l'O.R.T.F. cette fonction et cette place nouvelles de l'information aient été passées sous silence. Il faudra y revenir.

En revanche, au niveau de la vie politique, au sens restreint du terme, la fête de printemps n'a pas apporté de révélation. Au moins à ceux qui admettent que la politique est de l'ordre de l'imaginaire. Avouons, cependant, qu'il est rare que l'on ait été à même de saisir dans une pureté, aussi limpide, l'essence ludique de l'art politique. Les rôles qu'ont joué les symboles — combien de Françaises et de Français ont voté sous l'impression de la destruction de la chose la plus symbolique de la société industrielle : l'automobile, et sous l'impression du symbole même de la société « naturelle » : l'arbre — et surtout, la manière théâtrale et magique à laquelle a recouru le général de Gaulle (le départ de Paris, n'était-ce pas l'évocation de la mise au tombeau du héros, et le discours du 30 mai, l'évocation de la résurrection ?) — ont mis en lumière que la politique est de l'ordre de la poésie. Seuls d'impénitents et étriqués rationalistes peuvent encore refuser l'évidence.

Malgré tout, Mai 68, ce fut autre chose, ni essentiellement crise politique, ni essentiellement crise sociale. En un certain sens, ce fut la révolte de tous contre un système. C'est pourquoi, on vit hanter les couloirs de la Sorbonne et l'Odéon par des hauts fonctionnaires et des cadres supérieurs ; ils se sentaient concernés. Par ailleurs, ce n'est pas tel ou tel rôle, tel ou tel personnage qui furent contestés. C'est la nécessité même de jouer un rôle, d'avoir un personnage. C'est pourquoi, ce furent les individus dans leur vie quotidienne, dans leur relation avec eux-mêmes et avec leurs proches qui furent concernés. Soudain, il apparut que dans la société française de 1968, personne n'était à l'aise dans sa peau. Véritablement — et on voudra bien m'excuser de me faire, à nouveau, provocant — il est indéniable que nous avons vécu, comme l'écrivit M. Raymond Aron, une sorte de psychodrame. L'importance et la richesse de

la crise tiennent même à cet aspect. Ce colossal happening collectif nous a révélé que ce n'était pas la société moderne qui était malade, ce sont les hommes et les femmes. Jamais, peut-être, nous n'avons saisi plus concrètement ce qu'est l'*aliénation*.

Assurément, le plus déconcertant, ne fut pas le comportement des jeunes. Les jeunes furent ce qu'ils devaient être; ils firent ce qu'ils devaient faire. Ils dirent ce qu'ils devaient dire. Et, après tout, au risque de les scandaliser, ils dirent bien des choses que nous avions dites à leur âge. Par eux, l'utopie reflourit. *Deo gratias!* Mais ce qui fut ahurissant, ce furent les adultes. Véritablement, la fête du printemps fut celle de la *grande peur des adultes*. Rien ne fut plus pénible en ces heures que la grande confusion des hommes de quarante ans. A longueur de journées, on en rencontrait soit qui se battaient la coule sur leur vie ratée et inutile, soit qui tenaient des propos de gosses de dix-huit ans. Jamais, probablement, dans aucune société, les hommes et les femmes n'ont eu aussi honte de leur âge. Jamais probablement, dans aucune société, les hommes et femmes n'ont autant désiré fuir en arrière, regresser vers leur jeunesse. Sur des centaines de milliers de Français et de Françaises a pesé, en ces étranges journées, la peur de la mort.

Déchirés, comment eussions-nous pu ne pas l'être? Il n'est pas de fête sans angoisse. Aussi bien il faut plaindre les hommes mûrs qui ont cheminé à travers

Ah! certes, il avait raison Charles Péguy de faire cet aveu: « Nous ne retournerons jamais sans une profonde mélancolie vers la première pureté; vers l'âge qui avait un autre goût, vers l'âge où rien n'était gagné encore... »

Cet enthousiasme glaçait Animus, le politique. Il savait que les rêves les plus fous finissent en horreur et en tuerie si la politique s'en empare et s'ils s'emparent d'elle. Face à Antigone, qui voulait tout et tout de suite, il optait pour Créon. Créon — car tout politique est quelque peu Créon — ne lui paraissait pas sans courage ni grandeur. Créon sait qu'Antigone n'est pas seule au monde. Il sait qu'après tout un peuple n'est pas fait de prophètes seulement. Mais laissons Créon... L'important est de tenir absolument qu'en démocratie l'homme politique, qu'il soit leader ou militant, doit respecter ceux qu'une certaine intelligence s'est laissée aller à appeler les veaux. Ils ont tort ceux qui méprisent les veaux. Le mépris, on sait où ça commence, nul ne sait où il finit...

En fin de compte, au plus intime de soi s'élevait l'interrogation de Maurice Merleau-Ponty: « Doit-on choisir d'être Yogi ou Commissaire? » Heureux qui a pu vivre les plus longs jours de Mai sans ne pas se sentir, simultanément, *enragé* et *veau*. Heureux ceux pour qui les choix avaient le tranchant de l'évidence et non l'indistinction de l'ambiguïté!

Enthousiasmante et décevante, tour à tour et simultanément exaltante et crucifiante, ainsi fut la fête de mai, ainsi fut la fête à l'instar de toute fête. Cette fête n'aura pas de fin puisqu'elle nous a happés et qu'elle a gravé en notre âme sillons et rides. Puisque, au long de ces lignes, le tragique de la fête a largement été évoqué, célébrons en terminant l'espérance qu'a apportée la fête.

Au début de *Ainsi parlait Zarathoustra*, Nietzsche campe de manière terrifiante les derniers hommes:

« Amour? Création? Désir? Etoile? Qu'est-ce que cela? Ainsi demande le dernier homme, et il cligne de l'œil.

» Nous avons investi le bonheur, disent les derniers hommes, et ils clignent de l'œil. »

En croisant au sortir de la crasseuse Sorbonne les belles Triumphant rouges des révolutionnaires, en rencontrant ce fils de haute naissance, au nom prestigieusement historique, dont je savais bien que le pull noir à col roulé et le blue-jean sales avaient tout à l'heure été substitués à un costume du meilleur coupeur, en entendant une jeune fille de grande bourgeoisie déclarer délicieusement — ou odieusement — qu'elle n'avait tant jamais balayé de sa vie, j'ai souvent pensé à cette page de Nietzsche. Je me suis dit que, peut-être, toutes ces scènes n'étaient pas que jeu. Et je me suis demandé si Nietzsche n'avait pas tort. Nous avons appris qu'il est probable que les hommes n'inventeront jamais le bonheur car la « fatalité du bonheur » (Rimbaud) qui est en chacun les conduira toujours à le réinventer. La création rebondira toujours même si la dé-creation continue toujours. Aucun système n'est clos pour toujours. C'est cette leçon qui fait que la fête de mai est probablement une fête de printemps. Même si ce printemps, comme d'autres, débouche directement, non dans l'été, mais dans l'automne.

nous de faire l'Europe des jeunes. — L'école fourmillère ne produit que des insectes. Quand et où as-tu appris à te taire, à répéter la parole du maître, à obéir au sifflet? Nos éducateurs ne sont pas des gardiens d'enfants. — Les hommes sont comme les pommes: quand on les entasse, ils pourrissent. — La barricade ferme la rue, mais ouvre la voie. — Il est interdit d'interdire. — Tremblez, car nous allons nous occuper de vos enfants! — Quand la jeunesse a froid, le monde entier grelotte. — Etudiants, c'est nous la classe révolutionnaire, c'est nous les porteurs de l'idéologie dominante, car notre but est de nous supprimer en tant que classe confinée dans ses limites.

le tourbillon de la fête sans en humer les senteurs tragiques. Quand les transports étaient stoppés, quand les voitures étaient échouées le long des trottoirs envahis par les ordures, quand l'argent se faisait rare dans les banques, il fallait être d'une légèreté béate pour ne pas sentir la précarité de la civilisation. L'illumination de Valéry — « Civilisations, nous savons que vous êtes mortelles » — l'expérience intérieure dont est sortie *La Peste* de Camus, le retour godarien dans la forêt primitive et à la barbarie première, ne pouvaient pas ne pas hanter l'esprit. Le cœur se serrait; nous savions, nous avons su, qu'un jour, peut-être, l'humanité se laisserait crever auprès de ses machines silencieuses. Qui sait si, au moment de s'envoler vers le cosmos, l'homme ne se couchera pas auprès des fusées à étages, écrasé par son propre tragique. Rien n'est assuré. D'autres fêtes analogues pourraient devenir autrement destructives.

D'autre part, en soi, au plus intime de soi, on était cassé. Entre l'Anima mystique et l'Animus politique, le conflit était radical, inexpiable. Celle-là eut voulu chanter, danser, une fois encore se laisser aller à croire, d'une foi juvénile, que sur une terre nouvelle il pourrait n'y avoir plus d'État, plus de pouvoirs, que chacun pourrait être la joie de tous et tous celle de chacun. Impétueuse, elle martelait: « J'ai tendu des cordes de clocher à clocher; des guirlandes de fenêtre à fenêtre; des chaînes d'or d'étoile à étoile; et je danse! » (8)

(8) Rimbaud.

De Marx à Marcuse

Philosophie de la Révolution

par Etienne Borne

LE mot de révolution est employé ici muni d'un coefficient convenable de doute philosophique et même métaphysique. L'expression courante « les événements » serait d'une discrétion abusive et il faut bien congédier, pour dire quelque chose et non pas rien, la fausse pudeur et l'objectivité pharissienne d'une impossible neutralité. A l'inverse, parler sommairement de révolution serait un autre abus de langage : aux mouvements qui ont surgi en mai, et qui ont pris assez d'ampleur pour paralyser les institutions, interrompre par la manifestation, la grève, l'émeute le cours normal de la vie publique et privée, convient-il de reconnaître cette unité, ce dynamisme, cette intention de rupture et de novation également radicales qui doivent caractériser un processus révolutionnaire ? Alors on risquerait de trop dire, car qui peut savoir encore, les choses étant restées en suspens, si l'événement de mai a été l'esquisse d'un type nouveau de révolution, l'apparition d'une sorte de modèle inédit, mais désormais imitable, inventé par la jeunesse pour rajeunir le monde et donc promis à une grande fortune historique dans les décennies à venir, ou si, au contraire, nourri de souvenirs historiques périmés et de théories inadaptées au temps présent, explosion de romantisme politique dans un siècle d'efficacité positive, ce même événement ne fut qu'une fausse révolution, la comédie, qui, dans un style parodique, fait mémoire des tragédies d'antan, irrépétibles et injouables ? On ne parlera donc de révolution que de manière approximative et interrogative.

Philosophie de la révolution, l'expression de philosophie aussi est équivoque et recouvre plusieurs interrogations qui, si elles restent mêlées, risquent de brouiller les réponses possibles. On peut en effet chercher d'abord quelles étaient les références idéologiques, théoriques, doctrinales des hommes qui animèrent la vaste contestation de mai ; mais il faut se demander aussi si ces références se révèlent disparates, multiples, incoordonnables ou s'il est possible de les ramener à l'unité d'un même dessein, philosophiquement pensable et définissable ; les révolutionnaires ou les révoltés de mai pourraient aussi n'avoir pas eu une claire et précise conscience de ce qu'ils faisaient, et vivre et agir une certaine philosophie de l'homme et de la société qu'une réflexion extérieure, dégagée de l'immédiat et de la confusion de l'événement, pourrait plus aisément déceler et mettre en forme ; enfin, à supposer qu'il y ait une philosophie et une seule, consciemment ou inconsciemment inspiratrice des insurgés, et en cela explicatrice de l'insurrection, il est difficile de l'énoncer sans être amené à l'évaluer par rapport à d'autres philosophies de la politique ou de la révolution et à se demander ce qu'elle peut comporter de réalité ou d'illusion. Certes toutes ces questions auraient tort d'aller se démultipliant si la révolution de mai avait été la fulguration illuminatrice de la société et de l'homme contemporains, la vérité de feu qui rejette toute théorie antérieurement établie dans les limbes où végètent les idéologies dévitalisées et démythifiées. Dans ce cas il

suffirait de se mettre à l'écoute des révoltés, d'entendre, pour parler comme leurs thuriféraires, leur langage qui était action, leur action qui était langage, pour du même coup s'ouvrir à une neuve et juste philosophie de l'histoire, la révolution, et cette révolution ne pouvant être que vérité. On n'exclut pas a priori la simplicité rassurante autant qu'exaltante d'une telle hypothèse. On remarquera seulement qu'une détermination de la ou des philosophies de mai ne doit pas, étant philosophique, sacrifier préalablement son objet — et que, par conséquent, les questions qu'on vient de soulever ne peuvent être posées que multiples et ouvertes. Au moins en première instance.

LE MOUVEMENT POUR LE MOUVEMENT

Une objection dès le départ pourrait interrompre une recherche dont, si elle avait raison, elle aurait démasqué un présumé polémique et falsificateur. Parler théorie et philosophie paraît aller de soi puisqu'il s'agit de comprendre un événement qui est pour la réflexion énigme et défi ; mais cette procédure ne révèle-t-elle pas un préjugé d'avance défavorable à la révolution de mai ? n'est-il pas en effet trop facile de constater que les activistes responsables des divers groupuscules, dont la vertu contagieuse a été la surprise majeure de ces semaines paradoxales, se réclamaient d'étiquettes et d'idéologies disparates, trotskysme, maoïsme, castrisme, socialisme de type P.S.U. Tous avaient en tête la révolution, mais la révolution de l'un ne coïncidait pas avec la révolution de l'autre, si bien qu'il est impossible d'imaginer la révolution de mai victorieuse et maîtresse de quelque pouvoir que ce soit sans du même coup la voir s'effondrer, victime de la dissidence des hommes et du conflit des idéologies. La question de savoir ce qu'a pu être la révolution de mai n'aurait donc été posée qu'en fonction et en dépendance subreptice d'une réponse aussi prévisible que facilement démontrable : il n'y a pas eu ni un mouvement ni une révolution de mai, mais des agitations effervescentes circonstanciellement unies pour contester et détruire, lesquelles ne se réclamaient de cette idéologie ou de cette autre que pour n'en retenir ce qu'elle contient de négateur. Le thème commun aux insurgés de mai, le lieu géométrique de théories aussi incompatibles que le rouge marxiste-léniniste ou le noir anarchiste ne pourraient être alors qu'un nihilisme ou mieux cette « esthétique de la contradiction » dont parlait le plus illustre représentant d'un ordre haï des révolutionnaires de mai. Leur révolution ne serait plus alors que révolte irrationnelle et elle n'aurait d'autre philosophie que l'antiphilosophie de la négation et du néant.

Réfutation suspecte et que, la disant odieusement bourgeoise, récuseront avec violence les révolutionnaires de mai. Chercher quelle a pu être l'idéologie du mouvement, n'est-ce pas, diront-ils, non seulement en fausser la nature mais en manquer à la fois la réalité et la vérité ? Car toute idéologie est une représentation intel-

lectuelle préétablie, alors que le propre du mouvement de mai, ce qui en fait un mouvement authentique, c'est qu'il était mouvement pour le mouvement, qu'il se voulait en état d'insurrection contre tous les systèmes, et aussi bien ceux de gauche. Le mouvement qui a été initialement le propre de la jeunesse universitaire rejetait l'héritage reçu des générations antérieures, et cette intention majeure et originelle, lui donne son caractère de révolution culturelle, autant et plus que de révolution politique et sociale. Et ce geste de rupture avec une culture aliénante ne peut rester révolutionnairement dur et pur que s'il se suffit à lui-même et ne s'aliène pas à nouveau dans les représentations, les théories, les valeurs d'une autre culture. On n'exclut pas, certes, qu'en conséquence des ruptures présentes doivent advenir une autre société, une autre humanité, mais qu'il faut laisser informulables et infigurables parce que la projection d'un ordre dans l'idéal ou le futur ne peut être que la retombée, la dévitalisation, et littéralement la négation du mouvement lui-même.

Dès lors, l'allégation de nihilisme dont on fait l'arme absolue contre la contestation pour la contestation peut aisément se retourner : c'est aux hommes d'ordre ou aux bureaucrates des révolutions établies qu'il faut doctrines et programmes, ces représentations claires et cette sécurité intellectuelle qui confirment dans leur statisme les assis, les immobiles. Savoir toujours ce qu'on pense, ce qu'on veut, ce qu'on va faire et pourquoi

mot, parce que satisfaite moralement d'elle-même, elle s'oriente vers une construction, la révolution est déjà trahie en tant que révolution ; ainsi l'octobre rouge de 1917, utilisé et récupéré par les bâtisseurs d'un ordre nouveau, avorte en stalinisme, c'est-à-dire en bureaucratie et en tyrannie. La révolte de mai, se voulant révolution pour la révolution, récusait de tels précédents — et si elle se référait à de multiples idéologies déjà nommées et repérées, si elle ne s'embarrassait guère des différences qui les faisaient antagonistes, ce n'est pas confusion mentale et carence de pensée, mais propos délibéré : ces diverses formalisations de l'action révolutionnaire comptent moins par leur caractère spécifique et comme représentations d'une autre société que par la charge explosive qu'elles signifient par rapport à la société actuelle : maoïsme, marxisme-léninisme, trotskysme, anarchisme ne sont pas autant d'épures différentes anticipant sur la géométrie du monde à construire, mais paroles dans le présent révolutionnaire, paroles plutôt que concepts, et paroles de défi et d'exécration à un monde réprouvé. Ces paroles, dont chacune a son style, ne composent pas les unes avec les autres pour donner une force unique de contestation et de proposition qui serait leur résultante, mais elles ne laissent pas de se redoubler et de se fortifier par leur multiplicité même, et il n'y aura jamais trop d'emblèmes et de symboles se répandant de groupe en groupe pour constituer une multitude

effervescente. Les nombreuses théories de la révolution ne nuisent pas à la révolution, car elles sont autant d'appels ou de signaux qui ne sont pas convergents mais consonants, et, paroles, ne s'annulent pas plus que les paroles poétiques, relevant d'esthétiques les plus diverses, ne font pas une cacophonie parce qu'elles

opèrent la même transmutation du langage, en congédiant révolutionnairement l'intolérable prose, ancien régime de la langue.

SARTRE, BERGSON ET MARX

Qu'une réalité, et par exemple une révolution, soient telles que toute interprétation théorique qu'on puisse en proposer se révèle limitative, restrictive et même falsificatrice et négatrice de cette réalité et de cette révolution, c'est aussi théorie et interprétation, philosophiquement formulables, et qui ne sauraient être soustraites à la discussion.

Faisant profession d'être un théoricien et un théoricien de la révolution, Jean-Paul Sartre n'abdique pas son magistère lorsque, dans une intervention en Sorbonne au plus chaud de la crise de mai, il consacrait de son autorité de philosophe cette thèse du mouvement pour le mouvement comme vérité de la révolution, et le refus qui en est le corollaire de subordonner cette révolution à des finalités objectives idéales ou à venir, qui en seraient la raison d'être. Peut-être un certain nombre de jeunes révolutionnaires eussent-ils aimé apprendre de Jean-Paul Sartre pourquoi ils avaient entrepris de faire la révolution ; alors qu'ils n'avaient pour tout comprendre qu'à bien vivre leur propre effervescence ; Jean-Paul Sartre en effet félicitait les révoltés de n'avoir pas d'autre programme que l'affirmation continuée d'eux-mêmes dans la contestation per-

Nous ne voulons être que des jeunes travailleurs. Par-delà les tendances, groupes, partis, syndicats, nous sommes en marche. — Après les barricades, il n'y a plus d'Etudiants, plus de Professeurs et bientôt plus de Prolétaires. Nous sommes tous des Travailleurs. — Vive la grève générale ! — Nous n'avons fait que la première Insurrection de notre Révolution. — « J'avais 20 ans. Je ne laisserai personne dire que c'est le plus bel âge de la vie » (Paul Nizan). — Ne faites pas une Révolution à l'image de votre Université = confuse et sclérosée. — Examens = Servilité ; Examens = Promotion sociale ; Examens = Société hiérarchisée. Bons élèves angoissés. Professeurs

on le pense, on le veut, et on va le faire, c'est solidifier la vie en série d'instantanés morts sériellement juxtaposés, c'est-à-dire nier la vie par refus du mouvement. Tels sont les vrais nihilistes. Le mouvement de mai, mouvement pour le mouvement, n'aspire à d'autre futur que la continuation ardente de son propre dynamisme, n'avait d'autre finalité que la contagion indéfinie de sa propre tension : les actions ouvrières de mai ont failli être, un bref moment, en accord avec le mouvement étudiant, dans la mesure où, échappant au contrôle des états-majors syndicaux, détachées des revendications partielles et pratiquant une contestation absolue, elles contredisaient les théories établies et aliénantes du mouvement ouvrier pour recréer justement le mouvement ouvrier en tant que mouvement ; la grève était alors son but à elle-même, la manifestation d'un pouvoir ouvrier en mouvement, comme la prise et l'occupation de la Sorbonne étaient la manifestation d'un pouvoir étudiant en mouvement. Manifestation est bien le terme propre car il y a alors identité d'essence entre la manifestation et la révolution, celle-ci étant toute entière dans le mouvement lui-même, et le mouvement manifesté.

Dès lors, et on touche ici à une idée capitale, la révolution est à elle-même sa fin, parce que le mouvement n'est mouvement que dans la mesure où il ne se subordonne pas à la limitation aliénante d'un terme déterminé. Quand elle se propose comme chemin vers un but, lorsqu'elle est édifiante, dans les deux sens du

manente. Et il confirmait, par une théorie bien ajustée à la circonstance, la conviction instinctive de ses auditeurs, en expliquant que les questions dont la malveillance des adultes harcelait la jeunesse insurgée : « Savez-vous bien où vous allez ? Etes-vous capables de mettre en forme un propos d'avenir ? Avez-vous bien pesé et assumé d'avance toutes les conséquences de votre action ? » font autant d'interrogations caractéristiques d'une raison et d'une pratique qu'il faut dire « bourgeoises », pour désigner l'ennemi contre lequel s'évertuait la révolution de mai. Sans doute faut-il comprendre que le conseil de s'assurer qu'une chose soit possible avant de commencer à la faire ne relève pas de l'incontestable sagesse des nations, mais traduit à une analyse ou une psychanalyse mieux avisées, un propos de défense contrerévolutionnaire, puisque le propre d'une révolution, c'est qu'elle n'est pas possible avant d'éclater, que sa possibilité, évidente a posteriori, se confond avec son propre surgissement dans le réel de l'histoire.

Sans doute la théorie n'était-elle pas complètement improvisée, car il est arrivé à Jean-Paul Sartre d'écrire que les révolutionnaires de 1792 se découvrirent républicains sans avoir su d'avance qu'ils l'étaient dans leur mouvement de révolte contre les autorités constitutionnellement établies dans l'étape antérieure de leur propre révolution, provoquant ainsi l'écroulement de l'institution monarchique et l'avènement de la République, toutes choses non seulement déraisonnables, mais impensables avant l'événement. Un tel langage, bien qu'il soit parlé par Sartre, est curieusement plus bergsonien que sartrien. Refuser de mesurer sur des représentations une réalité en croissance et capable de s'inventer elle-même, écarter par conséquent comme un faux problème la question du possible et du réel, ces thèses sont celles de Bergson et elles sont susceptibles d'une transposition en termes de politique révolutionnaire — celle-là même qu'au temps de la peu rassurante « Evolution Créatrice », au début du siècle, et avant « les Deux Sources », avait tentée un Georges Sorel, dont la philosophie de la violence devait jouer un certain rôle dans la genèse du bolchevisme comme dans celle du fascisme. On peut en effet s'étonner que la pensée révolutionnaire n'ait pas tiré meilleur parti de la conception bergsonienne de l'homme et de la société, et notamment de l'opposition entre une intelligence fabricatrice, combinatrice, calculatrice qui contient une fatalité conservatrice, « bourgeoise », et un instinct au sens profond du mot, ou plus exactement un élan vital dont la poussée, lorsqu'elle cesse d'être contenue ou travestie par les pressions sociales et tous les mécanismes de répétition conformiste, peut provoquer des explosions capables de renouveler la face et la substance des sociétés. Certes, et le marxisme en est un éclatant exemple, il y a d'autres sources à une pensée révolutionnaire qu'un vitalisme anti-intellectualiste. Mais il est remarquable que le thème du mouvement pour le mouvement, la recherche d'une certaine qualité et intensité de vie par la manifestation, la transmutation du langage dans ce forum permanent où le verbe abdique ses significations pratiques et utilitaires au profit d'un pouvoir d'incantation et d'évocation, tous ces traits, qui composent la philosophie spontanée de la révolution de mai, réinventent, sinon peut-être le plus profond Bergson, du moins une certaine sorte de bergsonisme vulgaire, celui dont on trouvait des traces dans le propos de Sartre en Sorbonne, et auquel font penser certaines pages de Marcuse. Etant bien entendu que Sartre, Marcuse, et ceux des révoltés de mai qui n'étaient pas sans culture philosophique auraient tenu

à, déshonneur d'avoir emprunté un iôta à Bergson ou au bergsonisme. On a bien compris qu'il s'agit non pas de sources, mais de correspondances, lesquelles n'en sont que plus significatives.

La référence à une philosophie de l'irrationnel permet donc de situer théoriquement une tentative révolutionnaire qui, sous prétexte de créativité, de novation culturelle, avait une inclination à confondre dans une même réprobation la raison constituée, le discours ordonné et les autorités établies, toutes instances jugées non seulement conservatrices d'elles-mêmes mais répressives, par nature et par fonction, d'un élan vitalement révolutionnaire. Cette même référence aide en outre à comprendre les raisons pour lesquelles le parti communiste et le syndicalisme cégétiste ont marqué une méfiance si délibérée, traité avec si peu de ménagements cet ultra-gauchisme qui a montré dans les journées de mai sa puissance à tout le moins d'intimidation et de provocation, et refusé de reconnaître en lui un authentique mouvement révolutionnaire : c'est que la révolte de mai, loin de vérifier le modèle de révolution hérité du marxisme et qui sert de norme au communisme classique, en présentait même, par son commencement de succès, une critique proprement iconoclaste. Celui-ci relevait d'une rationalité à prétention scientifique. Celui-là se présente, en première approximation, comme une explosion irrationnelle.

Certes, les communistes sont toujours en état d'alerte et d'agressivité contre quiconque entreprend de les déborder sur leur gauche et de les convaincre de tiédeur ou d'impuissance révolutionnaires, et ils ont même l'affligeante habitude de dénoncer systématiquement derrière leurs dissidences trotskyste hier, maoïste aujourd'hui quelque policier manipulateur. Cette gauche pure et dure est en effet une tentation trop séduisante pour nombre de militants communistes, et souvent les plus jeunes, d'âge ou d'esprit, ceux qui supportent le moins aisément les longues patiences d'un combat qui, ressemblant beaucoup plus à un labeur toujours recommencé qu'à une fête ou à une guerre, ne dispense plus cette exaltation révolutionnaire dont la chance renaît de l'autre côté de la frontière. Sans compter que l'ultra-gauchisme et par sa présence contestataire et par la violence des réactions diverses qu'il suscitait en elle, ajoutait encore aux divisions de cette gauche que le dessein du parti communiste était de fédérer. Toutes ces raisons sautent aux yeux, mais elles ne suffisent pas à expliquer cette âpreté avec laquelle les communistes ont condamné sans relâche l'« aventurisme gauchiste », comme ils disent dans un langage qui a beaucoup servi et que l'épisode revalorisait et revitalisait. L'ultra-gauche, inspiratrice de la révolution de mai, devait mettre en péril dans le communisme quelque chose d'essentiel et de profond, pour que le défi soit relevé avec cette vigueur.

Sans doute le différend entre l'extrême-gauche traditionnelle et la nouvelle ultra-gauche paraît-il d'abord porter sur une question de fait et de tactique : la situation telle qu'elle se présentait était-elle ou non révolutionnaire ? Le pouvoir, sans prise sur des mécanismes bloqués ou affolés était-il en passe d'être vacant ? L'homme dont le règne occupait si exactement la décennie qui s'achevait avait-il, comme on dit si bien, fait son temps et allait-il, en disparaissant dans une nuée comme les dieux et les héros antiques récupérés par le destin, créer un de ces vides insolites dont a horreur la nature des sociétés politiques et qui sont capables d'aspirer, pourvu qu'elles soient à l'affût, les forces les plus bouillonnantes ? Bref, un Etat qui paraissait vaciller et s'effacer était-il vraiment à prendre ? Les inventeurs et animateurs de l'ultra-gauchisme

donnent à toutes ces questions des réponses passionnément positives : tout était possible et il aurait suffi que le parti communiste et les syndicats accentuent d'un rien la pression, passant de la grève généralisée à la grève générale et installent aux lieux convenables pouvoirs étudiants, pouvoirs ouvriers, pouvoirs administratifs pour que soit faite une révolution pour laquelle il n'aurait pas été impossible d'obtenir après coup, en usant des techniques éprouvées, une large approbation populaire. Et beaucoup, même en dehors de l'ultra-gauche, sont persuadés par la quasi évidence de l'événement que l'appareil du parti communiste, oubliant que le « premier devoir d'un révolutionnaire est de faire la révolution », avait laissé passer sans la saisir au cheveu la brève et toujours fugitive visitation de la fortune, jouant le jeu de l'ordre bourgeois et de la légalité gaulliste et fournissant ainsi la preuve expérimentale qu'il n'est pas ou qu'il n'est plus un parti révolutionnaire.

Certes, trancher est difficile, car comment savoir si ce qui n'a pas été aurait pu être et si en mai 1968 une révolution allant jusqu'au bout d'elle-même était une impossibilité ou un possible qu'ont fait avorter le désaccord entre les révolutionnaires et le tardif mais fulgurant ressaisissement du pouvoir ? Il reste cependant que si la révolution de mai avait osé pousser la porte entr'ouverte, il est très vraisemblable que le pays aurait été jeté dans une guerre civile que sur les ruines

les forces traditionnelles de l'ordre, ébranlées ou paralysées, disait récemment en parlant des étudiants ultragauchistes insensibles aux vrais problèmes du prolétariat, « qu'ils avaient une page de Marcuse à la place du cœur », cette polémique était certainement injuste, mais elle posait exactement le problème qui met en question le tout de la pensée révolutionnaire. Le secrétaire général de la C.G.T., qui n'aurait pas accédé à une telle responsabilité s'il n'était un communiste de stricte observance marxiste, voulait signifier que cette jeunesse engagée si avant dans les voies de la perdition n'aurait pas Marcuse dans le cœur si elle avait eu véritablement Marx dans la tête.

Dire : « c'est la faute à Marcuse » pour rendre compte des désolations de mai, le vol des pavés, l'incendie des voitures, les délires du verbe, la déconfiture de la gauche, le sursaut vainqueur du gaullisme, relèverait de la même naïveté bien-pensante que le « c'est la faute à Rousseau, c'est la faute à Voltaire » que raillait le Gavroche de Victor Hugo. Marcuse était avant mai un auteur peu lu, mal accessible, connu de quelques spécialistes et qu'ignoraient les révolutionnaires de mai, les chefs aussi bien que la troupe, et pourtant, Georges Séguy à raison, c'est dans l'auteur d'« Erôs et Civilisation » et de « L'homme unidimensionnel » que se trouve la plus éclairante philosophie non seulement des événements de mai en France, mais aussi de cette révolte de la jeunesse qui, dans tous les continents, est l'un

des phénomènes caractéristiques de la seconde moitié du XX^e siècle. Or cette révolution, prévue et décrite d'avance par Marcuse, non seulement n'entre pas dans les concepts théoriques du marxisme, mais elle fait éclater irrémédiablement. D'où le schisme qui divise contre elle-même la pensée révolutionnaire.

Marcuse entend certes se situer dans le prolongement du marxisme, toujours valable pour lui, en tant que contestation radicale du système capitaliste et de la mentalité bourgeoise. Mais l'origine première de sa propre réflexion est Freud plutôt que Marx, et, parti de la doctrine freudienne de la censure que la conscience individuelle est condamnée à interioriser, Marcuse met en question la société contemporaine en tant d'abord qu'elle est répressive des instincts ; d'où suivra le procès radical de tout un système économique et politique. Et le cheminement de Marcuse annonce curieusement le processus d'escalade provoqué par l'ultra-cisme de gauche, lequel s'est manifesté en premier lieu à Nanterre et ailleurs comme la revendication d'une liberté sexuelle, avant d'en venir à la contestation globale du tout de la société. Marcuse propose donc une interprétation freudienne du marxisme, ce qui implique déjà une révision critique du modèle de révolution dégagé par Marx et pratiqué par les marxistes. Un vrai marxiste, connaisseur de Freud, aurait à l'inverse proposé une lecture marxiste de Freud. Et cette divergence originelle ne peut aller que s'aggravant. L'aliénation pour Marcuse sera analysée, même si elle a des conditions et des causes dans la société, comme une frustration du bonheur singulier dont serait capable l'individu en vertu de l'organisation instinctuelle qui est la vérité fondamentale et primitive de son être. La révolution ne peut donc avoir son principe que dans cette révolte de l'individu revendiquant son dû : que

assez cons pour mettre des chiffres. Candidats à la balance-trieuse, VOUS ETES DES ESCLAVES. — Où est dans nos manuels d'histoire l'histoire des peuples vaincus ? Bretagne avant son annexion par la France, Occitanie avant sa conquête ? NULLE PART. Un mythe réactionnaire : « L'heure des grands ensembles... » A bas le Marché commun néo-capitaliste. Vive la Fédération Socialiste des Peuples de France. — Abolissons la société de classes. — Il n'y a pas que du folklore à la Sorbonne. A travers un travail sérieux effectué par la masse des étudiants se dégage une prise de conscience pour une réforme démocratique de l'Université. La revendication du droit aux études pour

confondues du gaullisme et de la gauche aurait conclue une réaction autoritaire de type néo-fasciste. Faisant cette analyse, les responsables du parti communiste en ont tiré les conséquences qui s'imposaient, ce qui ne veut pas dire qu'ils ont trahi la révolution ou qu'ils soient heureusement convertis au réformisme et à la démocratie, mais sans doute sont-ils décidés à ne prendre le pouvoir que dans la mesure où ils seraient assurés de le garder et de s'en servir pour faire une révolution qui n'a guère que le nom de commun avec ce que l'ultra-gauchisme de mai appelait lui aussi révolution. Là, est au niveau des doctrines le schisme d'importance capitale qui est la vérité philosophique de la crise de mai, crise d'une jeunesse contestante et insatisfaite certes, crise en outre d'une société déséquilibrée, trop riche d'efficacité techniciste et trop pauvre de sens — mais aussi crise de l'idée de révolution elle-même qui ne permet plus de reconnaître entre les révolutionnaires les vrais et les faux, les uns accusant les autres de ne proposer qu'une falsification soit bourgeoisement bureaucratique soit abstraite et absolutiste de la révolution authentique dont chacun prétend avoir le monopole.

MARCUSE ETAIT DEJA LA

Lorsque Georges Séguy, qui, au plus aigu de la crise de mai, et on est loin de lui en faire grief, a été un barrage plus efficace contre les « enragés » que toutes

le marxisme classique — qu'on se souvienne des interminables polémiques de Marx contre l'individualisme de Stirner et sa doctrine absolutiste du « moi » — a toujours considérée comme une attitude prérévolutionnaire mais fatalement antirévolutionnaire, lorsque la révolution est définie objectivement et scientifiquement sur un contexte de lutte de classe où le sort de l'individu est commandé par un destin collectif. L'analyse marcusienne permet d'élargir la notion d'aliénation et d'en faire un caractère de la condition humaine dans la société industrielle moderne, que celle-ci soit capitaliste ou socialiste. Est aliéné l'homme que son mode de vie rend étranger à son être véritable et qui entre dans la dépendance des forces qui l'ont déshumanisé. Or tel est l'homme américain, tel est l'homme soviétique, l'un comme l'autre si profondément aliénés qu'ils ne savent plus qu'ils ont perdu le bonheur et que se trouvent cassés chez eux les ressorts d'une possible révolte.

Il en est de l'aliénation selon Marcuse comme du désespoir chez Kierkegaard : les plus aliénés et les plus désespérés sont ceux qui ne se reconnaissent pas comme tels : la société moderne est faite d'une majorité d'esclaves malheureux, mais qui se croient libres et heureux — tant sont efficaces les puissances de persuasion clandestine qui leur modèlent du dedans une conscience satisfaite ; car leur humanité étant réduite à une double fonction de producteur et de consommateur s'exerçant selon des normes établies, ils ne sauraient être en opposition ni avec eux-mêmes ni avec une société dans laquelle ils ne peuvent si aisément s'insérer que parce qu'elle leur a infligé de terribles mutilations tristement indolores. Telle est bien la société que les révolutionnaires de mai appelaient, pour la répudier, société de consommation, et elle requiert pour être à la fois pensée et combattue un dépassement des analyses classiques de Marx qui perdent leur vérité et leur vigueur depuis que la classe ouvrière — même si elle reste un prolétariat victime de l'aliénation — n'est plus, ce qu'elle était au XIX^e siècle, une force de contestation de la société capitaliste naissante ; aujourd'hui, intégrée à la société industrielle, tant à l'Ouest qu'à l'Est, la classe ouvrière a cessé d'être objectivement révolutionnaire. Ni les partis, qu'ils se disent de gauche ou de droite, ni les syndicats, ni les Églises ne peuvent contredire avec la radicalité nécessaire une société dans laquelle sont intégrées et d'avance assimilées leurs revendications et leurs exigences. Le progrès scientifique et technique joue aussi dans le sens de la conservation ou mieux de la perpétuation indéfinie de ce qui est ; il adapte avec toujours plus d'ingénieuse précision les producteurs au processus de la production, il suscite les besoins qu'il est capable de satisfaire, il entretient et il fortifie lui aussi la société de consommation car avec comme matière première des hommes qu'il mécanise, il fabrique des consommateurs sans problèmes. Le marxisme traditionnel qui fait fond sur la classe ouvrière, les organisations politiques et syndicales, la rationalité scientifique et technique pour assurer la transformation révolutionnaire de la société n'a donc plus dans son arsenal que glaives ébréchés, poudre mouillée, bombes désamorcées. La révolution est à réinventer.

La révolution de style marcusien se présente donc comme une ultra-révolution par rapport au modèle marxiste de révolution — car le marxisme sociologiquement considéré souffre d'un retard irrattrapable sur la société industrielle moderne et il est au surplus tributaire d'une psychologie moralisante, préfreudienne qui majore travail et rationalité et ignore l'importance

et le prix du fond instinctuel de l'homme. Il convient donc d'aller au-delà de Marx, sans aucune sorte de concession à un réformisme démocratique que Marcuse juge mystificateur. Car dans une société de consommation, il n'est pas de revendication partielle, que son objet soit un avantage matériel ou même une liberté, qui ne puisse être satisfaite en même temps que ce qu'elle obtient est aménagé et organisé. Si bien que le réformisme est complice d'une société qui l'a d'avance intégré : les roses avec le pain dans la cellule du prisonnier ne font que confirmer le système pénitentiaire. Dès avant mai, les contestataires de Nanterre auraient pu trouver dans Marcuse des raisons de refuser la parole aux orateurs du parti communiste, de récuser les revendications partielles au profit de la contestation globale, et aujourd'hui les irréductibles, qui entendent prolonger l'esprit de mai, sont pareillement marcusiens lorsqu'ils congédient sans examen le propos réformiste de l'actuel ministre de l'Éducation nationale.

Marcuse avançait, et cette énumération mobilisait d'avance les acteurs de la révolution de mai, que seuls sont susceptibles d'échapper à l'universelle aliénation : d'abord un certain nombre d'intellectuels, entraînés à l'esprit critique, et l'auteur de « L'homme unidimensionnel » envisagerait, à la manière platonicienne et peut-être avec le même humour que l'auteur de « La République », une « dictature des intellectuels » comme salut possible d'une société en perdition ; ensuite la jeunesse étudiante, dont on peut dire en transposant un mot célèbre d'Auguste Comte qu'elle campe sans y être intégrée aux portes d'une société dont elle ressent, éprouvant plus durement que les adultes, les frustrations infligées à l'instinct et à toutes les puissances vitales, que cette société, absolument haïssable, est la cité de l'interdiction et de la répression ; enfin à l'autre extrémité, le sous-prolétariat des misérables, des désexcités et des asociaux (en somme ce « Lumpenprolétariat » que Marx traitait si volontiers de canaille et avec lequel il s'indignait qu'on osât confondre l'honorable classe ouvrière). Donc, en doctrine marcusienne, sont subjectivement en position de révolte et objectivement en situation révolutionnaire les marginaux d'en haut et d'en bas. Les uns et les autres peuvent ensemble vivre cette révolution à la fois « instinctuelle et politique » dont Marcuse ne dit jamais quand et comment elle réussira, ni quelle sorte de société elle substituera à la société de consommation. On retrouve ici un trait que nous avons déjà relevé comme caractéristique du mai révolutionnaire : la passion avec laquelle fut traité de récupérateur et de bourgeois le trop raisonnable axiome : « on ne détruit bien que ce qu'on est capable de remplacer ». Se laisser aller en effet à faire le plan de la société future, ce serait pour un révolutionnaire être dupe de cette rationalité calculatrice, utilitaire, organisatrice qui triomphe dans la société de consommation, sacrifier à ce Logos sans Erôs dont Marcuse, dans des textes difficiles et ordinairement peu retenus, ne cesse d'instruire le procès, bref, et nous retrouvons chez Marcuse comme dans la révolution de mai un bergsonisme implicite, il s'agit, par la révolution, de restituer à l'homme sa créativité et prescrire d'avance à celle-ci ce qu'elle produira serait la limiter et même la stériliser.

La référence à Marcuse prouve que, si irrationnelle qu'elle ait pu paraître dans certaines de ses manifestations, la révolution de mai n'est pas irréductible à une mise en forme théorique. Lorsque Robespierre a fait 93 et Lénine octobre 17, Rousseau et Marx étaient déjà là. On parle beaucoup d'adapter l'école à la vie,

mais lorsque la vie atteint à une certaine intensité révolutionnaire, c'est elle qui s'adapte de gré ou de force aux requêtes d'une école de pensée antérieurement affirmée. Le mai français n'a pas été improvisation pure et éclatement de toutes les théories. Si inattendu et si insolite qu'il ait pu paraître l'événement, les signes qui l'annonçaient se trouvaient, comme il convient, inscrits dans un ciel philosophique : Marcuse était déjà là.

QUE LE CONCEPT DE REVOLUTION A UNE STRUCTURE ANTINOMIQUE

Au commencement est toujours le verbe, c'est-à-dire ici la pensée. Si l'événement de mai a mis dans une lumière si vive l'opposition entre le communisme orthodoxe et l'ultragauchisme, ce fait politique majeur révèle, comme sa cause profonde, un partage du concept même de révolution dont on peut se demander si, divisé contre lui-même, il n'a pas une structure antinomique. La critique corrosive de Marcuse a fait voler en éclats quelques idoles marxistes, et notamment une célèbre définition de la révolution qui se trouve ainsi rejetée du côté des scolastiques défuntes : dans la société industrielle moderne, qu'elle soit néo-capitaliste ou socialiste et parce que, dans les deux cas, elle est industrielle, il ne saurait y avoir de contradiction explosive entre les forces productives et les rapports

tous concerne tout le monde (U.E.C.). — Par les combats des barricades, un mouvement (lycéens, étudiants, jeunes travailleurs) a démontré qu'une véritable lutte non parlementaire pouvait faire reculer l'Etat bourgeois. (J.C.R.). — Les examens m'ennuient. Les examens me font peur, mais je veux avoir mes examens car je veux avoir un poste de dirigeant dans la société capitaliste. Je veux bien être opprimé pour pouvoir à mon tour opprimer les travailleurs. — Vivre sans temps — Jouir sans entraves. — Plus je fais la Révolution, plus j'ai envie de faire l'amour. — Le nouveau type d'expression politique et de lutte déclenché par le Mouvement du 22 Mars a prouvé que le pouvoir

de production, ceux-ci étant désormais capables de désamorcer et d'équilibrer celles-là. Mais il ne faudrait pas conclure que parce qu'il a ébranlé la colonne maîtresse du temple, Marcuse règne désormais en maître de la pensée révolutionnaire moderne sur les débris d'un marxisme écroulé. Car si Marcuse était fort contre l'orthodoxie marxiste, celle-ci est à son tour bien armée contre le concept marcusien de révolution. D'un côté il apparaissait que le concept scolairement marxiste de révolution se ramène à un langage désormais vide, puisqu'il est sans prises à l'Ouest sur les sociétés capitalistes et qu'il sert à justifier verbalement à l'Est un ordre rigoureux qui d'avance disqualifie et écrase toute contestation. De l'autre côté, dans une perspective marxiste, il apparaîtra que le concept marcusien de révolution est une négativité devenue folle parce qu'aucune positivité ne vient le lester, et, ayant répudié la rationalité scientifique, la prétendue révolution n'est plus que subversion aveugle qui ne sait ni ce qu'elle fait ni où elle va. Ces polémiques entrecroisées pourraient avoir absolument raison ensemble et dévoiler une contradiction indénouable dans le concept même de révolution ; vide s'il est construit rationnellement, aveugle s'il traduit au plus près les révoltes de la passion désentravée.

L'orthodoxie marxiste trouve bien de l'archaïsme dans le concept marcusien de révolution, elle verrait dans son faux modernisme le rendez-vous et la fausse synthèse de toutes les hérésies, dont les réfutations décisives

jalonent l'histoire du marxisme. Et c'est un trait des événements de mai que leurs péripéties faisaient jaillir maintes allusions plus vécues que pensées non pas à un socialisme déterminé mais à ce foisonnement de socialismes divers et contradictoires qui caractérise au siècle dernier l'ère prémarxiste de la pensée révolutionnaire. La multiplication de pouvoirs autonomes avec le minimum de dépendance et de hiérarchie des uns par rapport aux autres, la défiance contre une récupération politique du mouvement, l'Etat traité en ennemi moins parce qu'il est un Etat de classe que parce qu'il est l'Etat, comment ne pas reconnaître dans ces tentatives fédéralistes et anarchistes une réminiscence de Proudhon ? Conceptions libertaires que Marx jadis n'a cessé de poursuivre d'une belle et assidue haine philosophique, et dans lesquelles un Marcuse saluerait au contraire une heureuse critique, sainement révolutionnaire, de ces organisations et planifications étatiques bien faites pour réduire en esclavage l'homme moderne. Proudhon n'a-t-il pas également dénoncé d'avance la conjonction inévitable chez Marx et sa postérité d'un dogmatisme doctrinaire et d'un bureaucratisme institutionnel, griefs qui se retrouvent chez Marcuse et les révoltés de mai ?

Il est vrai que Marcuse et marcusiens récuseraient un autre Proudhon, celui qui tient physiologiquement à un milieu d'artisans de l'ancienne France, se fait de la justice sociale et de la morale personnelle la même idée rigoureuse et chez qui la conviction libertaire est exclusive de la moindre concession au libertinage. Bref, Proudhon est un préfreudien qui verrait dans la répression des instincts la condition de la dignité humaine, et il faut bien aussi le considérer comme le contraire d'un féministe. Autant de raisons de ne pas en

faire un précurseur de Marcuse et de lui refuser un patronage exclusif des journées de mai dont la philosophie avait pourtant quelques aspects proudhoniens. Par contre, il ne serait pas impossible, en remontant au-delà de Proudhon, de trouver en plus archaïque encore, chez Fourier quelque pressentiment des futures thèses marcusiennes dans une sorte de socialisme qui réhabilite pulsions et passions de la nature, et qui rêve d'une communauté où serait réalisée justement ce que Marcuse appelle la libération révolutionnaire d'Eros. Au total, l'orthodoxie marxiste ne manquerait pas de références historiques pour prouver que le concept marcusien de révolution est plus régressif que progressiste, qu'il appartient en fait à la préhistoire du socialisme, dont il tente de rassembler et de solder tous les laissés pour compte.

De plus, et nous sommes au centre du débat, c'est une leçon de politique, de politique positive et de rationalité que l'orthodoxie marxiste entend donner aux « révolutionnaristes » de style marcusien. Même si quelques-uns d'entre eux emploient d'aventure un langage marxiste, ils ne sauraient vraiment se réclamer de Marx et surtout de Lénine, ce politique pur qui pensait politiquement et non poétiquement les choses politiques. On a pu paraître appliquer ou voir se vérifier en mai le mot d'ordre « les soviets partout », qui implique en un premier temps la constitution de pouvoirs autonomes dans les entreprises et les administrations ou le thème de la spontanéité des masses

qui semble s'accorder à l'imprévisibilité des contagions révolutionnaires. Mais ce mot d'ordre et ce thème ne sont conformes à la théorie et à la pratique marxistes qu'à une condition majeure, nécessaire, qui est d'ordre politique ; l'octobre 17, qui fut une révolution sérieuse et réussie, le montre assez bien, « les soviets partout », « le pouvoir ouvrier », « le pouvoir paysan », « le pouvoir étudiant », « la spontanéité des masses » feraient de la révolution un tumulte plus vain que celui de la mer si « le Parti », organisation politique, n'était lui aussi partout, comme pouvoir de tous ces pouvoirs, pour coordonner et orienter toutes les actions parcellaires vers le but suprême, qui est l'unique nécessaire, et qui s'appelle la main-mise sur la puissance publique et la conquête de l'Etat. Le communiste orthodoxe, et il est en règle parfaite avec le marxisme sur ce point capital, a, même s'il est dans l'opposition, le sens de l'Etat, car faire la révolution ce n'est pas chercher à détruire l'Etat mais confisquer et accroître ce qu'il a d'autorité pour s'en servir efficacement, car seule la possession du pouvoir et l'exercice de l'autorité politique peuvent assurer la liquidation de la bourgeoisie comme classe et comme mentalité, l'abolition de la propriété privée des instruments de production, la collectivisation de l'économie et en fin de compte cette politisation de l'existence humaine, on le voit, mais on ne le sait pas assez, qui est le caractère spécifique d'une civilisation communiste. Certes, le marxisme envisage comme une sorte de fin de l'histoire « le dépérissement de l'Etat », qui serait en effet un bon moyen — Marcuse ne contredirait pas Marx sur ce point — de supprimer toute possibilité d'aliénation politique, mais cette fin de l'Etat ne saurait intervenir qu'une fois réalisés et le socialisme et le communisme, lesquels ne peuvent s'instaurer et changer la face de la société que si un parti marxiste a occupé l'Etat et longuement usé de l'Etat. Imaginer, comme le révolutionnarisme de mai, que la désorganisation anarchique de toutes les hiérarchies politiques et sociales et la contestation permanente de l'Etat ont quelque chose de commun avec la révolution et le socialisme, c'est, les communistes ont raison, ignorer l'alphabet du marxisme, et ne pas savoir ce que sont et une pensée et une action politiques.

Le marxisme orthodoxe ne veut pas qu'on parle, pour expliquer la révolte de la jeunesse, d'une crise de civilisation, il s'obstine à ne connaître d'autre aliénation pour l'homme que celle qui serait l'effet nécessaire d'un certain système économique et social qu'il suffirait de changer révolutionnairement pour que les hommes et les choses s'établissent dans un ordre politique et moral. Marcuse, disciple de Freud, posait un problème autrement vaste et profond, en se demandant si toute civilisation jusqu'ici, avec ses censures, ses interdits, ses exigences de sublimation ne serait pas une entreprise de dénaturation de l'homme frustré de ce bonheur simple et immédiat auquel il est naturellement promis en vertu de son organisation physique et psychique. Mais alors on peut se demander, et ce sera la force de la critique marxiste, si toute société historiquement constituée, et pas seulement le système capitaliste ou la société de consommation, n'est pas l'ennemi du bonheur individuel et ne devrait pas appeler la révolte de l'homme forcément mutilé et chloroformé par toute société établie. Une société non-répressive serait-elle encore société ? Si la cité du bonheur est une essence idéale qui renvoie à l'utopie, le concept marcusien de révolution n'a plus rien de politique et de positif, mais relève — comme peut-être la révolution de mai — de

la métaphysique et de la poésie. Ce qui ne dégrade nullement ni le concept ni la révolution.

La scission du concept de révolution, que permet de déceler une réflexion sur les thèses marxistes et les thèmes marcusien, provient sans doute de l'opposition entre deux sortes d'humanisme qui sont destinées à se contester radicalement l'une l'autre. Le marxisme excluant toute transcendance et toute intériorité considérées comme autant d'alibis et d'aliénations, définit l'homme par le travail, car c'est dans l'action laborieuse qui ne peut jamais être solitaire et purement individuelle et par laquelle il transforme et domine la nature que l'homme crée et se donne à lui-même sa propre humanité ; le travail est donc l'acte révolutionnaire originel par lequel l'homme rompt avec l'animalité naturelle et édifie au-delà de l'instinct l'ordre de la raison. Et il n'y aura désormais d'autre révolution dans l'histoire que celle qui sera faite par les travailleurs en vue de libérer le travail qu'il s'agit en le désaliénant de rendre à sa vérité première par l'édification d'une société intégralement rationnelle. Alors intervient Marcuse : cet homme défini par sa fonction productrice, qui s'adapte les choses en s'adaptant à elles, n'est-il pas exactement l'homme unidimensionnel, qui s'aliène dans le monde des objets consommables ou construits, bref, un homme dénaturé et la véritable révolution — qui prendra alors forcément la forme d'une agression antisociale, d'une interruption de l'ordre des travaux et des jours dans l'exaltation de la fête — consistera dans une redécouverte par l'homme de sa véritable nature qui est contrainte dans le labeur et se manifeste immédiatement par le plaisir de l'invention et l'invention du plaisir. Ce qui n'est pas dilettantisme individualiste car si le labeur est organisation, la fête peut être communauté. A partir d'un humanisme de cette sorte, on comprend que Marcuse et les insurgés d'une société mécanisée et rationalisée ne soient pas tentés par le socialisme scientifique et ressuscitent le socialisme utopique, qu'ils repoussent un Logos qui, selon le mot de Marcuse, a perdu Erôs, car après tout il est bien vrai, au-delà de Marx et de Marcuse, que la fonction de l'utopie ou de l'idéal, lorsqu'elle est vivante, permet de ne pas étouffer dans le réel, de juger le réel, de transformer le réel, et aussi qu'une raison qui a perdu l'amour n'est plus une raison puisqu'elle est incapable de donner sens.

La jeunesse de mai, doublement sacrilège, a mis à la fois en question l'ordre et la révolution, l'ordre en le méprisant et en le défiant, la révolution en en vivant une parodie lyrique. Signe que nous vivons dans un monde où les grandes alternatives sont faussées ou falsifiées. La jeunesse n'a pas toujours raison. Ses délires sont de vrais délires, gros de catastrophes proches ou lointaines. Mais la jeunesse ne peut pas avoir absolument tort et sa révolte dénonce dans nos politiques, nos philosophies, nos religions une carence d'âme et de passion. Cette âme et cette passion, sans lesquelles la vie n'est qu'une euthanasie continuée, et dont l'Erôs de Marcuse, dans sa pauvre nudité, n'est que la décevante caricature.

Etienne BORNE.

Sur le mouvement du 22 mars

par Fabienne Arval

DES le début de la crise de mai, les gaullistes comme les communistes ont dénoncé — pour des raisons bien évidemment différentes — les agissements de divers « groupuscules » : trotskystes, maoïstes, anarchistes étaient rendus responsables de la crise par les uns, de la répression (puisqu'ils « provoquaient... ») par les autres. Il n'était cependant pas très difficile de voir que dans le déroulement des événements de mai ces petits groupes ne jouaient qu'un rôle limité. Ni la masse des étudiants descendus dans la rue pour demander la libération de leurs camarades, ni l'ensemble des grévistes

a précédé. En revanche le Mouvement du 22 Mars, si réduits que soient ses effectifs (142 étudiants à l'origine...) tire toute sa force de son identité profonde aux courants les plus neufs, les plus révolutionnaires qui apparurent en 1968. A certains égards, Nanterre et ses « enrégés » constituent un microcosme où peuvent être observés d'octobre 67 à mai 68 bon nombre de phénomènes qui seront notés à la Sorbonne et dans l'Université d'abord, dans une partie de la société française ensuite. Une autre donnée contribue à renforcer l'originalité et l'importance du « 22 Mars », il est le seul « groupuscule » à prendre place parmi les

se prend dans la rue. Suivant la voie tracée par les ouvriers de Caen, Redon, Mulhouse, etc., à Paris, les étudiants, les lycéens, les travailleurs qui manifestaient contre la répression de l'Etat policier dans la nuit du 10 mai 68, ont lutté dans la rue pendant plusieurs heures contre 10.000 flics. La bourgeoisie a cherché à mater une forme de contestation et de revendication qui met directement en cause son pouvoir. Etudiants et ouvriers ont appris à se battre. Devant cette résistance et devant l'appui massif des classes travailleuses, l'Etat policier a reculé. (Nanterre, 20 mai 1968 - Appel du Mouvement du 22 Mars à la constitution de Comités d'action révolutionnaires.) — Des

« grands » aux yeux de l'opinion publique. Trois forces semblent en effet distancer les autres : l'U.N.E.F., le S.N.E.-S.U.P. et le « 22 Mars ». Et là encore, celui-ci fait figure de cavalier insolite, car si les deux premiers sont des syndicats connus de longue date, le troisième semble naître avec la crise. Cette double originalité — parmi

élevant des revendications professionnelles puis politiques n'étaient dirigés par la Jeunesse communiste révolutionnaire (J.C.R.), la Fédération des étudiants révolutionnaires (F.E.R.), l'Union des jeunesses communistes marxistes léninistes (U.J.C.M.L.), ou le Mouvement du 22 Mars. Et à certains égards, l'interdiction, dès le début de l'été, de ces mouvements considérés comme de dangereux ennemis de l'Etat, revêt l'allure d'une farce tragique. Mais que n'aurait-on pas fait alors pour détourner l'opinion publique des vrais problèmes en lui désignant les soi-disant responsables d'un chaos dont elle fut la première victime.

Cependant si les groupuscules n'ont pas joué un rôle à la mesure de la répression qui s'abattit sur eux, ils n'en ont pas moins été étroitement mêlés à toutes les phases de la révolte qui gronda de mai à juin 1968. Leur force était dérisoire si on l'évalue en termes quantitatifs ; mais si on la mesure aux idées, aux aspirations, aux exigences formulées avant, pendant et après la crise, elle est considérable. On peut même dire qu'elle est impressionnante si l'on s'en tient au plus original de ces groupes, le Mouvement du 22 Mars. Les trotskystes, les maoïstes existent en effet bien avant que commence l'année universitaire 1967-1968 et leurs mouvements s'apparentent plus aux partis traditionnels, aux formations politiques habituelles qu'ils ne prennent une forme totalement nouvelle. Ils sont présents à chaque phase de la crise mais ce ne sont pas eux qui symbolisent le mieux la rupture avec tout ce qui

les groupuscules et parmi les « meneurs » — n'est pas le fait du hasard. Lorsqu'on analyse aujourd'hui, même sommairement, « le 22 mars » on retrouve à tout instant les principaux thèmes rebattus pendant deux mois. Il semble bien avoir été un précurseur ; il a dans une certaine mesure mené ce que ses membres appellent « une action exemplaire » en analysant sans indulgence (et parfois avec violence) la société moderne et en préconisant un nouveau mode d'action pour la détruire — sans préciser toutefois quelle autre société doit naître, sans esquisser un schéma du futur.

L'INDIVIDU DEPOSSEDE

Pour le « 22 Mars », la société moderne, qui se caractérise essentiellement par sa dimension répressive, dépossède totalement l'individu en ce sens qu'elle le prive de tout pouvoir, qu'elle l'empêche d'exercer lui-même ses droits. Les institutions font de lui un être qui délègue à tous les niveaux et dans tous les domaines le pouvoir dont il est théoriquement le détenteur. La première critique qui est formulée concerne donc le centralisme et les décisions autoritaires, qu'elles soient le fait du gouvernement, du parlement ou de l'administration. De même, estime le « 22 Mars », les partis politiques ne font que se substituer aux individus pour discuter et décider à leur place. Enfin, les syndicats, chargés de transmettre les revendications, dépossèdent le travailleur de son droit au refus, institutionnalisent

sa révolte. Même un syndicat tel que l'U.N.E.F. ne trouve pas grâce aux yeux des militants du « 22 Mars ». Quant à la C.G.T. et au P.C.F., on sait de quelles critiques ils ont été l'objet. « Les syndicats, et même le parti, sont des institutions ouvrières, ou plutôt représentent les ouvriers, mais de par leur rôle, ces institutions ont une fonction établie, dans la société bourgeoise, de représentation et d'intégration du prolétariat », peut-on lire dans le petit livre signé « Mouvement du 22 Mars » et qui s'intitule *Ce n'est qu'un début, continuons le combat*. Au nom de cette analyse, « le 22 Mars » (et à sa suite bon nombre d'étudiants) a dénoncé vigoureusement toutes les tentatives de « récupération » du mouvement par des organisations (la C.F.D.T. et le P.S.U. par exemple au moment du meeting de Charlety) ou par des hommes (notamment Pierre Mendès-France, qualifié de « De Gaulle de gauche » par un militant du « 22 Mars »). Mais les groupuscules eux-mêmes n'échappent pas au soupçon vigilant du « 22 Mars » qui met en cause la notion même d'avant-garde révolutionnaire dans la mesure où, devenue structure, l'avant-garde ne peut être que structure répressive :

« Les groupuscules qui prétendent « capitaliser l'avant-garde » ont un comportement comparable, en fin de compte, aux chiens de garde des bureaucraties syndicales. Ils veulent canaliser un mouvement dans des cadres d'organisation qui ont fait la preuve de leur faillite » (1).

Ce point de vue sera très souvent repris et ses conséquences seront mises en pratique tant par les étudiants que par les ouvriers. Les premiers, par exemple, n'auront pas un regard pour le Palais Bourbon lorsqu'ils le longeront au cours d'une manifestation : la longue marche à travers Paris. Les seconds, dans plus d'une entreprise, refuseront de reprendre le travail après que leurs centrales syndicales aient conclu avec les autorités gouvernementales les accords de Grenelle. Beaucoup crieront « élections-traison » et les plus jeunes parmi les ouvriers refusant d'obéir aux mots d'ordre de la C.G.T. viendront prêter main-forte aux étudiants en difficulté dans le Quartier Latin. On pourrait multiplier les exemples des slogans et des actes qui répondent fidèlement aux idées lancées par « le 22 Mars » dans sa critique de toute structure, mais l'épisode le plus significatif est peut-être celui de la « disparition » de Cohn Bendit, abandonnant volontairement un vedettariat qui commençait à faire de lui un être détenteur d'un certain nombre de pouvoirs. « Le pouvoir corrompt », déclare-t-il le 16 juin au *Sunday Times* (...) Il est temps que je m'évanouisse à l'intérieur du mouvement (...) Si vous dites ou vous faites quelque chose de bien, les gens se mettent à compter sur vous (...) Les gens s'imaginent que quelque part, quelqu'un décide pour eux, les mène vers un but, et ils croient qu'il doit exister une structure centrale d'autorité. Nous voulons leur prouver qu'ils se trompent. » (2)

Le *pouvoir* n'est pas le seul adversaire qu'entendent dénoncer les militants du « 22 Mars ». Leur second cheval de bataille, c'est le *savoir* auquel les travailleurs

n'ont pas accès d'une part, et qui forme des ennemis de ces travailleurs, d'autre part. Sur le premier point, le « 22 Mars » n'innove guère et reprend les différents griefs formulés depuis longtemps contre le système de l'enseignement français. Mais, là où les « enragés » font figure de précurseurs, c'est lorsque, sociologues et psychologues, ils remettent en cause le savoir même qui leur est dispensé en raison du rôle pour lequel il les forme. Dans un tract distribué le 6 mai, le « 22 Mars » définit ainsi la nature de son combat :

« Nous nous battons parce que nous refusons de devenir :

« Des professeurs au service de la sélection dans l'enseignement, sélection dont les enfants de la classe ouvrière font les frais.

« Des sociologues fabricants de slogans pour les campagnes gouvernementales électorales.

« Des psychologues chargés de faire fonctionner les équipes de travailleurs. selon les meilleurs intérêts des patrons.

« Des scientifiques dont le travail de recherche sera utilisé selon les intérêts exclusifs d'une économie de profit. Nous refusons cet avenir de « chiens de garde » (3).

Mais s'ils refusent cet avenir qui est celui d'une élite devenant à son tour structure répressive, les « Nanterrois » n'en restent pas là. S'ils rejettent l'enseignement qui fait d'eux de nouveaux « chiens de garde », ils n'en vont pas moins utiliser, dans leur combat, les techniques mêmes auxquelles cet enseignement les a initiés. Ils vont s'attaquer à la société (symboliquement, avant mai, à l'Université nanterroise) avec les armes que celle-ci leur a fournies. Et ce sont ces techniques reprises de la psycho-sociologie, qui souvent déformées et parfois truquées, seront ultérieurement employées dans l'ensemble du mouvement étudiant.

Pour lutter contre les structures répressives et contre l'auto-répression à laquelle se livre chacun, les militants du « 22 Mars » vont mettre en pratique une règle, celle de la spontanéité créatrice.

LA SPONTANEITE CREATRICE

Pour le « 22 Mars », la spontanéité va de pair avec l'immédiateté. Il ne s'agit pas d'attendre de lointains lendemains qui chantent, ni de renvoyer la Révolution au jour où les partis dits de gauche auront remporté une victoire électorale, pas plus qu'il ne s'agit de patienter jusqu'au moment où les centrales syndicales auront pris leur décision. Il faut agir dans le quotidien et tout de suite, faire acte révolutionnaire autour de soi sans plus attendre. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la « grève sauvage » de novembre déclenchée à Nanterre sans référence à un quelconque mot d'ordre des syndicats étudiants — c'est en ce sens également qu'il faut interpréter les divers actes qui ont valu aux Nanterrois le qualificatif d'« enragés ». En même temps, il s'agit de tout faire pour opposer aux structures le geste et la parole spontanés de chacun. Mais encore faut-il que chacun soit en mesure d'agir et de parler

(1) Déclaration d'un militant du « 22 Mars ». In Labro (Philippe) et l'équipe d'Édition spéciale, *Ce n'est qu'un début*, pages 57-58, Éditions Publications premières.

(2) In Labro (Philippe) et l'équipe d'Édition spéciale, Mai-Juin 68 : *Ce n'est qu'un début*, pages 35-36.

(3) In L'insurrection étudiante, 2-13 Mai 1968, p. 144 - *Unicn générale d'éditions*.

spontanément. Il faudra donc, dans un premier temps, briser le silence qu'observent « naturellement » tant d'individus. Là, interviennent les techniques mêmes de la psycho-sociologie et notamment celle qui est à la base de l'interview non directif. Il s'agit dans ce cas précis, de laisser parler, sans jamais lui poser la moindre question, ni la diriger, une personne quelconque sur un thème quelconque. La règle est que tout doit pouvoir être dit, même si les propos n'ont aucun rapport avec le thème donné au début de l'entretien. L'individu est alors amené à laisser « sortir » de lui-même ce qui y était enfermé, ce qui, jusque-là, n'avait pas été dit.

C'est de cette technique du soutien et de la présence qui permettent à l'autre de s'exprimer que découle le mode d'action du « 22 Mars ». Les militants seront non-directifs, sans se limiter cependant à l'utilisation de cette seule technique. Ils voudront faire parler ceux qui depuis toujours se taisaient, étudiants « bloqués » par la pratique exclusive de l'audience du cours magistral, ouvriers pour qui la parole semblait être réservée jusque-là aux intellectuels, aux « savants », aux patrons. Quiconque a vu les quartiers de Paris en cette fin de printemps 1968 se souvient de ces attroupements innombrables, de ces petits groupes de gens qui ne se connaissaient pas, mais qui discutaient passionnément, interminablement. La Sorbonne enfin a offert, pendant plusieurs semaines, le spectacle d'une véritable foire aux paroles. Et chacun s'est mis à vouloir parler avec

les Nanterrois vont le 3 mai à la Sorbonne assister à un meeting. La crise commençait.

C'est donc cette volonté de donner droit de cité à l'expression libre qui devait conduire pour une part à l'explosion de mai. C'est aussi la revendication et la pratique de la liberté d'action. Car le « 22 Mars » ne croyait pas que seule la parole pouvait libérer l'individu, l'action doit être entreprise pour qu'il soit plus efficacement délivré de ses chaînes, pour qu'il sente tomber un à un ses multiples « blocages ». En montrant qu'un certain nombre d'actes considérés jusque-là comme répréhensibles ou interdits pouvaient être commis, entraînant des gens qui n'en auraient pas pris eux-mêmes l'initiative à les commettre, on leur redonnait ainsi une assurance, une confiance en eux (dans le bien-fondé de leur démarche) qu'ils n'avaient pas jusque-là. C'est en ce sens qu'il convient de comprendre la toute première « occupation » de la Sorbonne qui eut lieu quelques jours avant les vacances de Pâques.

Un meeting organisé par l'U.N.E.F. était prévu dans la Sorbonne, un meeting de type « bureaucratique » et « universitaire », dit le jeune militant du « 22 Mars » qui le raconte dans *Ce n'est qu'un début, continuons le combat*. Il y avait, selon lui, 700 C.R.S. autour de la Sorbonne et les participants se demandaient ce qu'ils devaient faire : « partir ou rester ».

« A ce moment, Dany a pris le micro en disant : « on n'a pas idée de poser des questions pareilles, nous, à Nanterre, nous occupons nos amphis depuis plusieurs jours... Nous n'avons qu'à en occuper un, nous sommes là, allons-y. » Tout le monde est entré dans l'amphi, et à ce moment-là les types ont réalisé qu'ils avaient occupé la Sorbonne, ce dont ils rêvaient depuis 4 ans. » (4).

« L'occupation » telle qu'elle s'est faite à Nanterre et telle qu'elle a été exportée par les Nanterrois devait connaître un immense succès pendant les mois de mai et juin. Là encore, le « 22 Mars » a été un précurseur. Mettant en œuvre une transgression permanente des interdits et tournant en dérision les règles respectueusement admises jusque-là, ils ont chaque jour, volontairement reculé les limites du possible, élargi le champ d'action de tous. Ils ont d'ailleurs très souvent cherché à attaquer non pas tant des objectifs qui leur auraient été utiles stratégiquement que des symboles. Ainsi, faire flotter le drapeau noir sur le tombeau du soldat inconnu, c'était un acte répondant à une intention très claire. Il s'agissait de désacraliser des valeurs et des principes. Mais cette forme d'action n'a jamais fait bon marché du principe qui régnait au « 22 Mars » depuis les premières journées de discussion : la non-directivité. Le but poursuivi était que chacun exerce spontanément tel ou tel type d'action pour que soit valablement conduit le processus de libération réelle de l'individu. Et les militants du « 22 Mars » considéraient que les barricades du Quartier Latin sont pour une

pierres de la loi on a fait des prisons, et des briques des églises on a fait des bordels.
 — D'un homme on peut faire un llic, une brique, un para, et l'on ne pourrait en faire un homme ? — Ce n'est plus créer que produire. — Je rêve d'être un imbécile HEUREUX.
 — Un rien peut être un tout. Il faut savoir le voir, et parfois s'en contenter. — Votre beauté est potentielle, réalisez la ! — En « harmonie », les plaisirs sont affaire d'Etat (Ch. Fourier). — Le vice des civilisés n'est pas d'avoir trop de passions, mais d'en avoir trop peu. (Ch. Fourier). — Lorsque le peuple s'éveille et déploie sa force et sa majesté (ce qui arrive une fois dans des siècles) tout plie devant lui (Robespierre).

ses pairs, mais aussi avec ceux qui étaient considérés jusque-là comme ses supérieurs. Cela ne veut pas dire que les militants du « 22 Mars » animaient tous les groupes qui se formaient pour parler et discuter à Paris comme en province ; mais leur exigence, formulée avant que se réalise ce gigantesque brassage de mots, correspondait à un besoin, devançait la réalité, exprimait l'attente de bien des individus. En ce sens, « le 22 Mars » est exemplaire et par-delà les apparences folkloriques de certaines réunions, c'est la technique psychologique mise en œuvre et l'intention thérapeutique dont procède son emploi qu'il importe de considérer.

L'action menée à Nanterre avant mai doit être comprise en ce sens. Avant le 22 mars 68 (date de l'occupation du bâtiment administratif par 142 étudiants) la parole conquiert une place importante par la voie de débats qui se déroulent dans les commissions paritaires (elles existent à Nanterre depuis l'hiver), de discussions politiques tenues dans l'enceinte universitaire, de réunions diverses sur des sujets « tabous » (sur W. Reich et la sexualité par exemple), d'interventions que font certains étudiants pendant les cours de sociologie notamment. A partir du 22 mars ce sont des journées entières de discussion qui sont préparées par le « 22 Mars », elles concernent toutes les luttes anti-impérialistes. Et c'est à la suite de l'annonce que les 2 et 3 mai seraient consacrés à de telles discussions que fut prise la décision de fermer Nanterre.

On connaît la suite des événements. Nanterre fermée,

(4) Ce n'est qu'un début, continuons le combat, page 19. Maspéro. Notons que cette « occupation » très limitée s'est achevée à la fin de la soirée, les étudiants ayant spontanément décidé de rentrer chez eux.

large part le résultat d'actes non dirigés, émanant de la spontanéité collective.

« Quand on parle d'organisation, on se gourre, dit un jeune militant du « 22 Mars ». Il y a des groupes affinitaires : rue de l'Abbé-de-l'Épée, une bande de blousons noirs qui étaient de la Bastille ou d'Alésia, ils ont fait une barricade générale ! Ils étaient là ensemble. Il n'y avait pas un mec trotskyste ou maoïste pour leur dire : « Tu fais ceci ou ça... ». Ils faisaient ce qu'ils avaient envie de faire, ils étaient heureux, ils vivaient profondément un instant des plus importants de leur vie. » (5)

L'action menée par le « 22 Mars » dans les usines relève de la même intention non-directive. Lorsque quelques étudiants ont mis sur pied un service de ravitaillement direct de certains ouvriers en grève par des paysans des régions voisines, ce n'était pas pour exercer un quelconque service du peuple en se substituant aux ouvriers comme voulaient le faire d'autres étudiants, prêts d'ailleurs « aux plus grands sacrifices et pleins de dévouement ». « Ce que nous avons cherché à faire, explique un militant du « 22 Mars », en prenant une initiative exemplaire, c'est démontrer qu'il était possible de le faire. » (6)

LA JOIE

Cette double exigence, la parole libre et le geste libre, devait — malgré le bien-fondé « scientifique » de l'intention — conduire aux pires confusions, car de cette volonté délibérée de permettre l'expression totale des aspirations et des élans de chacun, on n'a souvent retenu — dans l'opinion publique — que le folklore et parfois la dimension saturnale. Il est bien évident que « la fête » avait sa place dans le mouvement de mai. Car si la fête représente par excellence ces moments privilégiés où chacun peut tout dire et tout faire, il est clair que mai-juin peuvent être considérés comme une tentative de perpétuer la fête. Mais il est faux de dire comme l'a fait François Mauriac que la jeunesse a tout simplement voulu « s'envoyer en l'air » ; ce n'était pas simplement pour la beauté du geste, ni pour le plaisir immédiat que toutes les libertés politiques et sexuelles, par exemple, étaient revendiquées et vécues comme au cours d'une fête, c'était pour permettre une libération psychologique de l'individu qui pouvait seule permettre ultérieurement un combat efficace contre

les structures. La joie qui naît de cette fête où tout est permis — lutter contre les C.R.S., par exemple — forge un espoir et dispense une énergie qui permettront alors à la nouvelle collectivité, ayant pris conscience d'elle-même dans ce moment exceptionnel, d'emporter ultérieurement une victoire. « La barricade, le combat des rues, dit un militant du « 22 Mars », c'était le désir profond des types, ça explique l'exaltation que tout le monde rapporte. C'est la joie au sens quasi nietschéen du terme, les gens étaient heureux à en mourir, tu vois, je me souviens, pour moi c'était la plus belle nuit de ma vie. » (7)

Ce recours perpétuel aux techniques psycho-sociologiques, cet effort continu pour les faire « passer » dans le mouvement, est ce qui distingue vraisemblablement le plus le « 22 Mars » des autres groupuscules. Et ses militants le savent bien qui insistent sur cet aspect original de leur action : « Nous sommes une caisse de résonance, dit l'un d'eux, c'est-à-dire que quand quelqu'un vient nous demander ce qu'il y a à faire, si on lui répondait directement, on le foutrait en l'air. Mais quand on réussit, on renvoie les gens spécifiquement sur ce qu'eux ont à faire. » (8)

Au « 22 Mars », on se défend même d'être une simple organisation, car on ne veut à aucun prix jouer le rôle d'un écran. Le Mouvement du 22 Mars veut être un révélateur, un endroit où l'on peut parler.

La révolte de mai a été, comme les multiples révoltes miniatures déclenchées dès octobre 67 à Nanterre, le temps de la parole, qui a brisé le mur de silence dressé devant chacun par les structures et les hiérarchies. Et peut-être l'effondrement de ce mur reste-t-il l'événement le plus positif de ces deux mois « qui ont ébranlé la France » (9). Car si la répression et les élections ont remis à plus tard (ou *sine die...*) la satisfaction des exigences que formulèrent avant les autres les « enrégés », cette conquête d'ordre psychologique semble rester acquise. Elle n'a pas été l'œuvre du seul Mouvement du 22 Mars, mais elle répondait à des exigences profondes qu'il a le premier fait apparaître au grand jour. C'est en ce sens qu'il reste, malgré la portée limitée de son action et l'impact réduit de ses forces numériques, l'un des éléments les plus représentatifs d'une sensibilité collective soudainement révélée à elle-même et aux yeux de tous en cette fin de printemps 68.

Fabienne ARVAL.

(5) Labro (Philippe) et l'équipe d'Édition spéciale, Mai-Juin 68, Ce n'est qu'un début, page 66.

(6) Mouvement du « 22 Mars », Ce n'est qu'un début, continuons le combat, page 86, Cahiers libres, Maspéro.

(7) Labro (Philippe) et l'équipe d'Édition spéciale, Mai-Juin 68, Ce n'est qu'un début, page 65.

(8) Ibid. page 77.

(9) Cf. Epistémon, Ces idées qui ont ébranlé la France (Fayard).

Elections - Trahison

par Jacques Rigaud

« **E**LECTIONS-TRAHISON », au-delà de l'effet de scandale sans doute délibéré, ce slogan des foules étudiantes de juin mérite réflexion. Des jeunes ont récusé, au moins verbalement, ce recours aux urnes que toute le monde, de la droite à la gauche, trouvait salutaire, au moins dans son principe. Pour qu'ils en soient venus là, il faut que le fossé se soit singulièrement creusé entre les générations et que notre croyance en la démocratie soit assez sclérosée pour ne plus pouvoir être transmise vivante à nos cadets. A moins qu'il s'agisse d'un simple malentendu. Le problème, en tout cas, mérite réflexion. L'esprit de contestation qui a soufflé sur le pays au printemps a ceci de bon qu'il nous oblige à nous interroger sur la valeur actuelle de nos certitudes les mieux assises. Que signifient des élections ? Ont-elles encore, et à quelles conditions, quelque valeur ? Voilà de ces questions, à la fois antiques et toutes nouvelles, qui secouent notre paresse d'esprit et interpellent notre foi démocratique.

— Nous, étudiants, acceptons les professeurs dans nos assemblées. La réciproque est fautive. Réfléchissez... — Quand le dernier des sociologues aura été étranglé avec les tripes du dernier bureaucrate, aurons-nous encore des problèmes ? — Avec Marcuse, pour une société érotisée et nouvelle. — Mort aux mandarins. — Jouir, Jaillir, Sourdre. — Ils pensent, donc je suis. — Voir Nanterre et vivre. Aller mourir à Naples avec le Club Méditerranée. — Ce n'est pas l'homme, c'est le monde qui est devenu anormal (A. Artaud). — Manquer d'imagination, c'est ne pas imaginer le manque. — La jeunesse n'est pas un moment de la vie, mais un état d'esprit. — La vie humaine ne serait

Comme tous les slogans, celui qui nous occupe est profondément ambigu. Il est justiciable d'une double lecture, l'une au plan de la conjoncture et de la stratégie politique, où l'on court le risque d'être rassuré à trop bon compte, l'autre au plan idéologique, où l'on découvre des perspectives assez inquiétantes, mais qu'il faut bien regarder en face, sous peine de connaître plus tard des réveils infiniment plus dramatiques que celui de mai.

D'OU VIENT LA TRAHISON ?

Au niveau de la stratégie politique, l'explication conjoncturelle de la position des mouvements étudiants les plus durs à l'égard des élections est assez simple.

La dissolution de l'Assemblée nationale et la campagne électorale qui s'est ouverte aussitôt n'ont pas manqué d'avoir les effets que redoutaient les responsables étudiants. Ils avaient réussi à créer dans le pays une situation exceptionnelle où les réflexes, les pratiques, le langage habituels de la politique n'avaient plus cours. L'Etat paralysé, les partis débordés, l'opinion désorientée, tout donnait l'impression de ce type de chaos social d'où les révolutions prétendent faire émerger un ordre entièrement neuf. Pendant un temps très bref, tout parut possible, chacun sentit confusément, pour s'en réjouir ou s'en affliger, que rien désormais ne pourrait plus être comme avant.

Et voilà que soudain, par l'effet d'un seul discours, tout change. Le rite électoral réveille ce pays frappé

de stupeur, réamorçe la machine sociale, mobilise les milieux politiques organisés, y compris ceux qui avaient pu envisager un instant le recours à la force et qui, plus ou moins essouffés, emboîtaient le pas aux révolutionnaires étudiants pour mieux enrayer leur mouvement ou l'exploiter.

C'est cela, cette solidarité interrompue, ce combat déserté, que vise l'accusation de trahison. On n'est trahi que par ses frères, non par ses ennemis. Le slogan ne vise évidemment pas le général de Gaulle, regardé comme le gérant de la société bourgeoise et qui joue son jeu. La « trahison » vient d'ailleurs : des partis de gauche, des syndicats et de toute la fraction de l'opinion publique qui avait, avec une inégale sincérité, pris fait et cause pour la révolte étudiante, et que l'annonce des élections a rendu aux combats habituels, anachroniques et stériles aux yeux de ceux qui voyaient dans l'action pure et l'insurrection des idées l'occasion de porter un coup décisif à une structure sociale ennemie.

Voilà, semble-t-il, le sens qu'il faut attribuer, au plan de la stratégie politique, au slogan qui nous occupe. Et, de fait, il est assez vrai, du point de vue des étudiants révolutionnaires, que le double coup des accords de Grenelle et de la dissolution a, en peu de jours, « déconnecté » l'agitation étudiante du reste du

pays ; et si beaucoup d'étudiants n'ont pas été solidaires de l'accusation violente de trahison, nombreux sont ceux qui ont été blessés de voir le pays se détourner d'eux pour s'absorber dans une compétition électorale dont, par une interprétation correcte mais inopportune de la loi, la plupart d'entre eux se sont trouvés exclus en raison de leur âge. Et si, comme le disait Gide, « la mélancolie est de la ferveur retombée », combien mélancolique, assurément, fut la fin de ce printemps pour la masse étudiante et même pour ceux qui, malgré M. Raymond Aron, avaient cru voir dans ce que le mouvement avait de sincère, de solidaire et de sérieux le signe reconfortant d'une exigence, d'une recherche plus conforme à l'ascèse de la culture que le ronronnement industriel d'une Université vouée à la consommation docile d'un savoir paresseusement secrété par les maîtres omnipotents.

LA DEMOCRATIE DES MINORITES AGISSANTES

Mais il ne serait ni très instructif, ni très avisé d'en rester à cette explication stratégique, nécessairement conjoncturelle. La contestation des élections engage tout un débat idéologique dans lequel il faut maintenant entrer.

Nous autres adultes avons été élevés et nous avons vécu dans le dogme démocratique selon lequel la volonté

de la majorité du peuple équivalait à la volonté générale; et l'on nous a appris que tout l'art politique consiste à donner au peuple tout entier la possibilité d'exprimer d'une manière libre et claire sa volonté et à disposer les institutions de manière telle qu'elles soient tout entières soumises à cette volonté, aux impulsions qu'elle comporte, aux contrôles qu'elle exige. Toutes les combinaisons constitutionnelles, aussi variées soient-elles, ne faisaient que mettre en œuvre, plus ou moins sincèrement et avec des fortunes diverses, cette pensée maîtresse, héritage du XVIII^e siècle. Seuls quelques cyniques professaient de temps à autre que le pouvoir est une force absolue, inconditionnée et que les théories juridiques ne sont là que pour masquer aux yeux du bon peuple la réalité sans limites du pouvoir brut; un scandale de bon aloi isolait vite ces trouble-fête; et quand ici ou là un dictateur suspendait les règles démocratiques, le spectacle prochain de ses échecs et de sa honte servait tout à la fois de morale et de consolation.

Ce sont ces certitudes là que quelques innocents, doublés de quelques révolutionnaires conséquents, sont venus ébranler au printemps dernier. Ils nous font assister à l'émergence d'une démocratie non-euclidienne en quelque sorte, qu'on ne saurait admettre ou rejeter qu'en toute connaissance de cause.

Cette démocratie nouvelle prend le contrepied de la démocratie classique. Le règne de la majorité, souveraine, infaillible et irresponsable, comme l'était la monarchie absolue, sa devancière, est ouvertement répudié. C'est à la minorité agissante qu'il appartient de concevoir, puis d'imposer sa volonté qui sera, elle aussi, souveraine, infaillible et irresponsable, puisqu'il semble que l'être humain ne renonce pas à mettre de l'infini dans les choses d'ici-bas et donne toujours au pouvoir, en fin de compte et même sans l'avouer, le fondement métaphysique ou magique d'une omnipotence.

Il est bien évident que dans cette perspective, le jeu électoral est dépourvu de toute signification; il est même dangereux car, à notre époque, la masse des électeurs a un minimum de conscience politique et risque fort de se refuser à l'emprise d'une minorité. Le processus électoral doit donc être repoussé; à défaut il doit être saboté, ou exploité cyniquement pour permettre à la minorité agissante d'imposer en tous cas sa volonté. Nous avons vu, au printemps dernier, cette théorie en action dans les élections universitaires et dans l'action de pur fait des groupes extrémistes; la masse étudiante séduite, suffoquée ou terrorisée ne s'est pas opposée à cette emprise.

Bien entendu, cette conception de la démocratie ne date pas d'hier, elle a profondément marqué le marxisme; le rôle que Lénine assigne au parti communiste, l'fer de lance du prolétariat, ressemble beaucoup à celui de la minorité agissante. Mais il est frappant de noter que, sauf en Chine et à Cuba, qui sont d'ailleurs les références privilégiées des jeunes révolutionnaires d'aujourd'hui, les pays socialistes ont toujours cherché à donner à l'organisation constitutionnelle de l'Etat les formes électives et délibérantes de la démocratie classique — il y a du Rousseau et plus curieusement du Montesquieu dans les constructions constitutionnelles de type socialiste. Que cela ne soit qu'une apparence, dissimulant la monocratie d'une équipe ou d'un homme, c'était évident. Mais comme l'hypocrisie est l'hommage du vice à la vertu, la forme démocratique restait l'hommage de l'autoritarisme prolétarien à la liberté bourgeoise.

En répudiant cette hypocrisie, nos jeunes extrémistes

redonnent à la révolution sa franchise et sa fraîcheur et s'ils n'inventent rien, reconnaissons-leur du moins le mérite de dépoussiérer une doctrine révolutionnaire alourdie par les gestionnaires de la société socialiste et déformée par les méandres prudents de la lutte parlementaire contre la société bourgeoise.

Depuis que les communistes français acceptent, avec une certaine sincérité d'attitude, le jeu formel de la démocratie bourgeoise, depuis que la contestation d'extrême-droite de la démocratie électorale est morte d'épuisement, en quelque sorte, il y avait dans ce pays un véritable consensus sur l'essence des institutions, sinon sur leurs formes appliquées. C'est cela qui est en train de disparaître avec la nouvelle gauche née de la révolte de mai.

Le comportement de cette minorité agissante n'est pas du tout celui des minorités classiques qui, dans un régime libéral, cherchent la liberté, la protection et le droit de se propager jusqu'à devenir majoritaires ou à obtenir leur reconnaissance par la majorité.

La minorité agissante ne cherche nullement à se répandre, mais à dominer, non à convaincre, mais à conquérir. La violence est pour elle, non un expédient mais une expression, non un moyen mais une valeur. Il y a toute une pédagogie de la violence, révélée par l'expérience de mai. La violence doit porter la masse à l'état de fusion ou d'hypnose qui la rend mobilisable par la minorité. La violence doit, à défaut d'abattre l'autorité établie, la tourner en dérision, la contraindre à l'échec ou à l'abus, l'exaspérer par des exigences renouvelées aussitôt que satisfaites.

On conçoit que nos révolutionnaires aient pour l'élection la plus vive répulsion. Avec l'élection classique, la violence perd ses droits ou apparaît comme une perversion. L'élection n'engendre, disent-ils, qu'une majorité oppressive nécessairement hostile à la révolution. En effet, l'élection étant, par définition, estiment-ils, l'expression d'une situation de compromis et de privilèges, la majorité est par nature a-révolutionnaire, sinon anti-révolutionnaire. Des urnes, rien de bon ne peut décidément sortir.

CRISE DE LA DEMOCRATIE ELECTIVE

On a le droit de s'affliger de l'apparition de ces théories comme on a le droit d'y applaudir. Mais il nous semble que le premier devoir des partisans sincères de la démocratie classique est de ne pas rechercher avant tout le confort intellectuel, sous ses différentes formes.

Il est vrai que la démocratie n'est jamais achevée: son exercice actuel, dans nos pays, est peut-être, sous une façade de légalité, le monopole d'une classe dirigeante. De telle sorte qu'on pourrait songer à renvoyer dos à dos la minorité agissante et la majorité oppressive, la minorité qui conteste le pouvoir et la majorité qui le confisque. Entre ces deux excès, le peuple, s'il est enfin majeur, doit se lever et s'imposer.

La grande justification des doctrines révolutionnaires du passé est qu'elles étaient toutes fondées sur l'idée d'une aliénation des peuples, aliénation matérielle ou morale qui empêchait la majorité des citoyens de prendre conscience librement de leur destin et d'en revendiquer efficacement la maîtrise; il fallait bien, alors, que le bonheur du peuple lui fût imposé par une minorité consciente.

A l'époque où nous sommes, dans les sociétés évoluées, c'est une plaisanterie que d'affirmer que la majorité du peuple est aliénée. Il faut les laborieuses constructions

d'un Marcuse ou d'un Lefebvre pour soutenir l'idée que la société de consommation aliène tout autant les hommes que la misère ancienne. L'heure est venue où la défense du peuple ne peut plus être fondée sur le mépris du peuple, ainsi que les Russes viennent de l'apprendre à Prague.

Cela ne signifie pas que les règles actuelles de la démocratie soient parfaites et aménagent au mieux les prérogatives des citoyens. Nous vivons en réalité une crise profonde de la démocratie élective : les vieilles techniques de la démocratie représentative, du suffrage indirect sont critiquées, comme le montre chez nous le procès fait aux corps intermédiaires et au Sénat. Le recours à la démocratie directe n'est pas nécessairement rassurant ; car l'expérience révèle que la démocratie directe fait bon ménage avec la technocratie comme avec la démagogie, qui sont deux formes opposées mais égales du mépris du peuple. Il faut aujourd'hui, soit restaurer en la modernisant la démocratie représentative, soit aménager pour la rendre plus authentique la démocratie directe ; dans les deux cas,

cela signifie que dans un contexte de liberté réelle et d'information objective, les élections reprennent tout leur sens et deviennent pour un peuple conscient l'occasion effective d'exprimer non des vœux mais une volonté, non un attachement mais une exigence. Si l'élection a cette signification, elle soustrait le peuple aux entreprises des minorités agissantes ou des majorités oppressives.

Dans le cas particulier de l'Université, le projet d'Edgar Faure indique la voie : en jouant sincèrement la carte de la démocratie dans une université autonome, en offrant aux étudiants la possibilité d'une participation avec le double verrou d'un quorum de 60 % et de la représentation proportionnelle pour les élections, elle donne à la masse étudiante la possibilité de s'organiser en se soustrayant à l'emprise des franges nihilistes des minorités agissantes. Si ces élections devaient encourir l'accusation de trahison de la part d'un grand nombre d'étudiants, ce serait à désespérer de l'avenir de la démocratie dans ce pays.

Jacques RIGAUD.

L'amplificateur de crise

par Pierre Avril

LA traduction politique des phénomènes sociaux est rarement d'une absolue fidélité, soit que l'importance des enjeux s'y trouve différemment pondérée, soit que la violence des conflits y apparaisse atténuée (ou au contraire exaspérée), soit enfin qu'elle accélère (ou ralentisse) les évolutions. Sur cette déformation, les facteurs institutionnels exercent naturellement une influence spéciale et, parmi eux, il en est un qui a joué sans doute un rôle non négligeable lors des événements de mai-juin 1968 : c'est la dualité du Président de la République et du Premier Ministre dans notre organisation constitutionnelle.

Bien qu'elle soit l'une des curiosités de la V^e République, cette « dyarchie » n'a que peu retenu l'attention ; on voudrait ici suggérer quelques conséquences qu'elle a pu avoir sur la crise récente, et d'abord sur son déclenchement.

LE LABYRINTHE DE GLACES

Au moment où le doyen de la Faculté de Nanterre suspendait les cours, le Premier Ministre s'envolait le 2 mai pour l'Iran. Ce départ sembla frapper le pouvoir d'aphasie. Le comportement des autorités, lors de l'occupation de la Sorbonne, le 3, puis des échauffourées du 6, de la grande manifestation du 7, de celle du 8 (pendant que l'Assemblée interrogeait des ministres désarmés) et enfin de la nuit des barricades du 10 au 11, ce comportement révélait un incompréhensible

mélange de force et de faiblesse régulièrement appliquées à contre-temps. Des conciliabules de l'Élysée, il ne filtrait que des rumeurs contradictoires et lointaines. On ne réveillait pas le Général...

Enfin, M. Georges Pompidou revint... A peine débarqué, il prononçait à 23 h 15 une allocution télévisée dont l'assurance frappait : « Dès mon retour (...), j'ai réuni les ministres compétents puis, après avoir conféré avec le Président de la République, et avec son accord, j'ai décidé... » Il semblait que le pouvoir se remettait à fonctionner, mais les Français pouvaient s'interroger sérieusement sur l'utilité d'élire le Président de la République au suffrage universel. Ils furent encore plus perplexes après que les défilés du 13 mai se révélèrent sans influence sur l'attitude du Chef de l'État qui quitta Paris le lendemain pour la Roumanie, jusqu'au 18. Le Premier Ministre devenait le véritable chef de l'Exécutif, à tel point que son allocution impromptue du 16 sonnait comme un « à la manière de » : « J'ai fait la preuve de ma volonté d'apaisement », déclarait M. Pompidou (ajoutant, il est vrai : « avec l'accord du Président de la République ») et qui poursuivait : « J'ai rendu l'Université à ses maîtres et à ses étudiants... j'ai libéré les manifestants arrêtés. J'ai annoncé une amnistie... »

Seulement, le Premier Ministre, selon le mot de Raymond Aron, avait perdu son pari, et la crise, loin de se résorber, s'amplifiait au contraire. Quant au Chef de l'État, rentré le 18 mai, il ne sortait de son

mutisme que pour lâcher une formule malheureuse, complaisamment rapportée : « La réforme, oui, la chienlit, non. » Officiellement, il attendait pour intervenir que l'Assemblée nationale eût débattu de la motion de censure déposée le 14. A ce moment, le télescopage des procédures parlementaires avec la réalité présidentielle s'affirmait spectaculairement. Le désarroi de la majorité se manifestait dans les déclarations de MM. Capitant et Pisani, qui annonçaient qu'ils voteraient la censure puis démissionneraient, cependant que M. Giscard d'Estaing réclamait le maintien du Président de la République et souhaitait le départ de son Premier Ministre.

Le rejet de la motion de censure ferma le 22 mai la voie au règlement parlementaire de la crise. Quand le général de Gaulle prit enfin la parole, le 24 mai, pour proposer un référendum (d'ailleurs non conforme à la Constitution), son initiative tomba à plat et la voie de l'appel au peuple se trouva à son tour fermée. Il n'y avait plus dès lors d'issue normale à une situation qui ressemblait au labyrinthe de glaces de la « Dame de Shangai ».

On ne savait plus quelle était l'autorité véritablement responsable et quel interlocuteur pouvait être considéré comme « valable » par les Français. Les négociations de Grenelle confirmaient le sentiment d'un pouvoir aux abois. Multipliant les erreurs des hommes, les mécanismes institutionnels se heurtaient et se paralyaient devant une opinion stupéfaite. C'est ici que se situe sans doute la faute majeure de l'opposition qui n'a pas su montrer clairement qu'elle proposait seulement d'appliquer la Constitution et qui n'est pas parvenue à convaincre l'opinion de sa volonté (et de sa capacité) de guider le retour à l'ordre légal. Une fois de plus, l'ambiguïté de sa position institutionnelle se révéla son talon d'Achille. On paraissait s'acheminer vers le chaos et il n'en fallut pas davantage pour rameuter, ce que M. Valéry Giscard d'Estaing avait appelé le 22 mai le « parti de la crainte » grâce à un autre appel (à « l'action civique » celui-là) qu'assortissaient de menaçantes allusions.

Le système de la dyarchie a donc joué un rôle d'amplificateur de la crise de mai ; il avait probablement contribué à en préparer l'explosion dans la mesure où l'agencement des pouvoirs qui le caractérise le rendait peu sensible aux pressions de l'opinion et ne suscitait pas de réponses spontanées aux besoins que celles-ci exprimaient.

Il suffit pour le comprendre de se reporter au commentaire le plus autorisé de la V^e République ; celui qu'en donna le général de Gaulle lui-même lorsqu'il distingua le Président, « seul à détenir et à déléguer l'autorité de l'Etat », et le Premier Ministre qui doit le décharger des servitudes de la « conjoncture politique, parlementaire, économique et administrative ». Certes, ajoutait-il, « il ne saurait y avoir de séparation étanche entre les deux plans dans lesquels d'une part, le Président, d'autre part, celui qui le seconde, exercent quotidiennement leurs attributions », mais « tout commande de maintenir la distinction entre la fonction et le champ d'action du Chef de l'Etat et ceux du Premier Ministre » (1).

Cette organisation constitutionnelle traduit une philo-

sophie politique selon laquelle il existerait deux domaines distincts, l'un où se conçoivent et se développent les grands desseins du Président de la République, comptable de la France, l'autre où s'administre, sous l'autorité du Premier Ministre, la vie courante des Français. Cette philosophie est évidemment étrangère à la doctrine démocratique qui tend au contraire à rapprocher gouvernants et gouvernés et donc à unifier autant qu'il est possible les préoccupations et les principes de leurs comportements respectifs. Mais elle est aussi fort peu adaptée au gouvernement des sociétés modernes.

Elle offre certes aux dirigeants l'incontestable commodité de pouvoir jouer sur deux tableaux et de bénéficier à la fois des avantages de l'indépendance présidentielle et des prérogatives fondées sur la responsabilité parlementaire du Premier Ministre. Mais elle neutralise en même temps des contraintes dont la signification est justement de ramener les gouvernants au contact des réalités courantes, prosaïques souvent, toujours déterminantes à la longue. Obsédé par le souvenir des précédentes Républiques, on n'a pas mesuré à quel point le gouvernement démocratique est une activité complexe, de caractère coopératif, et non un commandement unilatéral, fut-il fondé sur le suffrage universel. C'est ainsi que de bons esprits ont écarté une distribution plus équilibrée de l'autorité en faisant valoir qu'une évolution de type franchement présidentiel comporterait des inconvénients. Elle conduirait en effet à abandonner les prérogatives attachées à la responsabilité ministérielle et risquerait donc de contrarier l'autorité du gouvernement sur le parlement. L'élection du Président de la République au suffrage universel, pensaient-ils, ne doit pas faire abandonner la question de confiance, ce qui suppose le maintien d'un Premier Ministre responsable et assure au régime une plus grande souplesse de fonctionnement.

LA RUPTURE DU DIALOGUE EN MAI 1967

On a vu plus haut comment le prétendu « amortisseur » parlementaire s'est révélé un amplificateur en temps de crise, il reste à considérer la période plus normale qui a précédé. L'élément qui caractérise la brève existence de la troisième législature (mars 67-juin 68) semble avoir été de ce point de vue le dessaisissement immédiat du Parlement, sommé, sous peine de dissolution, d'autoriser le Gouvernement à légiférer par ordonnances. Engageant l'existence du ministère sur cette renonciation de la représentation nationale, le Premier Ministre était naturellement inspiré de soucis tactiques : il voulait obliger les giscardiens à relâcher leur pression et à rentrer dans le rang. M. Pompidou a effectivement obtenu d'avoir les mains libres à l'égard d'une majorité réduite et portée à la contestation, mais à quel prix ?

« Les problèmes qui sont aujourd'hui posés à notre pays, remarquait M. Pisani (2) sont d'une taille inaccoutumée. C'eût été faire preuve de courage que d'organiser un débat public au Parlement pour rechercher le soutien des Assemblées et la participation de l'opinion. Rien n'eût été plus efficace, car la nation, qui redoute si profondément l'injustice et se méfie de l'Etat, aurait mieux accepté des décisions publiquement arrêtées par

(1) Conférence de presse du 31 janvier 1964, confirmée sur ce point par celle du 9 septembre 1968.

(2) « Sur une démission », Le Monde, 13 mai 1967.

ses propres élus.» Il n'est sans doute pas excessif de penser que le malaise qui a abouti à l'explosion de mai trouvait, sinon son origine, du moins les conditions de sa propagation; dans la spectaculaire et brutale rupture du dialogue démocratique intervenue un an plus tôt.

Imaginons (pourquoi pas?) que les ministres, ne pouvant recourir à l'abdication du Parlement, se soient trouvés contraints d'obtenir l'adhésion des députés aux mesures de fond qu'ils entendaient prendre; leur tâche eût sans nul doute été plus difficile. Il leur eût fallu tenir compte des avis et des suggestions des parlementaires; mais ceux-ci sont-ils, a priori, démagogiques et rétrogrades? Des négociations laborieuses se seraient engagées sur des réformes controversées: mais n'est-ce pas la condition d'une coopération des groupes sociaux? Le problème de la Sécurité Sociale, par exemple, aurait pu être posé devant l'opinion et relié à l'ensemble du contentieux social: l'objet de la politique des revenus, bien oubliée depuis 1964, n'était-il pas de permettre une appréciation globale de la situation des travailleurs et de prendre en considération l'évolution de leurs ressources? C'est dans ce cadre général que la question du déficit de la Sécurité Sociale aurait dû logiquement être traitée, ce qui excluait la formule unilatérale et partielle des ordonnances (lesquelles ont dû finalement, après Grenelle, être soumises à ratification: alors pourquoi ne pas avoir commencé par là!)

La politique économique offre un autre exemple des

à l'Administration, qui n'étaient donc pas incités à partager l'initiative et la mise au point de leurs décisions. Or, l'une des clés de ce comportement se trouve dans le déséquilibre entretenu par le maintien de la responsabilité parlementaire du ministère, bien que ce dernier procède notoirement du Chef de l'Etat. Cette fiction lui attribue, notamment par la disposition de la question de confiance, des prérogatives qui ne se justifient d'un point de vue fonctionnel que lorsque le cabinet est effectivement l'émanation directe de la majorité dont il dirige l'action.

On nous a rebattu les oreilles avec les risques de blocage que ferait naître l'adoption d'un régime authentiquement présidentiel, c'est-à-dire dans lequel le Chef de l'Exécutif ne peut poser la question de confiance ni dissoudre. Mais il est très vraisemblable que les retards éventuels, voire les refus rendus possibles par un tel régime auraient été moins coûteux en fin de compte que l'apparente efficacité dont nous avons ressenti les effets. Dans la mesure où le gouvernement doit composer, il rencontre des contraintes qui ramènent à de plus justes proportions la certitude de leur propre infaillibilité que nos maîtres puisent dans leurs services; l'acceptation de servitudes de ce genre oblige par surcroît le Président à s'engager personnellement à régler les affaires et n'autorise pas le recours au trop commode alibi d'un intérêt supérieur de la France ignorant des intérêts subjectifs des Français.

pas cette déception pour certains si nous nous sentions constamment en puissance d'accomplir des actes au-dessus de nos forces. (A. Breton). — Je n'ai jamais rien étudié mais tout vécu, et cela m'a appris quelque chose (A. Artaud). — Je prends mes désirs pour des réalités car je crois à la réalité de mes désirs. — Debout, les damnés de Nanterre... — Nanterre est pavée de bonnes révolutions. — Le droit de vivre ne se ment pas: il se prend. — J'aspire à être moi, à marcher sans entraves, à m'affirmer seul dans ma liberté. Que chacun fasse comme moi et ne vous tourmentez plus alors du salut de la Révolution. Elle sera mieux entre les mains de tout le

LES CONTRADICTIONS DE LA DYARCHIE

Entretien des ferments de crise et amplifiant celle-ci lorsqu'elle se présente, le régime dyarchique ne survit

qu'en procédant à une escalade qui l'éloigne de la stabilisation.

L'ascension de M. Pompidou, confirmée en apparence par le succès électoral de l'U.D.R., a posé dans des termes nouveaux le problème de l'avenir du régime. Si l'on entendait tenir compte des indications du scrutin des 23 et 30 juin 1968, il fallait achever, sans retour cette fois, le transfert d'autorité du Président de la République au Premier Ministre, leader parlementaire et chef de la majorité. L'aboutissement logique de cette évolution n'était-il pas la mise à l'écart du Président de la République et, finalement, la désuétude d'une élection directe désormais sans utilité? A moins que M. Georges Pompidou n'eût emprunté à son tour cette voie royale et rassemblé dans ses mains la double autorité de Chef de l'Etat et de Chef de la majorité, quitte à subir plus tard un processus identique le conduisant à s'effacer devant un dauphin qui ne se résignerait plus au rôle de « chef d'état-major civil » analysé par M. René Capitant...

On sait quelle a été la réponse du général de Gaulle et comment il a rétabli le schéma initial en remplaçant le Premier Ministre. Mais cette espèce de « coup de force », conforme à la logique de l'élection présidentielle, entre en conflit avec l'autre logique, celle des élections législatives. Quantitativement, l'U.D.R. a recueilli au premier tour 43,65 % des suffrages alors que Charles de Gaulle en avait obtenu 43,7 % le 5 décembre 1965. Pour écarter l'artisan de ce succès, faut-il recourir

inconvenients de cet « exercice solitaire du pouvoir » à tous les niveaux. Il apparaît aujourd'hui que l'une des erreurs de M. Michel Debré (3) fut d'avoir trop tardé à assouplir son attitude à l'égard de la consommation: que n'avait-il écouté les suggestions, nombreuses, qui lui étaient présentées depuis un an, notamment en faveur des revenus les plus bas? La prise en considération de ces conseils, très souvent d'origine parlementaire, aurait été plus efficace que la fin de non-recevoir abrupte qui leur fut alors opposé.

Dernier exemple: celui de la publicité à l'O.R.T.F. Le fond du débat n'est pas ici en cause, mais l'intransigeance avec laquelle le Gouvernement a refusé au Parlement la possibilité de connaître d'une affaire qui intéressait l'ensemble du public. Estimant (sur une base juridiquement contestable) que la décision relevait de sa compétence exclusive et agitant l'épouvantail du retour au régime d'Assemblée, le Premier Ministre est allé jusqu'à menacer de poser la question de confiance à ce propos...

Tous ces exemples dont on pourrait allonger l'énumération, confirment que le vice majeur du système résultait de ce qu'un pouvoir de commandement unilatéral se trouvait assuré au Gouvernement et donc

(3) Sans parler de la poursuite d'une politique monétaire « bullioniste » nécessaire aux desseins de la haute politique présidentielle.

à une différence qualitative qui tiendrait au caractère subalterne de ce que le Président de la République avait appelé « 487 compétitions locales » dont aucun mandat véritablement national ne saurait résulter ? M. François Goguel avait attiré l'attention sur ces propos du Chef de l'Etat et sur les risques qui pouvaient résulter d'une contrariété entre les deux types de scrutin (4), mais on voit que le problème se pose à l'intérieur même de la majorité lorsque s'accuse le bicéphalisme de sa direction.

Lorsque les virtualités de la dyarchie se développent, celle-ci engendre donc une situation inextricable qui reproduit sur le plan des principes la même confusion qu'au niveau des responsabilités et des procédures. La distinction radicale de « l'homme de la nation » et de « l'homme de la majorité » a cependant été à nouveau défendue (bien qu'elle ne présente plus guère de base objective en raison des résultats électoraux rappelés plus haut) ; des commentateurs imaginatifs y ont même vu l'origine de la disgrâce de M. Pompidou, invité à se dépouiller ainsi de sa nature partisane afin de mieux pouvoir briguer ensuite une investiture nationale (5).

Cette situation paradoxale appelle une réflexion complémentaire. Il est exact que le Président de la République doit être le Président de tous les Français, qu'ils aient ou non voté pour lui, mais ce serait une entreprise impossible que de tenter de séparer, au sein même du gouvernement, un personnage arbitral au-dessus des partis et un leader parlementaire chargé en même temps de la gestion, dès lors qu'ils ont tous deux une origine identique. A partir du moment où l'on admet l'élection du Président de la République au suffrage universel, la conciliation souhaitable entre communauté nationale et action majoritaire ne saurait plus reposer sur la distinction du Chef de l'Etat et du Chef du Ministère mais sur l'organisation d'un dialogue entre le Président et le Parlement, issus tous deux du suffrage universel et s'efforçant de réaliser par leur entente l'idéal d'une société se gouvernant librement.

La vie démocratique ne se réduit pas, comme on l'affirme un peu rapidement, au seul gouvernement de la majorité ; celle-ci est un moment du processus dialectique par lequel le pays décide sans cesse pour autant de former une communauté. La pratique du pouvoir doit donc tendre à y associer quotidiennement les représentants de la minorité, aussi bien que ceux de la majorité. Le dialogue du Président de la République et du Parlement constitue l'un des mécanismes essentiels de cet exercice partagé, car chacun exprime un aspect différent mais complémentaire de la nation dans son ensemble.

De ce point de vue, la conférence de presse du 9 septembre s'est révélée décevante. Le général de Gaulle y a en effet réaffirmé avec quelque rigidité la distinction des grands desseins et de « l'immédiat », qui fonde à ses yeux celle du Président et du Premier Ministre ; loin de tirer des enseignements de la crise de mai, notamment en ce qui concerne l'agencement institutionnel, il a invoqué la force majeure : « Quand le barrage de Fréjus a craqué, comment aurait-on eu tout de suite prise sur le torrent ? »

Mais quand un ouvrage s'effondre, ne commence-t-on pas par en examiner la structure et ne met-on pas en cause l'architecte ? Une réflexion de ce genre aurait sans doute déconseillé d'accentuer la concentration du pouvoir, alors qu'il était nécessaire, comme l'a souligné M. Pierre Abelin, d'en rechercher l'équilibre et de favoriser le partage des responsabilités.

En particulier, la décision de supprimer le Sénat en tant qu'Assemblée parlementaire, ayant pouvoir de légiférer, et de le remplacer par un organisme consultatif dans les domaines économique et social aura pour conséquence de réduire le dernier des pouvoirs publics qui échappait au contrôle présidentiel. Les reproches qui lui ont été adressés ne présentent qu'une valeur anecdotique en regard du fait essentiel qui est le renforcement du caractère monolithique du régime. Il y a certes un problème d'indispensable adaptation de la seconde chambre aux réalités du temps, nul ne le conteste ; mais l'existence même de celle-ci présente une importance autrement significative que les questions de représentation numérique.

Tocqueville estimait que parmi les causes du fonctionnement défectueux de la Constitution de 1848 qui a conduit au coup d'Etat du 2 décembre figurait l'absence de seconde assemblée capable d'arbitrer les conflits entre le Président élu au suffrage universel et les députés. Il est en effet probable que le bicaméralisme est nécessaire à l'équilibre d'un régime présidentiel.

« Le Sénat, déclarait le général de Gaulle, n'a plus à jouer, comme jadis, le rôle de contrepoids à la Chambre des députés car depuis 1958 le Chef de l'Etat lui-même a la charge et les moyens d'empêcher les dépassements et de maintenir l'équilibre. » Mais qui empêchera les « dépassements » du Président et qui maintiendra l'équilibre lorsque ses initiatives le menaceront ?

Pierre AVRIL.

(4) « Dix ans de restauration de l'Etat » par François Goguel, France-Forum n° 85-86.

(5) « Georges Pompidou s'étant montré aux yeux du général de Gaulle le plus apte à devenir à son tour et le jour venu l'homme de la nation, il ne saurait être en

même temps l'homme de la majorité... » Dès lors, de Gaulle « pouvait-il et devait-il le conserver comme Premier Ministre du fait qu'il avait si puissamment contribué aux victoires des 23 et 30 juin ? » demande M. Jacques de Montalais dans la Nation (17 juillet 1968). Depuis le général de Gaulle a donné une autre explication à la mise en « réserve » de son Premier Ministre.

Le gaullisme

à la lumière du printemps 68

par René Rémond

« La Droite en France » de René Rémond vient de faire l'objet d'une nouvelle édition complétée et mise à jour. L'étude que nous présentons est constituée d'extraits du dernier chapitre de l'ouvrage qui est publié chez Aubier-Montaigne.

L n'est pas sûr que nous ayons assisté en mai 1968 à une révolution, quoi qu'on en ait dit ; mais il n'est pas douteux que la France a vécu une des crises les plus graves de son histoire contemporaine. Crise de régime et crise de société, peut-être aussi de civilisation, où l'on a vu confluer des mouvements originellement distincts et peut-être appelés à le redevenir après une passagère convergence : crise universitaire, crise sociale de caractère plus classique, épreuve de force politique enfin. Quoi qu'on pense de ses causes et de ses motivations, cette crise interroge l'historien et singulièrement celui qui s'intéresse aux forces et aux idéologies politiques...

un cas comme dans l'autre la crise a pris naissance en dehors des institutions et des procédures légales : la prise du Gouvernement général à Alger, l'occupation de la Sorbonne et du Quartier Latin se font pendant. De part et d'autre, les acteurs se ressemblent, à Alger, étudiants et grands lycéens avaient déjà joué un rôle décisif et le parallèle est tentant entre Pierre Lagailarde et Jacques Sauvageot. Dans l'un et l'autre cas le gouvernement disposait d'une majorité à l'Assemblée, mais de quel secours lui était-elle en face d'une agitation grandissante dans la rue ? A partir de ces points communs, les deux situations commencent de diverger : en 1958, c'est l'armée qui échappe au contrôle du

monde qu'entre les mains des partis. (Ernest et les flambeurs de Gay Lussac. Internationale Situationniste. Groupe Anarchique International). — A bas la raison ! — L'imagination au pouvoir ! — Nous refusons la société de consommation. Nous refusons la civilisation industrielle. — La Révolution qui commence remettra en cause non seulement la société capitaliste mais aussi la société industrielle. La société de consommation doit périr de mort violente. Nous voulons un monde nouveau et original. Nous refusons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de périr d'ennui. — Le pouvoir temporise aujourd'hui, il tremble pour son avenir.

LA DISTINCTION DROITE-GAUCHE GARDE-T-ELLE SA VALIDITÉ ?

...On distinguera d'abord, pour les examiner tour à tour, la crise de mai qui éclata et se développa hors des voies régulières, par l'agitation de rue, la grève, l'occupation des usines et les élections des 23 et 30 juin qui devaient apporter une réponse partielle et classique à certaines des questions posées sur le mouvement antérieur. Il n'est pas étranger à notre propos de s'arrêter à l'originalité de cette crise et de déchiffrer les ressemblances qu'elle peut présenter avec d'autres. De bons esprits ont ainsi souligné les réminiscences de 1848, les analogies avec les débuts de la Commune, les souvenirs de juin 36, le parallélisme avec le climat de la Libération ou encore la similitude avec les grandes grèves de l'automne 1947 et de l'été 1953. Tous ces rapprochements se justifient et chacun d'eux éclaire un aspect d'une crise particulièrement complexe qui associe effectivement des phénomènes fort divers. Sans remonter aussi loin dans le passé, arrêtons-nous à la dernière crise de régime, celle même dont est sortie la V^e République : celle de mai 1958. Ce ne sont pas seulement les considérations de calendrier qui nous dictent cette comparaison, — que la crise la plus récente se soit déroulée presque jour pour jour dix ans après la précédente — mais des analogies plus profondes. Dans

pouvoir ; en 1968, c'est l'Université (et il est vrai que les récents événements ont été pour l'institution et la société enseignante une épreuve aussi grave que le fut pour la société militaire la guerre d'Algérie). En 1958, le foyer de l'agitation subversive est au-delà de la Méditerranée et le gouvernement devrait pouvoir

s'appuyer sur la métropole si la personne du général de Gaulle ne suspendait sur son action et sa légitimité même une redoutable hypothèque. En 1968, c'est en France même, c'est à Paris, que bat le cœur de la révolte et le général de Gaulle en est la cible. Surtout — n'est-ce pas de notre point de vue la différence majeure ? — il y a dix ans la subversion trouvait son inspiration principalement à droite contre une assemblée et une majorité orientées plus à gauche ; en 1968, la contestation emprunte à la gauche ses thèmes contre un régime qu'elle rejette à droite.

Le processus de la crise dispense déjà quelques enseignements que l'histoire des idées politiques sera bien inspirée de recueillir. Le premier a trait à la puissance et à la vitalité des idéologies. Que n'avait-on pas dit ces dernières années sur leur déclin présent et leur mort prochaine ! L'heure ayant paraît-il sonné d'une politique exclusivement déterminée par des données objectives, il n'y aurait plus désormais d'avenir que pour des programmes réalistes, scientifiquement calculés. Or, s'est-on jamais, autant qu'en ce mois de mai, aussi peu soucieux de ce qui était possible et de ce qui ne l'était pas. Quoi qu'on pense des motivations du mouvement et qu'on les tienne pour totalement déraisonnables ou qu'on y voit, au contraire, la promesse d'un avenir merveilleux, il y eut assurément le mépris des contingences qui brident ordinairement l'initiative, le refus de prendre en considération les contraintes qui peuvent découler de l'ordre des choses, la réaction

enfin contre la prévision rationalisatrice et planificatrice. A force de croire ou de vouloir croire que tout était possible, une partie de la France a vécu comme en état de lévitation. L'événement a fait justice de l'allégation selon laquelle notre temps serait celui de la mort des idéologies ; on avait pris une éclipse passagère pour l'annonce de leur disparition définitive. Nous savons qu'il y a encore un avenir pour elles et singulièrement pour celles qui s'inscrivent dans le système droite-gauche.

Cette résurgence imprévue de l'imagination utopique dans notre société industrielle et technicienne remet précisément en évidence une dimension essentielle de cette division droite-gauche, qu'une analyse thématique trop strictement intellectuelle conduisait peut-être à minimiser : la droite comme la gauche se définissent tout autant par des attitudes fondamentales devant l'existence, la société, l'histoire, le pouvoir, la politique. En la circonstance, la ligne de partage ne séparait pas seulement ceux qui aspiraient au changement et ceux qui souhaitaient le *statu quo* ; ni même les partisans du changement par la voie révolutionnaire et les tenants de l'évolution par des réformes progressives adoptées dans la légalité : elle opposait la volonté de croire que tout est possible à la conviction qu'il existe des contraintes objectives dont l'action politique est obligée de prendre son parti ; elle dressait les uns contre les autres ceux qui professent qu'en toute hypothèse la nouveauté vaut toujours mieux que l'héritage du passé et ceux qui tiennent qu'une société ne peut ni ne doit rompre avec la continuité de son expérience collective. Le dissentiment s'enracinait de ce fait à un niveau plus profond que les désaccords ordinaires sur la forme du régime ou le contenu d'une politique.

De là aussi qu'il ait bouleversé la distribution habituelle des opinions et brouillé la topographie à laquelle dix années de V^e République avaient accoutumé l'observateur. Ainsi a-t-on vu des fidèles du gaullisme, tels que David Rousset et René Capitant, prendre fait et cause pour le mouvement étudiant et approuver ses violences mêmes. Plus saisissante fut la concordance presque constante du gaullisme et du communisme, également attentifs à prévenir le pire, pareillement acharnés à combattre l'aventurisme de gauche. Cette convergence spontanée, qui autorisait à parler entre eux d'alliance objective, s'explique sans qu'il soit besoin de recourir à des affabulations romanesques ou policières. Le communisme retrouvait coalisés dans le camp de la contestation violente tous ses adversaires héréditaires : anarchisme, trotskysme, maïisme, guévarisme. Il ne pouvait y avoir pour ses dirigeants le moindre doute sur la ligne à tenir : contre les hérésies qui contestaient son orthodoxie, la lutte sans merci. Mais de ce fait pour la première fois se laissait pressentir qu'un jour viendrait où il y aurait lieu de se demander, comme nous l'avons fait pour le radicalisme et le socialisme démocratique, si le communisme orthodoxe n'est pas sur le point de passer de gauche à droite comme tant d'autres avant lui. En mai 1968, cette interrogation, qui n'était encore qu'une hypothèse d'école, a cessé d'être pure spéculation pour devenir une anticipation.

Car pour la première fois, le parti communiste a cessé d'être ce qu'il y avait de plus à gauche dans le spectre idéologique français. A sa gauche, autre chose est apparue qui le rejette mécaniquement un peu plus à droite. La naissance d'une ultra-gauche est peut-être l'événement le plus gros de conséquences. Cette extrême gauche a regroupé, au moins l'espace d'une crise, des éléments fort disparates : à côté de plusieurs « groupuscules » révolutionnaires dont l'audience a soudain

grandi démesurément, le P.S.U., une aile de la C.F.D.T., les porte-parole occasionnels du syndicalisme étudiant, une fraction appréciable des syndicats enseignants. Elle a reconstitué l'alliance des ouvriers et des intellectuels constitutive de toutes les entreprises révolutionnaires. Toutes choses égales par ailleurs, elle occupe la place et tient le rôle qui étaient ceux du parti communiste au temps de sa bolchevisation et avant qu'il ne commençât à évoluer, à partir de 1935, vers un style tout différent d'organisation. Mais, au lieu de prendre ses instructions à Moscou, cette nouvelle extrême-gauche regarde vers Cuba et cherche plutôt ses modèles dans les pays du Tiers-Monde.

Autre différence avec la III^e Internationale : la présence active de chrétiens au sein de cette coalition, qui en dit long sur le chemin parcouru en un demi-siècle par les Eglises dans la définition de leur position par rapport à la politique. La résurgence d'une extrême-gauche de combat qui exalte le rôle des minorités agissantes, conteste les pratiques les mieux consacrées de la démocratie parlementaire au nom d'une démocratie authentique, et en appelle de l'électeur au militant, nous fait souvenir soudain que l'antiparlementarisme n'est pas l'apanage d'une certaine droite : il y a aussi un antiparlementarisme de gauche. La lutte contre le fascisme l'avait presque fait oublier, ainsi que le ralliement du communisme aux principes et aux usages de la « démocratie bourgeoise ». Ainsi la mécanique à fabriquer de nouvelles gauches, qu'on croyait enrayée, tant le parti communiste s'était efficacement employé, depuis un demi-siècle, à en prévenir la formation, a recommencé à fonctionner.

Mais alors n'y a-t-il pas lieu d'en dresser constat, c'est-à-dire de conclure que la traditionnelle distinction droite-gauche est aujourd'hui caduque ? Pour l'ultra-gauche, plus rien ne distingue le parti communiste du pouvoir gaulliste : pourquoi maintenir entre eux une frontière qu'eux-mêmes ont effacée ? Faire droit à sa revendication ce serait anticiper aventureusement sur l'avenir. Cette représentation des forces n'est encore celle que de minorités trop restreintes pour imposer à l'opinion tout entière leur façon de voir. De plus, suivre l'histoire des droites sur plus d'un siècle et demi, nous a enseigné que l'apparition de nouvelles lignes distinctives n'effaçait pas les clivages plus anciens : le passage à droite de l'idéologie libérale n'a pas pour autant aboli, ni absorbé, la droite de la contre-révolution militante. Si la campagne électorale en juin 1968 a présenté l'aspect d'un combat de la gauche contre la droite, rarement élection aura présenté un caractère binaire aussi tranché, précipitant l'évolution dans laquelle la V^e République a engagé la société politique vers un système bipolaire, la gauche associant le radicalisme, le socialisme et le communisme dans une lutte commune contre les droites. Si la division droite-gauche garde donc sa raison d'être, il reste que la consultation électorale a révélé certains changements dans la composition des deux camps et leurs rapports tant internes qu'externes. C'est, on le sait, la vertu et l'une des fonctions des élections que de substituer aux approximations intéressées sur la force respective des tendances des évaluations arithmétiques incontestables. Elles révèlent notamment les changements survenus entre deux consultations dans l'équilibre des contraires ainsi que les déplacements qui affectent la distance relative entre partenaires. Aussi importe-t-il, après avoir recueilli les leçons de la crise de mai, de scruter celles que comportent pour chacune de nos droites les élections des 23 et 30 juin 1968.

LE GAULLISME S'IDENTIFIE-T-IL A LA DROITE ?

La première constatation concerne le gaullisme et elle est d'ordre arithmétique : c'est l'étonnante progression de ses suffrages en un an. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : additionnés, les suffrages de l'Union de Défense de la République, expression du gaullisme dit orthodoxe, et ceux des républicains indépendants, qui constituent une nuance à l'intérieur de la majorité, avoisinent les dix millions au premier tour. Le total n'a pas de précédent dans la série de nos élections législatives en France.

En valeur relative, ils atteignent 47,79 %, ce qui est près d'être la majorité effective : la majorité électorale n'est pas loin de rejoindre la majorité parlementaire. Si l'on considère les choses d'un point de vue qui tient compte de la diversité du gaullisme, le gaullisme législatif, qui fut longtemps la plus faible des trois expressions consultatives du gaullisme, a rejoint et même dépassé le gaullisme présidentiel et est en bonne voie de rattraper le gaullisme référendaire. Indice de son enracinement électoral après dix ans de V^e République.

Une telle majorité n'a pas de précédent dans notre histoire parlementaire. On a évoqué la Chambre introuvable de la seconde Restauration, mais elle avait été

élections. Ce n'est certes pas nous qui serions tentés d'oublier le rôle qui échoit dans la vie politique et singulièrement dans les motivations et les comportements électoraux, aux sentiments élémentaires : espoir, besoin d'admiration, confiance, peur. Ils sont au principe, sans que les contemporains en aient toujours une claire conscience, des grands entraînements collectifs qui scandent les bouleversements de la topographie classique des forces politiques. En juin 1968, la peur a joué, comme en 1958, comme en 1940, comme en d'autres circonstances. Mais on n'a rien dit tant qu'on en reste là. Réduire la victoire du gaullisme ou de la droite (nous reviendrons dans un instant sur leur assimilation) à une simple manifestation de peur ne rend pas davantage compte de son triomphe que d'identifier la gauche au parti de la haine ou de l'envie : les sentiments négatifs ne constituent jamais que les assises inférieures d'un système mental qui leur associe des valeurs positives, des aspirations idéalistes et des objectifs constructifs. A supposer que la peur ait bien été le ciment de la coalition victorieuse, reste à définir de qui et de quoi les électeurs prirent peur et pour quoi ils tremblèrent. Or, ils craignirent sans doute moins pour leurs biens, leurs propriétés, leurs revenus que pour les valeurs sur lesquelles il leur semblait que la société était et devait être fondée. Ils défendirent moins des intérêts matériels que des statuts sociaux, des responsabilités, une place dans l'échelle de la considération. La différence n'est pas négligeable : elle modifie du tout au tout la signification du sursaut électoral.

A tort ou à raison, les électeurs purent croire aussi défendre la légalité contre la subversion, les institutions régulières contre une tentative pour substituer la violence de la rue au verdict des urnes. A ce point de l'analyse, un rapprochement

se présente à l'esprit, que certains jugeront sans doute incongru, mais qui éclaire peut-être les motivations de certains des électeurs qui ont transféré leur vote sur les candidats de l'Union pour la Défense de la République : c'est avec la situation politique des années 1934-1936. L'agitation anti-parlementaire d'alors, la petite guerre de rues que livraient à la police les étudiants du Quartier Latin et qui culmina au soir du 6 février, le sentiment — peu importe qu'il fut fondé ou erroné — que les institutions républicaines étaient menacées par l'activité des Ligues réputées factieuses, ont rejeté vers l'alliance avec les socialistes et même le parti communiste, au nom de l'antifascisme et de la défense de la République quantité de républicains du centre et de démocrates dont le ralliement a largement contribué à la victoire électorale du Front Populaire en avril-mai 1936. Qui sait si, à trente et quelques années de distance, des motifs analogues, jouant dans une situation inversée, n'ont pas provoqué des réflexes semblables, rejetant cette fois nombre de républicains de gauche plus à droite ?

A cette conjoncture, deux données paraissent apporter un début de confirmation : d'une part, que le gaullisme ait manifestement récupéré des voix ouvrières dans les fiefs traditionnels des forces de gauche, tels le Nord, le Pas-de-Calais ou encore la Meurthe-et-Moselle et, d'autre part, qu'il ait progressé dans la partie méridionale du pays dont la culture politique traditionnelle inclut le respect de la légalité républicaine...

Les nouvelles formes de contestation qui sont apparues spontanément vendredi ne sont pas tolérables pour la bourgeoisie : les barricades du Quartier Latin, ce n'est pas un amusement d'étudiants pour la défense de leurs intérêts d'étudiants ; leur sens profond, c'est d'être l'amorce d'une lutte directe contre l'Etat bourgeois et sa police. Voilà pourquoi déjà de jeunes travailleurs luttèrent sur les barricades aux côtés des étudiants, des lycéens, des professeurs : la lutte que nous engageons contre l'appareil policier est la lutte de tous les travailleurs. C'est dès maintenant dans la rue, dans les usines, que se mène la lutte contre la répression et l'oppression bourgeoise. (Mouvement

désignée dans les conditions que l'on sait, par une fraction infime du pays, quelques dizaines de milliers d'électeurs censitaires. Quant à la Chambre du Bloc National, outre que sa majorité était loin d'être aussi homogène, puisqu'elle était une coalition de groupes dont chacun conservait son indépendance, l'écart entre elle et l'opposition n'était pas à ce point prononcé.

Aussi le bouleversement du mois de mai, cette crise qui a ébranlé en profondeur les structures et les valeurs de la société française n'aura abouti qu'à permettre à l'équipe au pouvoir de faire appel du résultat médiocre et aléatoire de 1967 pour obtenir une « franche et massive » majorité ! Conséquence inattendue du mouvement étudiant, une de ces ruses dont l'histoire est prodigue ! La constatation appelle l'explication. En l'occurrence, l'explication n'est-elle pas dictée par l'enchaînement même des événements ? La violence de la rue, la crainte de la subversion, l'aversion pour la révolution ont jeté les électeurs dans les bras du gaullisme. L'interprétation immédiatement proposée a été si largement diffusée qu'elle a pris l'apparence de l'évidence. Le gaullisme serait le dernier avatar de ce « parti de la peur » qui prit jadis le pouvoir en 1842, en 1851, en 1871. « Des urnes pleines de peur », titrait au lendemain du premier tour le journal *Combat* qui s'était rangé dès le début de la crise dans le camp des adversaires les plus déterminés du régime.

On ne disconvient pas que la peur, ou quelque chose d'approchant, ait eu une part au résultat des

... Pour toute analyse électorale, l'origine politique des suffrages nouveaux n'importe pas moins que leur dénombrement. L'accroissement de la masse des voix gaullistes implique des pertes ailleurs. Quel que puisse être le nombre des électeurs repris aux forces de gauche et qu'attestent les modifications que nous venons de relever dans la distribution territoriale, il n'en reste pas moins que l'apport le plus substantiel est venu de la droite. Le regroupement de l'ensemble des droites autour du gaullisme, tel est bien le fait majeur qu'expriment les élections de juin 1968. Il est nouveau : jusque-là, en effet, une bonne partie de la droite boudait ou combattait le général de Gaulle et les siens. Même celle qui acceptait son alliance s'évertuait à préserver son autonomie : en novembre 1958, le premier succès électoral des gaullistes déclarés, sous le signe de l'U.N.R., n'avait pas fait obstacle à une avance substantielle des indépendants groupés autour de leur Centre National. Dix ans plus tard, le gaullisme a dissout les formations de la droite, désagrégé leurs appareils et absorbé leurs clientèles. Vérifiant avec plusieurs années de retard un pronostic de Maurice Duverger, il est devenu le « fédérateur des droites »...

... Le défilé organisé par les gaullistes de la Concorde à l'Etoile le 30 mai éveillait à l'observateur doué d'un peu de mémoire tout un cortège de réminiscences. Sans doute y retrouvait-il d'abord le souvenir d'autres âges du gaullisme : il y reconnaissait des figures et des thèmes du R.P.F. Mais il y devinait aussi autre chose que le gaullisme : la fidélité personnelle au chef de l'Etat n'était plus comme jadis le lien principal entre ces centaines de milliers de manifestants. Il y percevait aussi comme un écho des manifestations qui s'étaient tenues aux mêmes lieux, dix ans plus tôt, en faveur de l'Algérie française. Surtout le spectateur qui n'était pas né d'hier pouvait se croire ramené de trente ans en arrière, assistant à quelque défilé du Parti Social Français. C'était le même mélange de jeunes et d'Anciens Combattants unis dans le culte des trois couleurs nationales, de cadres et de classes moyennes avec un échantillon de travailleurs manuels, la même combinaison de patriotisme, d'anticommunisme et de bonne volonté sociale qui définit la droite aux rares moments où elle fait éclater ses cloisonnements et surmonte ses divisions pour s'unir dans un élan collectif, du boulangisme de 1888 au gaullisme de 1968 en passant par le P.S.F. de 1938. Ce sont aussi les seules circonstances où elle est en mesure de faire descendre dans la rue des centaines de milliers de manifestants qui fassent contrepoids aux démonstrations des forces politiques et syndicales de gauche...

... La ligne de séparation, parfois si malaisée à reconnaître en raison de sa mobilité, qui départage à tout moment droite et gauche à l'intérieur du système des alliances et des oppositions, isolait en 1967 le gaullisme de l'électorat centriste ; au lendemain des événements de mai, elle a enjambé le centre qu'elle a englobé dans le même camp que lui. La gauche s'est trouvée de ce fait réduite à ses seules forces, sans suffrages d'appoint.

Le gaullisme, en juin 1968, a bien joué le rôle d'un fédérateur pour tout ce qui refuse de se situer à gauche.

Est-ce à dire que le gaullisme a achevé de parcourir la trajectoire qui a conduit les rassemblements de même nature à s'identifier à la droite ? En d'autres termes, l'observateur est-il fondé à décréter que gaullisme et droite ne font désormais plus qu'un, celui-là ayant unifié celle-ci ? Telle est bien la thèse énoncée par M. Waldeck Rochet quand il déclarait le 9 juillet devant le Comité Central du Parti communiste : « Il n'y a désormais aucune force politique plus à droite que

le gaullisme. » A y regarder de plus près, il ne paraît pas que les choses soient si simples ou la situation si mûre. Plusieurs facteurs contraignent à reconnaître que le gaullisme répugne encore à s'identifier à l'un des pôles de la classique relation droite-gauche.

En effet, quelque droite que l'on considère, on est amené à constater que, s'il l'a tenté sincèrement, le gaullisme a échoué à les unifier toutes. L'une — celle qui assume l'héritage de la pensée contre-révolutionnaire — continue de lui vouer une animosité inextinguible ; l'autre — la droite « orléaniste », cette famille politique également attachée à l'ordre et à la liberté — a, vaille que vaille, préservé sa spécificité...

... Mais le gaullisme, ou son chef, ont-ils jamais voulu vraiment fédérer la droite ? On a lieu d'en douter, car dans le même temps, il ne désespérait point de rallier des électeurs sur la gauche. C'est la seconde donnée qui déjoue pour l'heure toute prétention de réduire le phénomène gaulliste à une simple expression de la droite ; trop de virtualités continuent de le solliciter dans la direction opposée. A commencer par le général de Gaulle qui ne renie ni son passé ni son personnage ; les intentions qu'on lui prête confèrent quelque vraisemblance à la déclaration qu'il faisait à quelques jours à peine du paroxysme de la crise : « Moi aussi je suis un révolutionnaire ! » Les éclats de sa politique étrangère, qui rencontre une large approbation à gauche, les velléités de sa politique sociale creusent un fossé entre la droite classique et lui. Si la composition de son électorat concourt de façon décisive à fixer la nature d'un mouvement, celui du gaullisme contribue à en entretenir l'ambivalence. Sous l'élection présidentielle, opérant par deux démarches différentes, François Goguel aboutissait à la même conclusion : environ trois millions d'électeurs de gauche avaient préféré le général de Gaulle au candidat recommandé par leurs partis habituels. Si les élections de mars 1967 avaient accusé un affaiblissement de l'affluent de gauche, celles de juin 1968 ont marqué un renversement de la tendance, non seulement le gaullisme a reconquis une part de cet électorat, mais il l'a probablement augmenté. Autrement on s'expliquerait mal que tant de sièges aient changé de mains. Le phénomène n'est nulle part aussi perceptible que dans les départements du sud de la Loire. Dès le premier tour les partis de gauche avaient perdu de leurs électeurs et ils n'ont pas retrouvé au second tour les suffrages du premier tour qui se sont partagés entre l'abstention et l'U.D.R. De là le dépérissement régulier de la gauche : certes, depuis la Libération et le bouleversement des forces politiques, la gauche n'avait plus jamais retrouvé cette majorité qui lui revenait en quelque sorte statutairement sous la III^e République et nous nous sommes interrogés sur les raisons de cet affaiblissement qui peuvent tenir aux mutations de la société comme aux changements de l'idéologie. Mais depuis 1958 son importance numérique n'a guère cessé de décliner : communisme, socialisme, radicalisme, même avec l'appoint des petits partis, tel le P.S.U. et le stimulant des Clubs, ont vu leur pourcentage décroître régulièrement : 43,41 % en 1958 — 42,82 % en 1962 — 43,51 % en 1967 — enfin 41,22 % en 1968.

Ainsi pour deux raisons, au moins, l'opposition du gaullisme et de ses adversaires ne se superpose pas trait pour trait à la division droite-gauche : le gaullisme n'a pas sincèrement cherché ou réussi effectivement à unifier toutes les droites, il a aspiré ardemment et partiellement abouti à attirer une fraction de la gauche.

René REMOND.

Mai, ou les leçons de l'histoire ouvrière

par Gérard Adam

AU fond, à la veille de mai, les syndicats étaient d'accord avec Raymond Aron : ils « contestaient » dans une société qui semblait avoir exclu les grands désespoirs pour ne connaître que des « satisfactions querelleuses ». Que sera l'explosion de mai 68 pour les syndicats ? Peut-être une crise d'adaptation pour entrer dans la société industrielle. Mais plus sûrement une crise de régression, c'est-à-dire un refus d'adopter les formes nouvelles de contraintes.

Voilà qu'émergent du passé, de l'histoire du mouvement ouvrier les problèmes-clés du socialisme. Et la

du 22 Mars). — Le Christ, seul révolutionnaire. — Ceux qui font les révolutions à moitié ne font que se creuser un tombeau. — Où la masse passe, le gaullisme trépassé. — Non aux spécialistes de la politique. — Contre l'alliance de l'impérialisme, du capitalisme et de la centralisation jacobine. — Organiser mais non hiérarchiser. — Le P.C.F. est une social-démocratie. — On ne compose pas avec une société en décomposition. On n'impose pas longtemps un ordre par des gardiens. Les peuples ne sont pas le dépôt de systèmes politiques, le cheptel sociologique du pouvoir. — Pouvoir populaire : OUI ; Mitterrand : NON ; la social-démocratie : NON. — Seule la vérité est

résurgence de mythes révolutionnaires (les drapeaux rouges et noirs, les barricades, les manifestations à la Bastille et sur la Montagne Sainte-Geneviève comme en juin 1848) n'est-elle pas là pour attester qu'il s'agit bien de se plonger dans l'histoire et non d'entrer dans le XXI^e siècle ?

Les problèmes auxquels seront affrontés les syndicats sont ceux-là mêmes qui ont surgi aux moments-clés de l'histoire ouvrière : entre 1890 et la première guerre mondiale quand s'est étioyée la vieille tradition socialiste française au profit du guesdisme et de l'austromarxisme, entre 1920 et 1922 quand les conceptions léninistes du syndicalisme devinrent réalité en France. De la croisade de Péguy contre tous ceux, marxistes ou disciples de Renan, qui rêvaient « d'organiser scientifiquement la société » à la recherche d'« un socialisme intégral » avec Benoît Malon, du slogan d'Elisée Reclus « Voter c'est abdiquer » à la condamnation du « crétinisme parlementaire », du refus du réformisme défendu par « les plumitifs de la bourgeoisie » à la condamnation du « paternalisme bourgeois », des réflexions de Vaillant ou de Griffuelhes sur l'« action directe » à celles de Sorel sur la violence, de la condamnation par Lénine de la « spontanéité » et de « l'économisme » aux « vingt-et-une conditions » adoptées par le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, ne sont-ce pas tous ces problèmes, peut-être voilés mais réels, qui ont constitué le tissu idéologique de l'explosion ouvrière de Mai ?

LA CLASSE OUVRIÈRE EST-ELLE REVOLUTIONNAIRE ?

La révolte des étudiants et des jeunes cadres n'est-elle pas analogue à ce que la France a connu à la veille de la Révolution : « la partie la plus avancée de l'élite refusant de profiter seule de ses avantages » (1). Mais que voulaient ces intrus ? « La classe ouvrière n'a de leçons à recevoir de personne », proclamait en 1968 la C.G.T. soucieuse de préserver sa chasse gardée. De même à Bakounine qui, dans une lettre du 5 avril 1872

affirmait qu'il existait en Italie « une jeunesse ardente, énergique, sans carrière, sans issue, qui se jetait à corps perdu dans le socialisme révolutionnaire », Marx répondait : « Toutes les prétendues sections de l'Internationale italienne sont conduites par des avocats sans causes, des médecins sans malades et sans science, des

étudiants de billard, des commis voyageurs et autres employés de commerce, et principalement des journalistes de la petite presse. »

Et pourtant n'est-ce pas Kautsky, considéré par Lénine lui-même comme l'interprète le plus fidèle de la pensée marxiste, qui déclarera : « ...Le socialisme et la lutte des classes surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémices différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique... Or le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les *intellectuels bourgeois* » (2). De là, la double affirmation de Waldeck Rochet lors du Comité central de Nanterre (8-9 juillet 1968) que « les travaux, les recherches, les luttes des intellectuels sont absolument indispensables à la classe ouvrière pour qu'elle puisse accomplir sa mission historique » mais que « les intellectuels et les étudiants... n'ont pas spontanément une conscience claire des buts et des moyens du mouvement révolutionnaire ».

Populiste tout autant que scientiste, le parti communiste n'est-il pas condamné à perpétuellement osciller à propos du rôle des intellectuels. Ainsi au nombre des accusations fulminées par Lucien Mathéy contre Roger Garaudy dans les colonnes mêmes de « L'Humanité » (6 octobre 68), après l'affaire tchécoslovaque, figurera sa

(1) *Esprit* (juin-juillet), Jean-Marie Domenach.

(2) *Karl Kautsky* : *Neue Zeit*, 1901-1902, XX. 1. N° 3, p. 79.

manière nouvelle de poser le problème de la place des intellectuels dans la nation « en ne les considérant pas, en bloc, comme appartenant aux « classes moyennes » avec le rôle diminué que cela implique dans une perspective marxiste ».

L'espoir des étudiants qui marchaient à la rencontre des ouvriers de Renault n'était-il pas voué à l'anathème ? « Petit bourgeois » et « provocateur », le fraternalisme de ceux qui innocemment doutaient que la classe ouvrière soit encore l'aile marchante de la conscience révolutionnaire ! « Et Lamennais, descendu dans la rue pour rencontrer Karl Marx à Billancourt, y trouvait Staline retranché derrière les murailles... »

Au vieux slogan « classe contre classe » ne faut-il pas substituer l'analyse d'André Glucksmann (*Stratégie et Révolution en France 1968*) affirmant : « Dans une société particulièrement mûre pour une révolution, le front de la lutte des classes passe à travers toute la société. » C'est un faux problème que se demander si la jeunesse constitue une classe sociale. Et le P.C.F. peut aisément répondre négativement à cette question que personne ne lui pose alors qu'il lui faudrait se demander si la jeunesse ne se tient pas en avant-poste sur les positions du prolétariat parce qu'elle incarne la rébellion de l'ensemble des forces productives.

Assurément ni le P.C.F. ni la C.G.T. ne sont prêts à se rallier à l'analyse de Marcuse : « Le Peuple, auparavant ferment de changement social, est devenu le ferment de cohésion sociale. » Et pourtant l'un et l'autre savent bien qu'en mai « les travailleurs dans leur masse étaient entrés dans la lutte avant tout pour de meilleures conditions de vie et de travail et non pour imposer un pouvoir politique par la force insurrectionnelle ». (Waldeck Rochet — Rapport au Comité Central, 8 juillet 1968). Ils savent aussi qu'une révolution qui ne serait que prolétarienne est vouée à l'échec. Les journées de juin 1848 comme la Commune en témoignent : « Aux côtés du prolétariat il n'y avait personne d'autres que lui-même », dit Marx, complété par Lénine : « on ne vaine pas avec une avant-garde seule ».

Face au « pouvoir ouvrier » réclamé par la C.F.D.T., le « gouvernement populaire » voulu par la C.G.T. et le P.C.F. traduit bien cette double vocation d'incarner la classe ouvrière mais aussi tout le pays. Au royaume des symboles, les communistes unissent sans peine patriotisme cocardier et internationalisme prolétarien : « S'ils rejettent le drapeau noir de l'anarchie, ils ne séparent jamais le drapeau rouge du socialisme du drapeau tricolore de la grande révolution française » (René Andrieu — *Les Communistes et la Révolution*). Mais au-delà des images, une question ne peut être éludée : y a-t-il eu en mai identité entre la lutte politique pour le pouvoir, opposant la droite — disons par convention le gaullisme — à la gauche, et la lutte des classes opposant contre-révolution et révolution.

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

Le paradoxe est évident : jamais mouvement n'aura été si désordonné dans ses aspirations idéologiques, mais jamais n'aura été aussi enrichie la recherche d'un contenu au socialisme des sociétés industrielles. Le mouvement est kaléidoscopique note par exemple Jean-Marie Domenach : « de Saint-Just à Guevara, en passant par Rimbaud, Bonnot (la bande à...), Trotsky, André Breton, il récupère tous les mal aimés de la révolution, toutes les traditions de l'assaut, politique et poétique, contre l'ordre établi » (*Esprit* - août-septembre 1968).

« Halte à la répression. » « A bas l'Etat policier. » Plus que la dénonciation du régime gaulliste, n'y a-t-il pas dans ces slogans l'affirmation que tout Etat — capitaliste ou socialiste — est nécessairement policier. « A la monarchie industrielle et administrative, il faut substituer des structures d'autogestion », dira plus modestement la C.F.D.T. Mais au-delà de l'autogestion, n'est-ce pas la renaissance du socialisme libertaire aux dépens du socialisme scientifique ? De Proudhon aux époux Webb, la tradition de la démocratie « par le bas » — celle qui naîtrait au contact des groupes sociaux naturels — a toujours cherché à éduquer, faire participer, enrichir les débats publics, médiatiser la politique. N'est-ce pas de cette renaissance dont Jean Duvignaud avait l'intuition quand, dans *Pour entrer dans le XX^e siècle*, il évoquait les tâches possibles de l'homme moderne : « L'homme qui souhaite intervenir dans la vie politique moderne, l'intellectuel qui désire quitter le « ghetto » où l'enferme l'intelligentsia européenne, celui qui ne se satisfait pas de l'ordre du monde et veut le modifier en agissant sur les groupes humains, pourrait s'attacher à intervenir dans les groupes qui constituent la société, pour les animer, éveiller la spontanéité et la créativité des communautés réelles ou des multiples classes, sans recourir à une vision métaphysique privilégiant l'une d'entre elles » (3).

A l'opposé des revendications « raisonnables » de la C.G.T., les slogans sur le « Pouvoir ouvrier » (« Pouvoir syndical contre Pouvoir absolu » titre un tract de la C.F.D.T. le 21 mai) ne sont-ils pas la traduction moderne du rêve d'émancipation totale de Péguy ou de Pelloutier. A la propagande expropriatrice et collectiviste du Parti Ouvrier Français, Péguy opposait, comme préalable, révolution culturelle avant la lettre, « l'universel affranchissement intellectuel ». Quelles différences entre la société idéale des révolutionnaires de Mai et la « Cité harmonieuse » conçue par Péguy en 1898 ? Même impasse aussi car « la découverte du mal ouvre la voie au désespoir... la Cité harmonieuse n'est pas possible ». Plus politique, Pelloutier illustre bien l'opposition de la sensibilité syndicale à la raideur désincarnée des guesdo-marxistes : « Proscrits du parti parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolus partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas, des révoltés de toutes les heures, des hommes sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. » (4)

N'y a-t-il pas davantage qu'une convergence de langage entre « la société d'hommes fiers et libres » rêvée par ce dernier et l'instauration d'« une société d'hommes libres et responsables », voulue par la C.F.D.T. (article premier des statuts). Ethique de l'indignation plus qu'organisation rationnelle et scientifique de la société, volontariste en dépit des pesanteurs, voire des fatalités sociologiques, le socialisme libertaire, c'est bien le parti de ceux qui veulent mettre l'imagination au pouvoir.

« Elire librement des maîtres ne supprime pas les maîtres et les esclaves », écrit Marcuse. D'où dans l'explosion de mai la double condamnation — qui vouait les mouvements à l'échec — du socialisme étatique et

(3) Duvignaud (Jean), *Pour entrer dans le XX^e siècle*. Paris, B. Grasset, 1960, 317 p.

(4) Pelloutier (F.), *le Congrès général du Parti socialiste français*. « Lettre aux anarchistes ». Paris 1906, p. VIII.

de la démocratie libérale bourgeoise. D'où aussi toute l'ambiguïté de l'autogestion conçue plus comme un mode de *mobilisation* que d'*organisation* de la société.

L'autogestion, c'est d'abord l'occupation des usines. Si les usines sont occupées non par les seuls cadres syndicaux, note André Glucksmann, mais par l'ensemble des ouvriers, ceux-là peuvent contrôler toutes les négociations à l'usine... L'occupation prend alors son sens plein qui n'est pas seulement d'interdire l'usine aux « jaunes » et aux provocateurs, mais de la transformer en centre de décision autonome et permanent. De là la fragilité de la tactique cégétiste qui consiste à la fois à susciter des comités de grève unissant, à la base, inorganisés et syndiqués, et à vouloir conserver à tous les niveaux le contrôle de l'action.

De la solidarité à l'anarchisme, de la créativité au happening, de l'épanouissement à la fureur de vivre les marges sont incertaines. On songe certes au « Je me révolte, donc nous sommes » d'Albert Camus, mais cela suffit-il à définir visée économique et politique ? Une opposition même révolutionnaire ne suffit pas à elle seule à forger une conscience révolutionnaire et à résoudre le mystère de l'Etat. Comme le suggère le leader allemand Rudi Dutschke, le socialisme peut-il être en définitive autre chose qu'un dégoût existentiel : « Aujourd'hui, ce n'est pas une théorie abstraite de l'histoire qui nous unit ; c'est au contraire le dégoût existentiel d'une société qui se perd en bavardage sur

révolutionnaire. — Saviez-vous qu'il existait encore des chrétiens ? — La culture est en miettes. Créez. — La démocratie ne s'organise pas. L'organisation ne se démocratise pas. — La nature n'a fait ni serviteurs, ni maîtres ; je ne veux ni donner ni recevoir des lois. — Un bon maître nous en aurons dès que chacun sera le sien. — Jeunes filles, n'allérez plus les hommes. Offrez-vous à la Révolution. — Nous avons une Gauche préhistorique. — La révolution se fait dans la rue — Saccagez la culture de la société industrielle. Vive la création collective permanente. — Autogestion dans les Facultés. Autogestion dans les Usines. — Oui, au pouvoir ouvrier. Oui, au pouvoir étudiant. —

la liberté tout en réprimant par des moyens tant subtils que violents les aspirations et les besoins immédiats des individus et l'émancipation socio-économique des peuples en lutte. »

« Changer la vie », ce n'est pas changer une équipe par une autre. Ce n'est pas commander et gouverner « avec la vieille machine d'Etat » après une simple succession parlementaire. N'est-ce pas là la marque de la bureaucratie communiste que de vouloir effectuer la révolution sans destruction de l'Etat répressif bourgeois : les fonctionnaires de la révolution limitent la révolution à une permutation de fonctionnaires. Même l'objectif de la révolution en France n'est-il pas maintenant le passage direct au communisme ? Le vrai problème n'est-il pas celui éludé par tous les P.C. du déperissement de l'Etat ? La révolution scientifique et technique qui a abouti à un super-développement économique, la surproduction qui a entraîné une inorganisation à tous les niveaux ne conduisent-elles pas, de manière dialectique, à révéler leur propre contraire ?

REVOLUTION OU REFORMISME

La vieille opposition entre le réformisme et la révolution comporte en fait deux aspects : celui de la méthode de transformation (action directe ou action légale) et celui de la possibilité d'existence de formes intermédiaires de société.

Pour Griffuelhes, « action directe veut dire action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés » (5). La grève générale en est l'instrument privilégié. Cette pression populaire peut-elle être pacifique ? La classe ouvrière peut-elle voir le pouvoir lui tomber entre les mains, tel un fruit mûr, après la seule démonstration pacifique de sa force ? Ce fut, a posteriori, l'argument des promoteurs du meeting, au stade Charléty, le 28 mai. Georges Sorel était autrement lucide, écrivant dans ses *Réflexions sur la violence* : « Je ne puis me résoudre à voir dans les grèves quelque chose d'analogue à une rupture temporaire des relations commerciales qui se produisent entre un épicier et son fournisseur de pruneaux, parce qu'ils ne pourraient s'entendre sur les prix. *La grève est un phénomène de guerre* » (6).

Dès lors que la grève par sa dimension nationale pose le problème de la conquête du pouvoir, elle ne peut éluder la violence. De Mao-Tsé-tung (« *Le pouvoir est au bout du fusil* ») à Max Weber (l'Etat moderne « revendique avec succès pour son propre compte le monopole de la violence physique légitime ») partout la problématique est analogue : si l'Etat « rompt le dialogue avec ceux qu'il décide d'estimer non représentatifs, il ne laisse de choix qu'entre le silence de l'acceptation et le refus violent ».

A l'apologie de la violence, Guesde oppose le légalisme. « L'élection de dimanche est une véritable révolution, déclare-t-il à ses électeurs au lendemain de son élection... Le jour où marchant dans votre voie, les autres circonscriptions feront sortir triomphant des urnes le Parti ouvrier et son programme, c'en sera fini de la misère et de la servitude... Légalement, de par votre volonté devenue loi, la transformation sera

accomplie... » (7). « Elections Trahison », pourront dire, trois quarts de siècle plus tard, les opposants au P.C.F., fidèle disciple de Jules Guesde. Il faudra les habiletés de langage de Jaurès pour habiller de teintes révolutionnaires cette stratégie : « évolution révolutionnaire », « légalité révolutionnaire », dira-t-il un jour pour justifier les accommodements avec la doctrine qu'imposait la conquête de nouveaux électeurs : plus qu'à la lutte des classes la gauche ne dut-elle pas son implantation dans le Midi au phylloxéra, créant le mécontentement chez les petits agriculteurs ? En 1904, Jaurès avait d'ailleurs bien vu les contradictions du guesdisme : « La doctrine guesdiste est ambiguë, contradictoire, intenable, par le double appel simultané à l'action légale du suffrage universel et à la violence libératrice. » Là encore Georges Sorel ne fournit-il pas une clef pour comprendre les ambiguïtés inévitables de la stratégie communiste en mai 1968 ? impossibilité d'une part de LA révolution : « Bernstein, explique-t-il, s'attaque beaucoup à cette dialectique hégélienne, parce qu'elle concentre la révolution dans un seul acte, ce qui lui semble peu compatible avec les nécessités de la vie politique

(5) Griffuelhes (Victor), « *L'Action syndicaliste* », Paris, M. Rivière, 1908, 87 p., p. 23.

(6) Sorel (Georges), « *Réflexions sur la violence* », Paris, M. Rivière, 1946, 3^e éd., 458 p., p. 433.

(7) Le Socialiste, 28 août 1893. *Lettre de Guesde aux électeurs de la 7^e circonscription de Lille.*

dans nos pays modernes», et d'autre part, d'un « mythe social » : « le mythe ne se prête point à une décomposition du changement en tranches successives ». D'où nécessairement l'aspect démobilisant de l'électoratisme du P.C. pour les révolutionnaires de Mai.

Pour les communistes, le cheminement est difficile entre l'aventurisme gauchiste qui consiste à fonder une tactique révolutionnaire sur la seule volonté révolutionnaire et le « révisionnisme », opportunisme de droite, qui conduit à des retraites permanentes.

De là, peut-être, l'attachement de la C.G.T. et du P.C.F. aux revendications quantitatives — principalement les salaires — les seules qui leur semblent concilier l'idée de l'efficacité de l'action syndicale et celle de l'impossibilité de modifier le capitalisme. En Italie, Bruno Trentin, au contraire, a réfuté la thèse selon laquelle des revendications « qualitatives » risqueraient d'entraîner les syndicats sur la voie de la collaboration des classes et de l'intégration dans l'appareil d'Etat bourgeois : « En effet, le syndicat n'est menacé d'intégration que quand il est incapable d'opposer sa propre politique économique aux divers schémas de développement fondés sur la limitation des salaires. » Pour André Barjonet, « c'est dans la mesure précise où les dirigeants communistes, prisonniers de leur propre système dogmatique et subjectiviste, passeront à côté de cette conception moderne du syndicalisme en même temps que de cette aspiration fondamentale des masses populaires qu'il est possible d'écrire que la révolution de mai fut trahie avant même que d'éclater. »

« Parti révolutionnaire au bon sens du terme », suivant la définition de M. Waldeck Rochet, le P.C.F. a-t-il bouclé sa boucle ? Produit d'une greffe sur le tronc socialiste, a-t-il déjà annulé simplement ses cinquante années d'expérience avortée pour reprendre le statut des partis sociaux démocrates d'antan ? Et déjà ce qui a surgi en mai à la gauche du P.C.F. n'est-il pas l'inévitable compensation à son intégration à la société établie ?

LES RELATIONS SYNDICATS-PARTIS

Pour les guesdistes, avant Lénine, le syndicat présente un double caractère : sa « neutralité » pour toucher le plus grand nombre, sa dépendance par rapport au parti socialiste. En 1908, Griffuelhes dénoncera avec violence les thèses guesdistes selon lesquelles, dit-il : « L'action syndicale, étant essentiellement réformiste, doit se subordonner à l'action politique, essentiellement révolutionnaire... » (8). De là, nécessairement, chez les syndicalistes socialistes de l'époque, le sentiment que dans tous les domaines leurs thèses doivent prévaloir contre les syndicalistes non socialistes : « l'état d'esprit tout spécial du citoyen Guesde fait que les actes inspirés d'une conception autre que celle qu'il s'est faite du monde

moderne constituent une *dévi*ation ». Ne sont-ce pas là les termes de la polémique entre la C.F.D.T. et la C.G.T. à l'issue de la crise de Mai. Sans doute, est-ce chez Lénine que l'on trouve la formulation la plus élaborée du schéma marxo-guesdiste : un syndicat neutre « réformiste » au service d'un parti révolutionnaire » (9). Mais la conception de Lénine reposait sur un fondement historique objectif : en Russie, la révolution fut le fait des bolcheviks et non des anarchistes ou des faibles syndicats. La problématique de la France s'est trouvée en fait plus proche de celle imaginée par Georges Sorel : « On pourrait comparer les socialistes parlementaires aux fonctionnaires dont Napoléon avait formé une noblesse et qui travaillaient à renforcer l'Etat légué par l'Ancien Régime. Le syndicalisme révolutionnaire correspondrait assez bien aux armées napoléoniennes, dont les soldats accomplirent tant de prouesses, tout en sachant qu'ils demeureraient pauvres. Qu'est-il demeuré de l'Empire ? Rien que l'épopée de la Grande Armée ; ce qui demeurera du mouvement socialiste actuel, ce sera l'épopée des grèves » (10).

Implicitement, la liaison syndicats-partis implique une stratégie de type Front Populaire où la victoire politique précède la victoire sociale, c'est-à-dire où la grève ne joue qu'un rôle d'appoint pour catalyser le regroupement des forces d'opposition et créer une dynamique unitaire. Même Mai a bien montré qu'une grève insurrectionnelle ne pouvait que nuire à la stratégie parlementariste : le paradoxe de mai, c'est que précisément la bataille fut perdue parce qu'elle ne fut pas livrée. Dès lors qu'était refusé l'affrontement — « la lutte, dit Clausewitz, consiste à sonder les forces morales et physiques au moyen de ces dernières » — après qu'il eût paru inévitable, c'était s'exposer au reflux parlementaire. Comment le P.C.F. et la C.G.T. auraient-ils pu lever la contradiction entre leur « maturité » parlementaire et leur vision d'un Etat marxiste, entre un vocabulaire révolutionnaire et une pratique modérée ?

Paradoxalement, ce que l'explosion de mai a fait surgir ne trouvera de solution que dans la mesure où les syndicats seront contraints à la défensive, voire à l'inaction. Les négociations collectives, pour peu qu'elles deviennent une réalité, risquent de dissuader les états-majors d'aborder au fond les problèmes sur lesquels ils butent depuis trois quarts de siècle : réformisme ou révolution, violence ou action légale, rapports syndicats-partis. Faudra-t-il s'en remettre aux invisibles maturations de l'histoire pour que les syndicats tirent les leçons de mai ?

Gérard ADAM.

(8) Griffuelhes (V.), « L'action syndicale », p. 43 et 51.

(9) « Le parti exerce son influence sur les larges couches des travailleurs restant en dehors du Parti par les fractions et cellules communistes de toutes les autres organisations ouvrières, avant tout dans les syndicats ». La Maladie

infantile du communisme, Paris, Editions sociales, 1953. Sur tout ce problème on se reportera à Julliard (Jacques), Lénine, le syndicalisme et la spontanéité ouvrière, Cahiers Reconstructions, décembre 1963, no 69.

(10) Sorel (Georges).

De la critique de l'Université à l'Université critique

par Madeleine Grawitz
et Pierre-Henri Teitgen

« **L** ES événements de mai comme tous les événements historiques charrient le meilleur et le pire », écrivait Raymond Aron, expliquant ainsi la diversité des réactions qu'ils ont suscitées chez les gens de bonne foi. Nous ajouterons que les mouvements politiques et sociaux ont encore ceci de particulier, qu'ils provoquent puis regroupent en des attitudes simplifiées (pour ou contre, oui ou non) des motivations individuelles très hétérogènes : histoires personnelles, projections, défoulements, rêves ou rancœurs, force ou faiblesse, bref, des réactions viscérales qui rendent la confrontation des points de vue difficile. Même les faits les plus simples ne sont pas perçus en tant que tels mais

A la différence de la Sorbonne, le Droit comptait peu d'anarchistes. L'exigence chrétienne se révélant d'ailleurs aussi impérative que l'autre.

A noter également, que contrairement aux allégations suivant lesquelles les *bons étudiants* « préparaient leurs examens et ne participaient pas aux événements », les chefs de file les plus revendicatifs étaient de très bons étudiants.

On s'est beaucoup moqué des *fils de bourgeois* venant « faire la révolution » en « Triumph ». Sans doute ne courraient-ils pas les mêmes risques que leurs camarades obligés de gagner leur vie, dont l'enthousiasme était tempéré par la crainte des conséquences possibles des événements : récession, chômage, etc. Il serait plus juste, au lieu de leur reprocher les facilités que leur procurait leur origine sociale, de se réjouir qu'elle ne les ait pas conditionnés totalement, et que *la Triumph* ne suffise pas à remplir leur existence. Disons, enfin, qu'en bons juristes, les *pré-occupations de structures*, d'organisation, voire de textes de constitution ont

Nous sommes les fils de putain, de cette grande putain qu'est la société dite de consommation, la société technocratique, le dortoir universel du genre humain. (Extrait de l'Arc). — La philosophie sera terroriste. — Les étudiants qui s'étaient révoltés et qui ont lutté courageusement contre les C.R.S. comprennent de plus en plus nombreux que la véritable force qui peut abattre le pouvoir du grand capital, c'est la classe ouvrière. La classe ouvrière a pris des mains fragiles des étudiants le drapeau de la lutte contre le régime. Les étudiants progressistes se mettent au service des luttes des travailleurs sous la direction des larges masses d'ouvriers. (Mouvement de soutien

aussitôt transposés, amplifiés en significations abusives ou en interprétations déformantes.

Frappés par les jugements si variés portés sur l'attitude des étudiants, nous avons imaginé, faute de pouvoir la tenter, l'expérience suivante : l'on demanderait à un échantillon de spectateurs de bonne foi de choisir sur une liste, les qualificatifs les plus appropriés, qui d'après eux caractérisent la démarche, le visage, l'expression, bref, l'impression produite par des jeunes, filmés sans être prévenus dans le hall de la Faculté de Droit, rue d'Assas à Paris, mais un des films aurait été pris en octobre 1967 et l'autre en mai 1968. Il est à peu près certain que tous les juges auraient été frappés par l'aspect vivant, actif, joyeux, en même temps responsable... et bien élevé (même avec les cheveux longs) des étudiants de mai, leur façon de marcher plus tonique, de regarder plus haut, par rapport à l'attitude passive, morne ou coupée de mouvements de chahut désordonnés ou puérils, de ceux d'octobre.

L'expérience n'étant malheureusement qu'imaginaire, certains continueront à s'indigner de la présence de ces canards sauvages dans la maison du Droit, là où d'autres garderont le souvenir ému d'une jeunesse en pleine mutation.

L'INADAPTATION DE L'UNIVERSITE ACTUELLE

Nous parlerons seulement ici de la Faculté de Droit de la rue d'Assas, à Paris, ce qui limite et détermine les réflexions qui vont suivre.

toujours été prédominantes.

Nous n'insisterons pas sur les causes des événements, bien qu'il faille en rappeler quelques-unes, car elles expliquent en partie les revendications des étudiants et plus particulièrement cette Université Critique idéale que beaucoup réclament. Il est difficile de juger de la virulence du microbe de la souche nanterroise et de mesurer la réceptivité du terrain, mais il est évident qu'une poignée d'enragés n'aurait pu déclencher un mouvement d'une telle ampleur, si tous n'avaient éprouvé une profonde insatisfaction. Partagée, exprimée collectivement et activement, celle-ci devait, par compensation, créer un sentiment de *solidarité* d'autant plus précieux, qu'il arrachait les étudiants à leur passivité et surtout à leur *solitude* en même temps qu'à *l'isolement de la Faculté*. Ce n'est pas sans raison que l'insurrection s'est montrée plus étendue à Paris qu'ailleurs. Dans le gigantisme de la capitale, les étudiants, surtout dans leurs premières années d'études, sont isolés dans la masse et présentent tous les caractères de la « foule solitaire » dont parle Riesman.

Cette solitude est encore renforcée par l'impression de ghetto que suggère l'Université dans la mesure où elle est coupée du monde par le style de ses enseignements, trop souvent aussi, par leur contenu.

Nous n'insisterons pas sur l'abus des *cours magistraux* qui, indispensables à petite dose pour des débutants, ou, au contraire des spécialistes, doivent être progressivement réduits à des leçons d'initiation, ou à quelques cours originaux ou théoriques. La réaction

des étudiants réclamant une plus grande part de méthodes actives, de travaux pratiques, de discussions, bref, une participation, est saine et raisonnable.

Certains professeurs ont déjà depuis plusieurs années opéré cette reconversion des méthodes et si le problème ne bute pas sur l'obstacle du nombre, il devrait être résolu dans l'avenir.

En ce qui concerne le contenu des enseignements (non pas les programmes mais leur esprit), la difficulté est plus grande, car l'on se heurte aux divers aspects de la notion d'objectivité. Sous prétexte de neutralité et de la nécessité d'enseigner le droit positif, le contenu de l'enseignement se limitait trop souvent à son seul aspect technique, à une analyse des textes et de leur évolution : contrat de travail, loi sur les sociétés, mécanismes des prix.

Disons, d'abord, que l'analyse technique, en matière sociale, n'épuise pas la réalité et même qu'un certain type d'abstention la déforme. On peut par exemple, expliquer aux étudiants, que, dans le cas d'un renvoi abusif d'un salarié, l'article 1382 fondement de la responsabilité, impose à l'employeur réparation du dommage causé, mais si l'on n'ajoute pas que ce droit permet ainsi au patron de ne pas réintégrer le militant syndicaliste gênant, et de se débarrasser de lui avec une somme d'argent, on ne montre pas la réalité telle qu'elle est, on omet même le plus important.

De plus, se borner à décrire, même honnêtement, ce qui est, n'est-ce pas bien souvent se priver de l'enrichissement de la critique et surtout de l'apport de l'imagination ? C'est fermer à la jeunesse la porte de ce qui l'intéresse : la recherche du monde à construire, de ce qui pourrait être. On parle souvent de l'aspect desséchant du Droit, alors qu'il devrait y avoir peu de disciplines plus stimulantes que celle qui consiste à inventer les structures de la société de l'avenir. Si les juristes sont comme nous le pensons les architectes de la cité future, encore ne faut-il pas les obliger à refaire indéfiniment les plans du Panthéon.

Bien entendu, les étudiants doivent apprendre à apprendre et emmagasiner des connaissances, mais ils réclament de passer moins de temps à étudier la technique et davantage ses fondements et ses conséquences. L'évolution de la jurisprudence concernant l'enfant naturel est utile, mais il faudrait aussi se demander ce que pourrait être un statut de l'enfant. Méditer sur l'idée de démocratie chez Tocqueville ou chez Marx est formateur, à condition d'imaginer aussi les formes de la démocratie de demain.

Enfin, et c'est un des griefs les plus importants des étudiants contre l'enseignement actuel : cette fameuse *objectivité* qui l'inspire, cette étude neutre et technique de la réalité, aboutit qu'on le veuille ou non, à la soumission des esprits à cette réalité, à un conditionnement dans le sens le plus conformiste. Ne pas prendre parti face au monde tel qu'il est, c'est l'accepter, et l'objectivité se transforme obligatoirement en défense de l'ordre établi.

C'est cet excès de conformisme qui, par un classique mouvement de réaction, amène aujourd'hui les étudiants à vouloir transformer l'Université en base d'attaque contre la société. Sans doute, tous les étudiants ne contestent-ils pas avec la même vigueur. Tous ne souhaitent pas se compliquer la vie en se posant des questions, tous ne souhaitent pas remettre en cause avec la société leur confort intellectuel et moral. Parmi eux, certains se sont adaptés à l'état de choses actuel... Des diplômes obtenus avec un minimum de présence et de participation, grâce à l'absorption hâtive de « photocopiés », restitués tant bien que mal le jour de

l'examen, tout cela convient aux moins exigeants ou à ceux qui, conditionnés par le seul système qu'ils aient connu, n'aspirent pas consciemment à autre chose.

L'UNIVERSITE CRITIQUE EST A INVENTER

Si presque tous les étudiants, même ceux qui ne l'expriment pas ouvertement, sont d'accord sur la critique de l'Université, si de nombreux professeurs l'admettent, les uns et les autres sont beaucoup plus divisés sur les remèdes et les solutions. *L'Université Critique, elle, reste à inventer.*

Il ne suffit pas d'autoriser les palabres. Il y a tout de même des connaissances, une formation juridique à acquérir. Concrètement, comment concilier le besoin d'ouverture, de discussions, de remise en cause, des étudiants et l'impératif d'un programme national ?

La modification des méthodes d'enseignement devrait permettre aux professeurs de renvoyer plus souvent l'étude des questions de cours aux ouvrages et de libérer ainsi du temps pour des discussions approfondies sur certains points du programme ou sur un événement de l'actualité, mettant en cause l'un de ceux-ci. Si un problème rencontré déborde le cadre du cours par son ampleur ou ses implications théoriques, politiques, ou au contraire sa trop grande spécialisation, si un événement survient méritant réflexion et discussion, les étudiants intéressés doivent pouvoir organiser le soir un débat, en faisant appel à des personnalités de tendances diverses.

Cette possibilité existe dans de nombreuses universités étrangères et ne devrait pas soulever de difficultés insurmontables. C'est une question d'organisation et de discipline. Le vrai problème ne relève pas tellement de textes autorisant telle ou telle initiative, créant tel ou tel organigramme nouveau, mais comme toujours, de l'ambiance qui régnera à l'intérieur de l'Université. Evidemment des mesures peuvent accélérer ou freiner certaines tendances, mais c'est de l'état d'esprit de chacun, de l'autodiscipline des divers groupes, que dépend l'évolution de l'ensemble. C'est pourquoi, il importe de mettre en garde les étudiants contre les déviations possibles de l'idée d'Université Critique, qui la compromettraient au départ.

C'est d'abord une tendance à contester les professeurs en bloc, parce que quelques-uns parmi eux incarnent encore l'Université de grand papa (mais de même que tous les étudiants ne sont pas révolutionnaires, tous les professeurs ne sont pas réactionnaires), et surtout parce que certains étudiants s'inspirent de ce qui nous paraît un emprunt maladroit au syndicalisme ouvrier. Or, le rapport enseignant-enseigné n'a rien de commun avec la lutte des classes à l'intérieur de l'entreprise. Le mandarin lorsqu'il existe n'est en aucune manière un exploitant, et professeurs et étudiants ne sont séparés par aucun intérêt opposé. Au contraire, même durant le sacro-saint et si contesté rite de l'examen, le professeur, s'il joue malgré lui le rôle de « sélectionneur », devient un juge, en aucun cas un adversaire.

Le problème de l'examen est un exemple typique de l'importance des motivations et de l'ambiance. De nombreux professeurs ont depuis fort longtemps fait passer des épreuves par petits groupes et bien souvent discuté de la note à mettre avec les intéressés eux-mêmes. Ce comportement ne soulève pas de difficultés dans une atmosphère de confiance, pour un professeur qui connaît ses étudiants (condition qui exclut encore le très grand nombre). Mais quand, les étudiants orchestrent bruyamment une contestation générale, des « jurys

secrets » réclament la présence d'un des leurs pour surveiller la notation (les uns reconnaissant qu'il s'agit là effectivement d'une mesure de méfiance, les autres déclarant qu'il s'agit seulement pour eux d'être mieux informés des critères de sélection), alors ils ont toutes les chances de se heurter à une fin de non recevoir.

Etudiants contre professeurs, non sûrement pas ; ou alors : « tout tout contre », comme le disait Sacha Guitry ! car ils n'auront pas trop de leurs volontés unies, pour construire l'Université de demain. Affaire d'état d'esprit encore, la place de la *politique* et celle de la *contestation*. Il est normal qu'une Faculté de Droit, où l'on enseigne le droit public et la science politique, soit le lieu privilégié de la réflexion et de la critique. Que celle-ci connaisse des périodes plus ou moins intenses est également normal. Mais si l'on entend, par « l'Université critique », transformer un lieu d'enseignement et de recherche en base de propagande, en terrain privilégié de contestation permanente, de fanatisme, voire de violence, alors il y a incompatibilité absolue, contradiction dans les termes. La contestation parce qu'elle est systématique, comporte une intolérance, un a-priori, un nihilisme inconciliable avec la vraie critique qui, elle, implique la recherche intellectuelle de bonne foi, un état d'esprit constructif et accueillant.

Jean Guehenno citait (*Le Figaro*, 13 août 1968 — *L'art de conférer*) cette belle réflexion de Montaigne :

aux luttes du Peuple). — L'Autonomie de l'Université n'est pas : la création d'un îlot « libéré » dans la société ; la définition d'un champ clos qui délimiterait les luttes des étudiants, coupées de la lutte de classes, des luttes ouvrières. La lutte contre la technocratisation de l'Université doit rester une donnée permanente. (Un Comité d'Action Etudiants-Enseignants). — Le béton éduque l'indifférence. — On ne compose pas avec une société en décomposition. — La culture, c'est l'inversion de la vie. Créez. — Tout Etat est policier. — Réinventer la vie. — Professeurs, vous êtes aussi vieux que votre culture. — Les gens qui travaillent s'ennuient quand ils ne travaillent pas.

« Quand on me contrarie, on éveille mon attention, non pas ma colère ; je m'avance vers celui qui me contredit, qui m'instruit. La cause de la vérité devrait être commune à l'un et à l'autre. » Et Guehenno ajoutait : « tout l'honneur sera toujours de continuer à chercher, et l'avisillement de l'esprit commence dès qu'on est sûr d'avoir trouvé ».

Il fut certainement irritant, sinon choquant, pour des jeunes gens de vingt ans en 1968 d'entendre trop souvent évoquer l'Université comme une vieille dame très fragile. Nous devons accepter de voir disparaître certaines valeurs auxquelles nous étions attachés, au profit de valeurs nouvelles, à l'Université comme ailleurs, mais à condition de garder l'essentiel. *Qu'est-ce que l'essentiel pour l'Université ?* Sans hésitation possible, nous répondons c'est de *former des hommes*. L'Université dispose pour cela de moyens qui lui sont propres. Pas d'école de haute montagne, ni de compagnies de parachutistes pour donner le goût de l'action, la maîtrise de soi ou pour former des caractères. C'est vrai. L'Université ne peut agir que sur le plan de l'intelligence, de la conscience et des sentiments.

D'abord, avec toute la responsabilité que cela implique par l'exemple le plus proche, le plus vivant, de celui qu'il faut bien appeler le maître, qui selon toutes les variantes personnelles, avec ou sans autoritarisme, paternalisme, passion engagée, tolérance, modestie, talent ou ennui, enseigne comme on l'a dit : « plus ce qu'il est que ce qu'il sait ». Mais surtout sans vouloir ouvrir un

débat sur la *notion de culture*, disons que celle-ci est l'indispensable et irremplaçable moyen de s'approprier le patrimoine humain, de prendre conscience, *dixit* Platon, de cette différence qui nous distingue des autres espèces. Comme l'écrivait récemment André Philip (*Le Monde*, 5 septembre 1968 — *la politique dans l'Université*) : « Educateurs et étudiants sont engagés dans une confrontation permanente avec tous les autres hommes dans le temps et l'espace, à travers l'étude de leurs œuvres et de leur action. »

Que l'Université prépare plus ou moins directement à tel ou tel métier, qu'elle remplace le latin par le russe ou par les mathématiques, mérite certes, réflexion, mais le plus important demeure l'homme qu'elle forme. Peut-être l'avait-elle un peu perdu de vue sous le poids des programmes et de la course aux diplômes. « C'est l'esprit même de l'Université qu'il faut changer, écrit encore Jean Guehenno (*Le Figaro*, 11 juillet 1968 : *un long travail*). Il faut se déshabituer de penser qu'on y entre que pour parvenir. Toute la question est d'aider chaque homme à devenir tout ce qu'il peut, à le préparer à servir là où il le fera le mieux... La révolution scientifique ou technique crée l'abondance et assurera une nouvelle administration des biens et des choses. Mais la vraie révolution concerne les hommes, les personnes, leur vie intérieure, leur bonheur et leur dignité. »

Sans doute, mais on ne peut méconnaître combien la révolution scientifique conditionne celle des hommes. La culture, aujourd'hui, implique non seulement la connaissance du passé, mais aussi l'étude de ce qui prépare l'avenir. L'on n'a pas assez souligné qu'en s'opposant à la *société de consommation*, les étudiants repoussaient autant, sinon davantage, le culte de l'*efficacité*. Ils refusent d'être des rouages aussi bien de la production que de la consommation, ils refusent, dans les deux cas, d'être réduits à la condition d'objet.

L'accent n'est pas mis sur la vitesse du changement, mais sur son orientation ; une conception volontariste du progrès est opposée à une conception déterministe, note Bertrand de Jouvenel (*Analyse et prévision VI*, 1968, *l'explosion estudiantine*).

« Ils ne refusent pas le progrès technique, écrit Raymond Aron dans *La révolution introuvable*, ils voudraient une société où l'abondance n'entraînerait ni l'obsession du succès, ni le souci prédominant de la production, ni l'attachement futile aux objets ; ils voudraient une société efficace qui assure la qualité de l'existence ». Et Raymond Aron ajoute : « Nous arrivons là à des idées fortes et confuses, sur lesquelles le discours raisonnable devient presque impossible. » Nous pensons au contraire que c'est là que commence le discours raisonnable. Ces jeunes gens sont bien inspirés de vouloir sauver « la qualité de l'existence », même s'ils ne savent pas très bien comment. On souhaite qu'ils partagent tous cette préoccupation et que la poursuite de cet objectif soit prioritaire au programme de l'Université Critique.

Disons enfin pour terminer que former des hommes, ce n'est pas seulement développer l'intelligence, mais aussi le sens des autres, la compréhension, la *générosité*. Les progrès de l'humanité ont toujours été marqués par l'extension parallèle de la tolérance et de la notion du

prochain. Que les chrétiens de gauche comprennent donc qu'à peine conquise la laïcité, encore plus récemment à peine acquis le respect du droit à l'incroyance et suggérée la modération du zèle dans le prosélytisme, ce n'est vraiment pas le moment d'instaurer une nouvelle forme de fanatisme ni même de « refuser la liberté aux ennemis de la liberté ».

En 1970, la culture réclame sans doute moins des citations de Cicéron que la connaissance du taux d'expansion des pays sous-développés et de la feuille de paie d'un ouvrier spécialisé. Raymond Aron cite une étudiante de Sciences Po déclarant avoir « découvert les ouvriers » grâce à la révolution de mai. Il est bien regrettable que l'Institut d'Etudes Politiques ne s'installe plus à Nanterre ainsi qu'il l'avait été envisagé. La future « élite de la Nation » aurait au moins découvert, sans attendre la prochaine révolution, les bidonvilles de la société d'abondance.

La popularité de Che Guevara, malgré l'ambiguïté du mythe, révèle, en tous cas, chez les jeunes, le besoin de compenser par l'image du héros « romantique » le modèle sec et technocratique qui leur est trop souvent proposé.

Nous avons parlé en commençant du meilleur et du pire. Chacun de nous retient ce qui l'a frappé : telle expression de violence ou telle image porteuse d'espoir, et chacun la projette sur l'avenir en fonction de son tempérament.

Comment oublier ce beau soir de juin où les étudiants de Nanterre accueillaient, dans les amphithéâtres, les habitants des environs. Dans le grand hall, sur la mosaïque glissante, un petit enfant nord-africain de six ans avançait émerveillé, à la conquête de cet autre monde. Marc Bloch écrivait que celui qui ne vibre pas au récit de la Fête de la Fédération au Champ de Mars, autant qu'à celui du Sacre des Rois à Reims, n'a pas une âme d'historien. Nous serions tentés de penser que celui qui s'enthousiasme pour la copie érudite du brillant élève, mais ne ressent pas d'émotion devant le graffiti mystérieux d'un étudiant inconnu : « *sous les pavés, la plage* », celui-là n'a sûrement pas une âme de professeur.

Madeleine GRAWITZ

Pierre-Henri TEITGEN

Sur la motion de Censier

Révolution dans la philosophie ?

par Etienne Borne

LA philosophie, telle qu'elle est aujourd'hui et telle qu'elle est enseignée dans les lycées et facultés des Lettres (et Sciences humaines), ne pouvait être épargnée dans l'ouragan de contestations qui vient de déferler sur l'Université française ; selon la loi d'escalade qui est le trait caractéristique de ce mai révolutionnaire, les mises en question se sont vite radicalisées et, par-delà l'enseignement de la philosophie, c'est la philosophie elle-même qui, pour son bien ou son malheur, a été menacée d'une totale subversion.

Certes, il y eut dans les établissements universitaires tant d'assemblées — qui bien que forcément multiples, parcellaires, partiales ne s'en déclaraient pas moins, avec une belle précipitation, générales et souveraines — et, par suite, en sont issues tant de motions disparates jusqu'à la contradiction que, sur le seul sujet de la philosophie, il est impossible de les rassembler matériellement et d'en faire une synthèse honnête, d'autant plus que cette abondance contrastée pourrait bien exclure l'idée même d'une synthèse. On se contentera donc de prélever et d'apprécier un seul échantillon, l'un des plus significatifs, on veut dire le texte élaboré et adopté par « l'Assemblée générale de philosophie de Sorbonne-Censier » (ou, pour faire court, le texte Censier). Document remarquable par la vigueur brutale de ses affirmations, la cohérence de ses positions et propositions, la parfaite limpidité de ses intentions, et qui entreprend une rigoureuse épuration de la philo-

sophie qu'il s'agit non de guérir, ce serait une thérapeutique réformatrice, mais d'opérer, par une chirurgie révolutionnaire, de ces tares si évidemment bourgeoises que sont l'inflation rhétorique, la mystique de la pensée pour la pensée qui n'est qu'auto-idolâtrie, les idéologies moralisantes et métaphysiques qui ne sont qu'enflure à prétentions culturelles, bref de tout ce qui en elle ne dissimule que trop bien sa complicité avec un monde réprouvé par les insurgés de mai. Cette philosophie, libérée de ses aliénations, pourrait être doctrine d'Etat dans une société post-révolutionnaire, et il se pourrait même qu'avant que société et Université abordent à ces rives heureuses, quelque ci-devant ministre de l'Education nationale, confondant, dans sa hâte novatrice, le classique et le réactionnaire, se laisse séduire par le prestige charismatique d'une assemblée de mai à Censier et aille chercher de ce côté commencement d'idées et ébauche d'inspiration pour réformer l'enseignement de la philosophie. Il est donc utile de connaître la philosophie telle qu'en elle-même ou dans le contraire d'elle-même la change le texte de Censier. On ne séparera pas analyse et évaluation, le texte de Censier lui-même mettant en garde contre une impossible neutralité.

POUR LA FONCTION ENSEIGNANTE

En premier lieu — et comment ne pas l'en louer ? — le texte Censier est une bonne et efficace défense de la fonction enseignante, particulièrement indispensable,

lorsqu'il s'agit d'apprendre la philosophie à ceux qui ne la savent pas encore. Certes un jour peut venir où dans une société sans classes, les hiérarchies artificielles abolies, s'effacerait la distinction de l'enseignant et de l'enseigné, comme disparaîtrait la séparation (on dit mieux et plus énergiquement « la distanciation ») entre l'artiste et son public. On pourrait chercher, en se faisant disciple d'une motion proprement magistrale, si cette vue d'avenir relève, suivant l'un des maîtres mots utilisés à Censier, de la « scientificité » d'une saine prospective ou si elle n'est qu'idéologie utopique, utile pour animer le combat révolutionnaire. On laissera la réponse en suspens et on remarquera seulement qu'enseignants et enseignés de Censier ne tiennent pas pour aliénante la fonction enseignante dont ils poseront, en se « distanciant » d'un extrémisme courageusement désavoué qu'elle n'est haïssable que dans ses perversions et ses détournements. Pour formaliser cette dernière proposition, on pourrait dire de la fonction enseignante qu'elle est mauvaise par accident et bonne par essence. Le texte de Censier affirme en maints endroits la valeur du concept, et il fait ainsi la preuve que les concepts les plus classiques, tels ceux d'essence et d'accident (celui-ci étant une déviation infligée de l'extérieur qui rend une existence inégale à sa propre essence), sont absolument nécessaires aux philosophies révolutionnaires pour penser clairement la révolution : un détournement bourgeois de la philosophie est alors

efficace, puisque la société est à refaire et la philosophie à épurer, il y a un vertige anarchiste de la contestation, une contestation devenue folle qui à la limite s'en prendrait à la validité de ce que, non sans quelque soupçon de vénération, on nommait à Censier « le savoir ».

Le texte de Censier démontre donc, non selon de complaisantes rhétoriques mais à force de sévère logique, qu'il faut des professeurs de philosophie, non pas à partir de situations sociales à préserver, mais en faisant argument de la seule nature de la philosophie, enseignable et transmissible de soi, parce qu'elle est la philosophie, ce qui fait une raison à la fois nécessaire et suffisante. Le raisonnement qui conclut à la nécessité des enseignants en prenant comme prémisses le caractère spécifique d'un enseignement, est un modèle de pensée correcte et il est remarquable qu'il ait convaincu si aisément une foule d'enseignés en plein épisode révolutionnaire. Tout au plus pourrait-on craindre que, puisque la contestation est déjà si rigoureusement limitée et si exactement orientée dans l'état actuel de la société et de la philosophie, elle ne soit absolument proscrite lorsque dans une société libérée de l'exploitation et qui se confondrait avec un mai perpétuel, la philosophie étant alors nettoyée de toute trace d'idéologie, la contestation évidemment sans objet ne soit inutile autant qu'absurde et n'apparaisse plus, à supposer qu'alors le diable puisse montrer la pointe

de ses cornes, que comme la triste survivance des doutes métaphysiques d'un âge périmé.

Les gens qui ne travaillent jamais ne s'ennuient jamais. — Libérez l'expression. — La société est un fleuret carniver. — Toi, mon camarade, toi que j'ignorais derrière les turbulences, toi, jugulé, apeuré, asphyxié, viens, PARLE-NOUS. — Abolissons toutes les aliénations. — Les professeurs nous font vieillir. — L'anarchie c'est « JE ». — Après les barricades on ne peut plus passer les examens comme avant. — Enragés de tous les pays, unissez-vous. — Soyez réalistes, demandez l'impossible. — Discutez, il en restera toujours quelque chose... — La France : 49 millions de voyous, 1 million de dissidents. — Je ne fais pas le bien que je hais, je fais le mal que je veux. — « Le

COMPRENDRE
LES ŒUVRES :
CULTURE
ET STRUCTURES

défini comme une perversion accidentelle de l'essence de la philosophie.

Le résultat de cette analyse très conceptuelle est d'une importance capitale : quelles que soient les vicissitudes temporelles, la philosophie vaut par elle-même comme communication d'un savoir. La contestation du cours magistral laisse ici invulnérable la fonction magistrale. L'autorité du philosophe ou plutôt du professeur de philosophie ne vient pas de quelque contamination des hiérarchies établies ni de quelque fonction à demi-avouée de conservation culturelle puisque dévêtue des privilèges abusifs, démystifiée et désaliénée, cette autorité du professeur de philosophie, autorité rendue à elle-même, à sa propre essence, tient seulement à l'autorité de la philosophie, c'est-à-dire du savoir. Il est par conséquent aberrant de dénoncer une oppression intolérable, qui fait l'enseigné passif devant l'activité enseignante, dans la transmission du savoir. Le mai de Censier était, on le voit, singulièrement vigilant à l'égard des plus effervescents parmi les écarts de mai. Cette réfutation en forme d'une hérésie gauchiste, bien faite pour être agréable aux intellectuels communistes, se situe dans la droite ligne de la tradition philosophique : Platon et Aristote, Saint-Thomas et Descartes considéraient la philosophie comme un savoir et un savoir transmissible. Et tels des Robespierre et des Saint-Just, tenant à honneur et à rigueur de retrancher de la révolution les enragés hébertistes, les auteurs du texte de Censier congédient les démagogues de la contestation. Car s'il est une contestation nécessaire et

En deuxième lieu, le texte de Censier considère que l'apprentissage de la philosophie requiert la connaissance et l'intelligence des œuvres philosophiques, que la philosophie ne saurait être étudiée en faisant table rase de son histoire, bref que tout un héritage de pensée ne pourrait être répudié sans conduire la philosophie au suicide. La thèse, ici encore de fort bon aloi, montre que les révolutionnaires de Censier se font de la révolution une idée assez clairement positive pour la distinguer d'une révolte de rupture totale qui détruirait le temps et se confondrait avec un pur et simple nihilisme. Voir dans la réflexion sur le passé de la philosophie non pas un exercice préalable à la recherche philosophique, mais l'un des objets essentiels de cette recherche, ce propos est certes le corollaire d'une certaine idée de la philosophie comme savoir transmissible, sur laquelle on vient de mettre l'accent, mais il a aussi une valeur en-lui-même et il commence à donner figure à la philosophie de Censier, à condition d'écarter une méprise et d'apporter ici une détermination décisive : si les philosophes de Censier ne contestent pas qu'ils aient eu des prédécesseurs, que Platon, Descartes, Kant ou mieux encore les textes de Platon, de Descartes, de Kant, et plus précisément un certain type de discours, à chaque fois différent, qui s'articule à travers ces textes et promeut leur cohérence en système, sont aujourd'hui un indispensable aliment de l'entreprise philosophique, ils savent d'avance qu'ils ne trouveront chez les philosophes du passé aucune vérité pensable et praticable de nos jours ; certes il

importe de savoir par quelles étapes est passé le discours humain, étapes jalonnées par les noms et les œuvres de ceux qu'une équivoque tradition, à démystifier elle aussi, appelle les grands philosophes, d'où l'importance philosophique de l'histoire de la philosophie qui est, en fin de compte, l'histoire de la raison ; mais l'état où est parvenu aujourd'hui la raison humaine ne pourrait que dévaloriser les moments antérieurs si on les prenait comme autant d'absolus et si on ne les situait pas justement dans une histoire qui ne reçoit pas d'ailleurs mais qui est à elle-même sa propre intelligibilité.

Ainsi le document Censier propose ou plutôt impose assez dogmatiquement à l'enseignement de la philosophie une méthodologie qui n'est pas doctrinalement neutre puisqu'elle implique ce que, pour faire court, on nommera un historicisme. Les œuvres philosophiques doivent être considérées comme des productions, inséparables des constellations historiques diverses dont elles dépendent, et mettre en lumière ces relations de dépendance est la première tâche d'un travail d'explication, car la vérité d'un texte d'abord n'est pas dans le texte, mais dans le contexte. Méthode qui n'a rien de révolutionnaire ni même de vraiment neuf, qui a fait autrefois la fortune de Lanson et du lansonisme, et les beaux jours de la critique universitaire des textes littéraires par la recherche et la détermination de leurs sources. Méthode qui, de la Sorbonne-1900 à la Sorbonne-Censier-1968, récuse comme mystificatrices les pseudo-notions de génie ou de création, qualités occultes, expressions d'un âge métaphysique dépassé, et qui ne donneraient des œuvres philosophiques abusivement soustraites à leurs conditions de produits culturels et devenues de mystiques manifestations de l'Esprit, qu'un fantôme d'explication qui est la négation de toute intelligibilité positive. Méthode qui, renouvelée, approfondie, affinée par les divers procédés de la psychanalyse permet aujourd'hui de mieux décoder les textes, en décelant et en déterminant quelles sortes d'intérêts politiques et sociaux, moraux ou religieux servaient, sans bien le savoir, les philosophies du passé, en mettant en œuvre des problématiques, des modes de raisonnement, des types de solutions qu'on ne saurait désormais considérer comme autonomes, puisque se trouve dissipée, par la connaissance des conditionnements culturels, cette apparence si trompeuse de libre réflexion que peut donner une « grande philosophie » à une appréhension naïve, aujourd'hui impossible.

Bien qu'il tienne pour valides d'autres méthodes d'analyse des œuvres philosophiques, il semble bien que le document Censier n'en admette véritablement que deux sortes, celle qu'on vient de dire qui va de l'environnement de l'œuvre à l'œuvre elle-même, et une autre forme d'analyse, interne, structurale, dans la mesure où une œuvre philosophique est ainsi explicable doublement par les relations qu'elle entretient avec le champ culturel sur lequel elle se détache, et en outre par l'organisation interne qui en fait une totalité, telle qu'aucune de ses parties, thème ou thèse, ne peut être expliquée que par référence à un tout qui joue le rôle d'un élément organisateur de ses éléments. Le sens d'une œuvre vient à elle du dehors ou se dégage du dedans, et la deuxième sorte d'analyse est le seul moyen de saisir le concept des concepts, l'architecture formelle d'une œuvre qui, beaucoup plus que ce que le philosophe affirme ou croit affirmer sur l'homme, le monde ou Dieu, et qui se ramène à des dénominations extrinsèques et idéologiques, constitue la signification majeure d'une philosophie, sa « systématisme » à défaut

bien entendu d'une « scientificité » encore hors de portée.

Ces deux sortes d'analyse ne font pas une novation absolue ; l'une et l'autre étaient déjà pratiquées et pratiquées même comme complémentaires, exemple qui pourrait instruire et édifier bien des modernes, par le positivisme du XIX^e siècle qui, lorsqu'il esquissait une science des civilisations, dessinait une ébauche et plus qu'une ébauche de ce que devait être le structuralisme et le « culturalisme » du XX^e siècle : un texte jadis célèbre, mais qui, relu aujourd'hui, ne manque pas d'une certaine saveur, relevait triomphalement des analogies de structure entre « *une charmille de Versailles, un raisonnement théologique et philosophique de Malebranche, un précepte de versification chez Boileau, une loi de Colbert sur les hypothèques, un compliment d'antichambre à Marly, une sentence de Bossuet sur la royauté de Dieu* ». On se fait disciple d'Hippolyte Taine (1828-1895), lorsque, négligeant chez lui un empirisme vulgaire qui contredit son propos fondamental, on cherche dans ce qu'il appelait « l'indécomposable abstrait » un principe d'explication pour le concret, le singulier, l'historique et dans la forme ou la structure la vérité de tout contenu, et telle est en effet, méthode et doctrine, la philosophie recommandée à Censier. Reste à savoir si le retour en force de Taine et de sa philosophie du concept parmi les plus avancés de nos contemporains ne serait pas le contraire d'une révolution.

PHILOSOPHIE DU CONCEPT ET METAPHYSIQUE

En troisième et dernier lieu le document de Censier introduit dans la philosophie une coupure radicale entre d'une part l'éthique et la métaphysique renvoyées à l'idéologie et d'autre part la logique et l'épistémologie considérées comme authentiquement philosophiques. Que l'homme parce qu'il est homme ne puisse pas ne pas se poser les problèmes dits classiquement métaphysiques sur le sens de son existence, sa relation au monde et à un au-delà du monde, les contradictions de sa nature et les paradoxes de sa condition, que cette problématique se retrouve d'âge en âge, de culture en culture, à travers les formulations les plus différentes, des propositions de cette sorte que nombre de philosophes contemporains croient défendables, honorables, enseignables, ne sont pas jugées dignes de réfutation, se trouvent rejetées hors même du débat et de la discussion, et ne relèvent plus que du sarcasme, s'il est permis de désigner d'un mot si éclatant une ironie sans style, qui est la part littérairement la plus terne et philosophiquement la plus faible du texte de Censier. Récusant, malgré ce mauvais exemple, une transposition caricaturale d'autrui et donnant à la thèse de Censier toute sa vigueur, on dirait que l'allégation des « problèmes éternels » ne peut être introduite dans la philosophie moderne que comme contrebande idéologique et ne peut s'y réclamer d'un droit de cité (pour les mêmes raisons qui font que la Bible ou le Coran se trouvent nécessairement jetés hors de la culture d'une société en voie de rationalisation intégrale, où l'interrogation religieuse ne saurait avoir ni racines ni sens) ; en effet, et cette conséquence était inévitable dès qu'a été posée une conception à la fois historiciste et positiviste de la philosophie, les problématiques métaphysiques ne renvoyant jamais à une initiative spirituelle, mais étant toujours effets et expression par rapport à un champ culturel qui les soutient et les enveloppe, il ne saurait y avoir une métaphysique

éternelle, même pas à titre de questionnement ; l'histoire positive de la philosophie est faite de démarches intellectuelles, radicalement différentes, qui, par le fait même qu'elles sont « diachroniques », expriment des états hétérogènes tant de la culture que du discours humain ; le divin de Platon et le Dieu de Descartes, mais aussi bien, car l'éthique suit le sort de la métaphysique, le démon de Socrate et la raison pratique selon Kant, relèvent non d'une introuvable réflexion anhistorique mais de deux univers culturels, dont la spécificité propre à chacun interdit toute extrapolation vers l'intemporel. Et au surplus ces démarches qu'on dit identiquement métaphysiques ne sont à chaque fois rien d'autre que des mécanismes ou des modèles logiques, réductibles à un moment bien déterminé de la raison et historiquement situé. Il suffit d'ajouter pour achever d'anéantir le mythe d'une problématique philosophique éternelle que l'état actuel du savoir et de la raison — et c'est le principe ou le postulat premier des thèses de Censier — permet de traiter la résistance de la métaphysique à un inévitable processus liquidateur comme un phénomène culturel de survivance capable de retenir l'attention du sociologue, mais prive de tout avenir philosophique.

L'éclatement de la métaphysique, la réduction concomitante de l'éthique à des modèles culturels de conduite, ne signifient nullement dans le texte de Censier la mort de la philosophie. Celle-ci a un double objet, d'une

la déraison ; or c'est à des propositions de ce genre que la réflexion épistémologique sur les sciences humaines refuserait toute prétention à la « scientificité ». Voilà pourquoi, et c'est l'horizon philosophique ultime du texte de Censier, ce n'est pas l'humanisme qui serait le principe des révolutions jumelles dans la cité et dans la philosophie, mais son contraire, ou plus exactement ce qu'un philosophe qui a l'audience d'un certain nombre d'équipes révolutionnaires appelle l'« anti-humanisme théorique ».

CONTRE L'INTOLÉRANCE DU SYSTEME

Il conviendrait de savoir, pour conclure, si la philosophie définie à Censier peut vraiment s'imposer comme la seule philosophique aujourd'hui enseignable et aussi, puisqu'elle a été formulée dans le contexte de mai, si elle s'accorde comme théorie avec un propos authentiquement révolutionnaire.

Le texte de Censier est un document philosophique, et la philosophie dont il est tributaire et à laquelle il apporte une contribution de plus, est de celles qui nourrissent et entretiennent les recherches et les débats de ce temps ; elle exerce une puissance critique et réductrice qui a toujours été l'une des fonctions essentielles de la philosophie. Nous avons retenu au passage telles de ses thèses qui ont valeur en dehors même du contexte de Censier : nécessité pour la philosophie d'un enseignement de la philosophie, ce que signifiait l'expression au fond tautologique de philosophie scolastique ; recours à l'histoire de la philosophie et à tout un héritage de pensée dont la lecture toujours continuée et la réinterprétation inlassable font une tâche fondamentale de la philosophie et il n'est pas jusqu'à

l'agressivité contre les problématiques métaphysiques et humanistes dont les retombées académiques et l'exploitation pathétique sont si haïssables qu'il ne puisse être en fin de compte profitable et à une métaphysique et à un humanisme qui ont besoin d'être éprouvés par le feu. Lorsqu'il dénonce la fausse autonomie de la philosophie, avance que celle-ci n'a pas d'objet propre qu'elle n'est jamais première, trouve son bien dans ce qui n'est pas elle et l'a nécessairement précédé dans l'ordre des œuvres et des travaux humains, le texte de Censier pourrait bien, contre le dogmatisme du système et du discours intégralement cohérent, dont par ailleurs il n'est pas complètement exempt, toucher à une vérité humaine et humaniste de la philosophie, toujours médiatrice entre un en-deçà et un au-delà d'elle-même, qui ne commence jamais rien, pas plus qu'elle n'achève en synthèse totale l'entreprise la plus lointainement poussée, qui est traversée de tensions inconciliables à son propre niveau, et dont la solution, possible ou impossible, requerrait un dépassement de la philosophie en tant que telle. Enfin le texte de Censier n'a pas tort d'inscrire au programme d'une philosophie vivante et militante, une critique de ce qu'on appelle la culture afin de mettre à part ce que celle-ci comporte de falsifications et de servitudes, et ce qu'elle implique de promesses de libération, car rien n'est plus équivoque que l'idée de culture et plus ambiguë que la réalité qui, tant bien que mal, lui correspond.

Mouvement Révolutionnaire des étudiants et des travailleurs s'étend aujourd'hui aux institutions et aux pseudo-valeurs culturelles de la société de consommation. Le théâtre, la peinture, le cinéma, la littérature, etc..., ne sont plus des arts : ils sont devenus des industries accaparées par une élite dans un but d'aliénation et de mercantilisme. L'ART C'EST VOUS. LA RÉVOLUTION, C'EST VOUS. ENTREE LIBRE à l'ex-Théâtre de France à partir d'aujourd'hui. (Une section révolutionnaire du 10 mai.) — Assez d'actes, passez aux mots. — Soyons cruels. — L'Etat c'est chacun de nous. — Il faut s'endurcir mais ne jamais se départir de sa tendresse. (Che Guevara). — Pas de prof. La connais-

part, on l'a assez dit, l'étude critique de toutes les productions de la culture dans le passé et dans le présent et notamment des œuvres dites philosophiques ; mais aussi, et c'est une ambition non moins vaste, l'inventaire des différentes sortes de discours, la détermination de leurs critères de validité, l'élucidation des fondements pour les diverses disciplines scientifiques ; bref au crépuscule de la métaphysique doit correspondre une promotion de la logique et plus précisément de l'épistémologie. L'une des préoccupations majeures des philosophes de Censier paraît être l'épistémologie des sciences que l'on appelle humaines : quel est le degré de « scientificité », comme ils disent, de la théorie psychanalytique ou d'une sociologie structuraliste ? Voilà le type de questions qui dans l'enseignement de la philosophie seraient appelées à remplacer une problématique métaphysique périmée, justement parce que cette neuve épistémologie et cette vieille problématique seraient incompatibles, et l'alternative étant indépassable, il faudrait choisir entre l'une et l'autre ; la métaphysique traditionnelle était solidaire d'un humanisme, elle accordait dans le discours humain la signification la plus substantiellement riche de problèmes actuels et de solutions virtuelles à un certain nombre de propositions privilégiées dans lesquelles le terme homme était sujet au sens grammatical du mot, propositions du type : « l'homme est un être capable de... » d'où peuvent suivre des attributs dialectiquement opposés et relevant par exemple de la raison comme de

On ne fait donc pas difficulté pour reconnaître ce qu'a de philosophiquement positif un texte dont les moments de santé et de vigueur ne sont pas nécessairement fonction du contexte révolutionnaire. On en rajouterait plutôt aux bons endroits. Il reste cependant que si ce texte prétendait se confondre avec l'essence et le tout de la philosophie, il se révélerait négateur et destructeur de la philosophie — et ce n'est que dans la mesure où il se présenterait, avec probité comme une philosophie en débat possible avec d'autres philosophies, qu'il pourrait garder et même accroître sa vertu philosophique.

Passons rapidement sur ce qui, dans une philosophie du concept qui est alors infidèle à elle-même, n'est pas véritablement défini et conceptualisé : les notions de bourgeoisie ou d'idéologie dont il est fait un usage intempérant ne sont jamais cernées que par des repérages affectifs, négatifs, visant à provoquer le refus et le rejet : est « bourgeois » ce qui n'est pas révolutionnaire, est idéologique l'autre pensée, étrangère donc ennemie ; on sait que bourgeoisie et idéologie sont le mal avant de savoir ce que sont et bourgeoisie et idéologie. N'y a-t-il pas dans ce manichéisme plus proche de la propagande que de la philosophie quelque chose de cette pédagogie « charismatique » que l'on dénonce chez les autres ?

Le plus grave, et qui doit appeler la contestation la plus vive, est cette réification des œuvres philosophiques que le document de Censier fait passer subrepticement comme une exigence méthodologique. Les grandes philosophies sont des objets qu'il convient de chercher à comprendre comme on comprend un objet par ses rapports avec les autres objets et par sa structure ou son organisation interne. On décrète même qu'une philosophie se caractérise par sa « systématité », ce qui est une façon de pousser à la limite le processus de réification d'une pensée, car rien ne prouve a priori qu'une philosophie fasse une totalité cohérente ; elle pourrait aussi bien s'ordonner par rapport à une polarité, nourrir en elle la contrariété de discours parfaitement consistants, mais dialectiquement antagonistes, s'arrêter au moment de se clore logiquement sur elle-même et rester délibérément ouverte à quelque au-delà de la philosophie. Telle fut la pensée de Platon. Telle fut la pensée de Kant. Mais prendre conscience de cet ordre en mouvement chez les grands penseurs, ce serait reconnaître vie et liberté à une philosophie que l'on préfère chosifier en la rendant prisonnière de ces deux destins, sa place marquée dans et par l'histoire, sa structure, toute statique, qui la rend captive d'un immobilisme logique. Comme si l'au-delà de Platon et la contestation de Platon, l'au-delà de Kant et la contestation de Kant n'étaient pas contenus chez Platon ou chez Kant.

Mais on répugne violemment à ce que, par-delà les différences de langage qui pourtant ne sauraient mettre le Logos en miettes, il y ait communication et échange entre la philosophie d'aujourd'hui et les philosophies du passé, que Platon ou Kant soient aussi nos contemporains et que nous trouvions en eux aliment et secours, provocation et défi. Ce dialogue qui est pourtant la vie même de la philosophie, usant de cette intimidation proprement terroriste qui est entrée dans les mœurs des philosophes contemporains, on tente de le ridiculiser et avec quelle lourdeur pédante, comme si attendre des grandes philosophies de l'histoire une attestation de vérité et chercher avec elles une rencontre d'esprit à esprit, c'était se disqualifier aussi radicalement que si on se laissait aller à croire aux revenants, à la télépathie, à la métempsychose.

Pourtant c'est un Nietzsche, célébré de toutes parts comme le plus virulent et le plus efficace des démystificateurs, qui a parlé du dialogue des philosophes et de ce qu'il appelait une interpellation de sommet à sommet. C'est lui-même et aussi Heidegger, auteur moderne et fort honoré dans la jeune philosophie, qui ont cherché dans un contact avec les présocratiques et une réévaluation de leur pensée cette mise en branle qui rend possible l'invention philosophique, laquelle n'est pas — les exemples seraient légion — initiative pure mais reprise créatrice d'une tradition qu'on croyait ensevelie dans le cimetière des cultures mortes et se révèle vivante puisque brusquement elle parle et nous parle.

Qu'une philosophie soit localisable, situable, et que déliée du temps et de la circonstance elle réassume du passé et se projette vers l'avenir, que le déterminisme de son contexte et même certaines de ses pesanteurs intérieures ne puissent jamais se solidifier en destin et lui interdire de poursuivre dans l'histoire une aventure aux vicissitudes imprévisibles, c'est un paradoxe que les dogmatiques modernes du concept, parce qu'elles ne sont pas équipées conceptuellement pour le réduire, préfèrent ne pas voir et en récusent l'éprouvante et significative réalité. Il s'ensuit que la pensée philosophique n'est pas serve du temps ou plutôt que dans toute philosophie tient à un enracinement dans la durée et tend à une inscription dans l'intemporel ; comprendre une philosophie c'est entrer dans cette tension du temporel et de l'intemporel qui est la dialectique unificatrice de ses thèses et de ses thèmes. Le paradoxe de la philosophie n'est en son fond que l'expression et l'émergence, dans un discours ordonné et partagé, de la condition de l'homme qui en effet est tenu par le temps et touche au non-temporel — comme suffirait à le montrer une analyse du concept ou plutôt de l'idée de vérité. Problématique que bravant le respect humain et les interdits promulgués à Censier on ne craindra pas de dire éternelle. On pourrait certes, c'est affaire de vocabulaire et de définition nominale, opposer métaphysique et philosophie (appeler par exemple métaphysique ce savoir intégralement structuré et entièrement cohérent et qui est l'ambition commune, chacun gardant son altitude propre, de Hegel, de Taine et des philosophes de Censier) et avancer que la philosophie suppose comme sa condition nécessaire l'éclatement de la métaphysique. Mais on préfère garder au mot de métaphysique son sens de questionnement sur l'être et la connaissance, les origines et les fins, le destin et la destinée, et alors la philosophie sera une seule et même chose avec la métaphysique. Le montre l'histoire de la philosophie rationnellement interprétée comme circulation, vie et progrès d'une vérité qui ne cesse d'être donnée à l'homme et de se faire par l'homme. Le prouve, dès lors qu'il est honnêtement et logiquement construit, le discours que tout homme éveillé à la conscience de soi ne peut pas ne pas tenir sur sa propre condition.

Le type de philosophie dont on vient de tracer un sommaire raccourci a été, d'une manière parfois oblique, dévalorisé et disqualifié à Censier. Pour éluder le débat avec elle, on l'a mise au pilori, bafouée d'écris infamants : rhétorique, idéologie, révélation charismatique. De cette sorte d'intolérance il faut dire qu'elle est intolérable. Une métaphysique personnaliste, humaniste et spiritualiste, pour relever le terme que, pris de panique, rejettent tous les bien-pensants, non seulement accepte, mais réclame la contestation de toutes les entreprises critiques, et notamment de celle qui a inspiré la motion de Censier — car il sait, ce spiritualisme, qu'il n'est pas invulnérable ; et le contes-

tant qu'il tient à honneur de considérer comme un partenaire, l'aidera à mieux situer ce qu'il a d'inexpugnable — mais il réclame à son tour que lui soit reconnue une égale fonction critique à l'égard des positivistes et des néo-scientistes de l'heure, si tentés de dogmatiser et d'endoctriner. Toute prétention d'une tradition parmi d'autres, d'une école parmi d'autres, d'une chapelle parmi d'autres à régenter la philosophie et l'enseignement de la philosophie ne pourrait être considérée que comme une tentative totalitaire contraire à la fois au libéralisme universitaire et au pluralisme démocratique, qu'il s'agit d'approfondir, de fortifier, de faire passer du formel au réel et non pas d'abolir dans l'effervescence fanatique d'une révolution qui se révélerait alors singulièrement rétrograde dans son esprit comme dans ses effets.

Resterait une dernière question, déjà évoquée, mais qui demeurera en suspens. Un auteur du nom de Marcuse, qui est le contraire d'un spiritualiste, et dans l'œuvre duquel bien des insurgés de mai ont découvert quelques motivations et justifications de leur révolte, considère que les positivismes et les néo-scientismes modernes sont objectivement complices du système capitaliste, de l'oppression bourgeoise, de la société de consommation. Ne reconnaître en effet de vérité que

dans des concepts opératoires, identifiés à leur fonction, et qui n'ont plus de validité que dans leur ajustement réciproque et l'efficacité de leurs prises sur les choses, c'est en dernière analyse faire de l'adaptation de l'homme à son milieu naturel et social une fin aliénante dès lors qu'elle s'impose comme nécessaire et suffisante et tarir ou au moins comprimer ses puissances de contestation et donc de révolution. Au contraire, selon le même Marcuse, les grandes métaphysiques classiques qui distinguent idée et concept, trouvent dans l'idée à la fois une intelligence et une négation du réel, et comme on le voit dans Platon, elles seraient, si on pouvait les actualiser, bien plus propres à réveiller et entretenir la flamme révolutionnaire. L'assemblée générale de philosophie de Sorbonne-Censier ne paraît pas avoir seulement soupçonné qu'il y eût là matière à débat, au moins si on considère la motion qui a conclu et résumé leurs travaux. Il faudrait donc inviter les philosophes de Censier à ne pas redouter la radicalité des questions, et par exemple celle-ci : se pourrait-il qu'en déclarant une guerre inexpiable à la métaphysique et à l'humanisme on s'expose si on gagne à stériliser irréparablement dans la société des hommes le ferment révolutionnaire ?

Etienne BORNE.

Révolution ou crise sociale ?

par André Lebreton

« **C** EST seulement quand le Parlement ne demande plus de comptes à l'Exécutif, quand l'opposition ne s'oppose plus à rien, quand les institutions culturelles sacrifient leurs fonctions traditionnelles aux avantages à court terme d'une association avec le gouvernement en place, c'est alors que les Universités, les rues et les places publiques risquent de devenir le forum d'une démocratie directe et désordonnée. » (1)

Ce texte, qui n'émane pas d'un Français mais d'un homme politique américain, ne concerne pas spécialement les événements qu'a vécus la France en ce printemps effervescent de 1968, et pourtant ne pourrait-il dans une certaine mesure s'y appliquer ?

Les journées de mai-juin furent extraordinaires, exaltantes pour les uns, indignes pour les autres, déconcertantes pour tous. S'agit-il d'une Révolution ?

Selon certaines thèses, il s'agirait d'une véritable révolution, ou tout au moins — puisqu'apparemment elle a échoué — d'une sorte de répétition générale de la révolution victorieuse, ce que 1905 fut à 1917 ; ce serait en tous cas la preuve par les faits que nos sociétés apaisées peuvent connaître des situations révo-

lutionnaires sous l'aiguillon de la jeunesse, substituée à la classe ouvrière dans le rôle de moteur de l'histoire.

Pour d'autres, la nature révolutionnaire des événements serait beaucoup plus douteuse. La « Révolution » y serait « introuvable ». On aurait plutôt assisté à un immense défolement, à un vaste psychodrame, à un « carnaval révolutionnaire », voire à une sorte de spasme d'une nature particulière puisque, pour François Mauriac, la jeunesse « se serait envoyée en l'air ».

Avec le recul du temps, ces événements pourront vraisemblablement apparaître plutôt comme une sorte de secousse, une dernière hésitation du corps social français avant d'accepter la société industrielle moderne.

S'il est vrai, en effet, que la révolte universitaire a, non pas engendré, mais servi de catalyseur à l'éclosion d'une crise sociale, les deux catégories d'événements sont restées indépendantes, et la crise sociale, si grave qu'elle fût, a pu être réglée selon les méthodes classiques appliquées dans les pays occidentaux à la solution des conflits sociaux.

LA REVOLTE UNIVERSITAIRE

La révolte universitaire a surpris par son ampleur et sa brutalité. Elle a éclaté comme un orage dans un ciel bleu, comme un ouragan dans une France qui « s'ennuyait ». Certes, on savait le malaise de l'Université, et le colloque d'Amiens, en mars, avait permis à M. Geismar de lancer ses propos apparemment prophé-

(1) Citation presque littérale du sénateur Fullbright dans « L'arrogance du pouvoir » (traduction française aux éditions Stock). Le texte exact porte « Congrès » au lieu de « Parlement ».

tiques : « La volonté d'innovation véritable et progressiste se mesure dans les lois d'orientation, les lois programmes, et les budgets, ou bien par la grève et dans la rue. » Pourtant, à y regarder de près, la violence de ces propos garde un aspect corporatiste, celui d'une demande classique d'augmentation des crédits consacrés à l'Université. Or, sur ce plan, la carence gouvernementale est beaucoup moins quantitative que qualitative. L'on s'est contenté, en effet, d'augmenter souvent très sensiblement les crédits et de les déverser dans des structures périmées, ce qui affaiblissait singulièrement leur efficacité. Que penserait-on d'un propriétaire qui, désirant améliorer l'éclairage de sa maison, s'acharnerait à augmenter le nombre des bougies et des chandelles, au lieu d'y installer l'électricité ?

La révolte de mai-juin a trouvé dans cette inadaptation des structures des conditions matérielles favorables. On ne passe pas impunément, en vingt ans, de 60.000 à 600.000 étudiants, sans modifier les structures d'accueil. L'afflux des étudiants a en effet entraîné une grave dégradation des rapports enseignants-enseignés, en rendant impossibles des rapports personnels entre professeurs et étudiants, sans que le relai de l'assistant ait pu améliorer la situation. La part d'aléas inhérente à toute forme d'examen, acceptable lorsque ceux qui la subissent constituent une minorité socialement privilégiée, paraît intolérable à la grande masse des étudiants provenant des classes moyennes qui répugnent à jouer leur carrière sur une « impasse malheureuse ou sur l'humeur d'un examinateur ». Et puis 60.000 étudiants peuvent assez facilement prétendre aux emplois supérieurs. On pouvait dire alors, pompeusement, mais sans trop d'inexactitude, que les étudiants constituaient « l'élite » de la société. La grande majorité de ces 600.000 étudiants n'est évidemment pas destinée à diriger la société, mais seulement à lui fournir ses cadres moyens. Encore faudrait-il alors que soit assuré un certain « emboîtement » entre le débit de l'Université et les capacités d'absorption de l'économie.

Mais ce terrain favorable ne suffit pas à expliquer l'explosion. Le hasard, les circonstances ont joué un certain rôle et enfin l'idéologie du mouvement étudiant a su utiliser à la fois ce terrain et ces hasards.

Les mouvements d'étudiants : « Mouvement du 22 Mars », « U.N.E.F. », « J.C.R. », Trotskyistes, Maoïstes, Anarchistes, ont exercé une suprématie idéologique sur un grand nombre d'étudiants politiquement non engagés. L'influence des groupements d'étudiants modérés a été pratiquement nulle.

Cette idéologie prend appui sur le marxisme auquel se réfèrent constamment les leaders du mouvement, par exemple MM. Geismar, Sauvageot et Castro, notamment lors du débat télévisé, face à MM. Capelle, Fanton, et Juquin. Les affiches de la cour de la Sorbonne, les proclamations avaient une tonalité marxisante.

La lutte des classes est le moteur de l'histoire. Les rapports de production constituent l'infrastructure de toute société qui conditionne ses superstructures idéologiques, religieuses, culturelles et institutionnelles. L'Etat n'est que l'appareil d'oppression mis en place par la classe dominante, la bourgeoisie. Le capitalisme, fondé sur l'appropriation privée des moyens de production, fait obstacle à l'épanouissement des forces productives, opprime ou aliène la classe des travailleurs. On discutait très librement à la Sorbonne, sans haine et avec un certain respect de l'interlocuteur, mais seulement dans la mesure où les antagonistes se référaient à ces dogmes du catéchisme marxiste.

Cependant l'idéologie étudiante, au moins dans son aspect le plus dynamique, récuse la conception léniniste

d'un parti incarnant la conscience révolutionnaire des travailleurs. Par ailleurs, l'influence des idées proudhoniennes n'est pas à négliger dans l'aventure de Mai. La lutte contre le capitalisme ne doit pas être le fait d'une bureaucratie, mais des « producteurs immédiats », d'une démocratie directe des travailleurs et des étudiants. Tout en prenant appui pour l'essentiel sur le marxisme, l'idéologie de mai prétend aussi le mettre à jour. Il ne s'agit pas de combattre les seules aliénations économiques, mais l'ensemble des aliénations sociales et culturelles : aliénation des gouvernés par rapport aux gouvernants, des administrés par rapport aux administrateurs, des étudiants par rapport aux enseignants, du consommateur par rapport à la publicité, de l'homme par rapport à la culture bourgeoise ; aliénations qui résultent de toute idée de subordination, de hiérarchie, de commandement, de savoir ou d'âge. Ce qui est visé, c'est la libération totale de l'homme, le développement de toutes ses potentialités par l'affranchissement de toutes les contraintes économiques, sociales et culturelles. D'où l'appel à l'imagination, à la créativité, à la spontanéité. Dès lors, il ne s'agit plus seulement de réformer l'Université, ni même de faire une révolution sociale en substituant la classe ouvrière à la bourgeoisie, mais bel et bien de « changer la vie », ce qui implique la contestation radicale de notre société, désignée sous le vocable de « société de consommation ».

Ce vocable a nui au mouvement étudiant, car il a laissé croire que sa critique portait sur la consommation en tant que telle, qu'il préconisait une austérité incompréhensible, choquante en tant qu'elle émanait de gens assez bien pourvus en général et s'adressait à des salariés dont le principal regret est de ne pouvoir davantage « consommer ».

En fait, la critique met en cause la société non en ce qu'elle est capable de produire des biens en abondance, mais en ce qu'elle est « technocratisée », totalisante, étouffante, en ce que l'abondance — d'ailleurs inégalement répartie — n'est acquise qu'au prix de contraintes sociales et culturelles jugées exorbitantes. Ces contraintes ont été analysées par des hommes venus d'horizons divers comme Galbraith aux U.S.A., comme certains marxistes italiens, comme André Gorz et Serge Mallet en France. Mais cette critique a trouvé sa forme la plus systématique dans deux ouvrages qui, même s'ils n'ont pas été lus par les étudiants révolutionnaires, les ont quand même inspirés, tant il est vrai que ces idées sont « dans l'air ». Il s'agit de « L'Homme unidimensionnel » d'Herbert Marcuse, et de « La vie quotidienne dans le monde moderne » d'Henri Lefebvre. Pour Marcuse, notre société communiste ou libérale, soumise à la rationalité technologique, devient close, fermée sur elle-même, capable d'absorber les forces de contestation ou de dépassement. La rationalité technologique impose l'unicité des solutions, supprime les alternatives. La maîtrise croissante de la nature, la réussite technique fait coïncider, dans la conscience collective, le réel et le possible, le prévisible et le rationnel.

Or, la tension entre le réel et le possible, a jusqu'ici sous-tendu le progrès. Le refus d'accepter le réel, l'effort de re-création du monde qui apparaît notamment dans l'œuvre d'art, tient l'humanité en haleine en lui proposant des défis. Supprimer cette tension et la société renonce au progrès pour se contenter de la croissance. Mais la croissance ne modifie pas dans sa nature une société qui demeure foncièrement conservatrice.

Cette société du bonheur par le consommateur peut paraître harmonieuse, apaisée. C'est en réalité une

société fondée sur la violence et dont la rationalité n'est qu'apparente. Basée sur l'efficacité technique, elle organise le gaspillage par l'obsolescence. Elle accumule des armements de mort, elle allume la guerre et déverse la destruction à sa périphérie. A l'intérieur, elle repose sur la férocité de la compétition économique, conditionne les esprits par la publicité et les mass-media, renonce à loger les hommes pour se contenter de les entasser, brutalise et enlaidit la nature, dirige la consommation vers le futile et la satisfaction des instincts élementaires. Elle secrète la violence raciale et l'écrasement des minorités économiques ou politiques.

C'est à peu près à la même analyse qu'aboutit Lefebvre avec les concepts de « quotidienneté » et de « modernité » dont le contenu explique l'intégration de l'homme dans la société moderne.

Cette mise en cause des sociétés modernes — qu'elles soient libérale ou communiste — est bien le dénominateur commun des révoltes estudiantines dont l'aspect mondial est très impressionnant. Tokyo, Séoul, Le Caire, Tunis, Varsovie, Prague, Belgrade, Paris, Milan, Berlin, Londres Berkeley, Colombia, Mexico, Montevideo ont été le théâtre des manifestations estudiantines, ce qui témoigne surabondamment de la mondialité de la révolte de la jeunesse contre des sociétés si parfaitement fermées sur elles-mêmes qu'elles bloquent tout espoir de dépassement. Invoquant le marxisme à l'Ouest, les libérées individuelles à l'Est, la jeunesse estudiantine utilise

sance doit être libre et librement consentie. — Quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. — Aimez-vous les uns sur les autres. — Les frontières on s'en fout. — Ni esclaves, ni robots, ni travail, ni loisirs. — Nous ne nous laisserons jamais de scandaliser les imbéciles (Bernanos). — Vous êtes la guérilla contre la mort climatisée qu'on veut nous vendre sous le nom d'avenir. — La révolution est une mise en question permanente des formes qu'elle se donne. — Sous les pavés, la plage. — La révolution ne se vote pas, elle se fait. — Créativité = Spontanéité = Vie. — Désormais la culture ne sera plus un contenu transmissible et dégradable sous forme de valeur marchande.

d'instinct l'idéologie qui conteste les bases de la société dans laquelle elle se trouve.

Mais — pour revenir à la situation française — la critique de la société, fondée ou non, n'avait pas de chance d'être comprise par les autres couches de la population. Pour les générations qui ont vécu la crise des années 30, la guerre mondiale et la pénurie, la victoire sur la misère, le confort matériel l'emportent, et de beaucoup, sur les aspects négatifs. Pour l'héroïne de la « Vieille femme indigne », usée par des lustres d'esclavage domestique, le clinquant de l'Uniprix, la possession d'une 2 CV sont comme un paradis terrestre. Le message des événements de mai-juin vient trop tôt. Il inquiète et scandalise, non parce qu'il s'incarne dans la violence, mais parce que le but et le sens de cette violence ne sont pas perçus. Des agriculteurs qui assaillent une sous-préfecture pour obtenir une augmentation de leurs revenus, des ouvriers qui se heurtent aux C.R.S. pour des salaires plus élevés posent des gestes violents, mais clairs. Tandis qu'incendier des voitures pour « changer la vie » pose le problème de la société de demain, non celui de la société d'aujourd'hui ! C'est pourquoi la révolte universitaire n'a pu communiquer sa force révolutionnaire à la crise sociale qui l'a accompagnée.

LA CRISE SOCIALE

La crise sociale a mobilisé 9 millions de grévistes, dépassant en ampleur celles de 1936 et de 1953. Et

pourtant elle n'a pas eu un caractère vraiment révolutionnaire. Elle est restée un conflit social du type même de ceux que nos sociétés industrielles savent résoudre. Les revendications sont demeurées essentiellement d'ordre matériel, axées sur le niveau des salaires et de la sécurité sociale, sur l'emploi et non sur les structures de la production ou le pouvoir dans l'entreprise. La grève n'a été qu'un moyen de pression pour arracher des améliorations matérielles au patronat et au gouvernement et non pour instaurer un pouvoir ouvrier. Le Parti communiste français et la C.G.T. ont peut-être accentué cette tendance, sauf pendant le court intermède de l'appel au « gouvernement populaire », mais en gros, ces groupements n'ont fait qu'interpréter correctement l'esprit des grèves. Qu'à l'aventure révolutionnaire ils aient préféré pousser le plus possible les revendications matérielles jusqu'à « tendre la corde » et accentuer ainsi ce qu'ils appellent les contradictions du capitalisme, c'est de leur point de vue tout à fait logique.

Mais d'où a surgi cette crise sociale ? Certes, la révolte révolutionnaire des étudiants a créé un climat de contagion. De l'occupation de la Sorbonne aux occupations d'usines, le lien est évident. Mais l'inspiration n'est pas la même.

La crise se rattache à des causes économiques et sociales conjoncturelles. La hausse des salaires ouvriers avait été durement freinée en 1966 et 1967, surtout par rapport à celle enregistrée dans les autres pays de la C.E.E. La détérioration de la situation de l'emploi, due à la conjonction de l'exode rural, des augmentations de productivité, des regroupements d'entreprise, d'une croissance insuffisante, fait naître, pour la première fois depuis 1945, la menace du chômage. Cette

inquiétude était d'autant plus amèrement ressentie que les déclarations gouvernementales reflétaient une complaisante autosatisfaction. Dans cette France « qui s'ennuie », les dures manifestations ouvrières de Redon, de Caen, du Mans, la manifestation paysanne de Quimper, témoignaient d'un mécontentement latent.

Mais cette situation se rattache à des causes plus profondes. En réalité, la France est loin d'avoir achevé son industrialisation, et cette « sous-industrialisation » se révèle de plus en plus clairement dans le climat d'économie ouverte et de concurrence internationale. Forte population active agricole, retard de l'urbanisation, industries peu compétitives, carences dans la recherche et les équipements nécessaires au développement industriel.

Un peu tardivement, le gouvernement Pompidou s'est attaché à hâter la mise à jour de l'économie française. Mais cette adaptation est douloureuse, d'autant que l'action gouvernementale semblait plus à la remorque des événements qu'elle ne les dominait et que la préparation psychologique s'est révélée plutôt déconcertante. Rester sourd aux inquiétudes syndicales devant la dégradation de l'emploi et la réticence patronale à reconnaître le syndicat au niveau de l'entreprise, chicaner la seconde décimale du S.M.I.G. et compter sur un « volant » de chômeurs pour tenir les salaires, tout cela ne contribue guère à faire accepter des sacrifices qui s'appellent adaptation de la production à une demande toujours mouvante, suppressions d'industries, mobilité de la main-

d'œuvre, concurrence toujours plus dure, risques accrus pour les vaincus de la lutte économique, qu'il s'agisse des hommes, des entreprises, ou des régions. Les contreparties, la France les redoute. D'ailleurs, la conscience sociale française a toujours été réticente devant la civilisation industrielle. Les révolutions industrielles ont coïncidé avec l'affaiblissement relatif de la France. Peuple de terriens, individualistes et conservateurs, nous acceptons malaisément un mode de production collectif et la nécessité du changement. Le (Pierre) poujadisme et les films de Jacques Tati expriment — à des niveaux intellectuellement différents... — cette nostalgie du passé et cette crainte de l'avenir.

A cet égard, paradoxalement, les événements de mai-juin faciliteront, en définitive, l'adaptation de la société française au monde moderne. Le corps social français a subi la démonstration concrète qu'il n'avait le choix qu'entre l'acceptation de la civilisation industrielle et de ses contraintes, et une contestation qui ne serait convaincante que si nous pouvions dépasser cette civilisation, alors que notre problème est d'y entrer complètement. Le corps social français a compris qu'il devait à la fois repousser le regret nostalgique du passé et

rejeter le rêve d'un avenir utopique. Et le régime a compris de son côté qu'il lui fallait changer méthodes et structures s'il voulait que la France épouse son siècle; les trois principes qu'il invoque pour accomplir ces réformes: autonomie, décentralisation, participation sont certes démocratiques mais sont surtout inspirés par le souci de donner plus de dynamisme et d'efficacité à la gestion de l'administration et des entreprises, tout en améliorant les rapports sociaux.

Mais d'où vient que les vainqueurs des élections de juin soient aussi peu triomphants? N'ont-ils pas jugulé la révolte étudiante, entamé les positions du P.C.F., discrédité la gauche non communiste? Mais cette victoire électorale signifie moins l'adhésion au camp vainqueur que la revanche du parti de l'ordre et elle exprime surtout la résignation de la majorité des Français à payer le prix de l'industrialisation et de l'internationalisation de l'économie, leur acceptation de soumettre leur destin à des forces qu'ils renoncent à maîtriser, quoiqu'en dise la phraséologie officielle. Cette résignation triste et inquiète devant un avenir incertain, c'est ce qui reste de la révolte étudiante...

André LEBRETON.

Révolution ou pas ?

par Lucien Rioux

et René Backmann

UN problème n'a cessé d'être débattu parmi nous tout au long des événements, il continue à faire l'objet de sérieuses polémiques entre les hommes et les organisations de l'opposition de gauche. Ce problème, c'est le suivant : y a-t-il eu, à un moment quelconque, une situation que l'on pourrait qualifier de révolutionnaire ? Il faut, pour essayer d'y répondre, rappeler brièvement l'histoire de la grève.

La révolte éclate au début de mai. Deux causes apparaissent comme essentielles : le refus d'une Université jugée inadaptée, la solidarité à l'égard des étudiants touchés par la répression. Le changement de régime, la transformation de la société, la révolution sont bien mis en avant par les « groupuscules » et certains des leaders ; mais ni les « groupuscules », ni les leaders ne sont déterminants dans l'action. Les acteurs, ce sont les milliers d'étudiants qui se lancent spontanément dans la bagarre et qui, à chaque moment, contestent les mots d'ordre et en proposent d'autres. Les organisations les plus structurées — U.J.C.M.L., Fédération des Etudiants révolutionnaires — paralysées par leur discipline formelle et par un certain dogmatisme, sont très souvent en porte à faux par rapport à la masse des étudiants. Seuls, y « collent » la Jeunesse communiste révolutionnaire et surtout le *Mouvement du 22 mars*, organisation informelle, sans structures et sans chef et qui pratique depuis longtemps la méthode

de discussion et de remise en question permanente des mots d'ordre.

DE LA REVOLTE ETUDIANTE AUX GREVES OUVRIERES

Rapidement, la révolte étudiante se « radicalise ». La propagande des groupuscules joue probablement un rôle, mais bien moins important que la répression policière. Le cheminement de la pensée des étudiants est, très schématiquement, le suivant : nous voulions transformer l'Université ; le pouvoir bourgeois répond à cette revendication en envoyant la police ; donc, pour changer l'Université, il faut abattre le pouvoir bourgeois. Il y a, dès ce moment, dans la révolte étudiante, un embryon de pensée révolutionnaire. L'étonnante phrase relevée, à propos des luttes ouvrières, par un journaliste du *Monde* — « Nous avons voulu donner un coup pour ouvrir une brèche. Le mur a cédé. Alors, forcément, on a été déséquilibrés » — correspond bien alors à ce que ressentent les leaders étudiants.

L'action peut-elle vraiment déboucher ? Les leaders ne le pensent pas, du moins pas encore. Le groupe social constitué par les étudiants est trop minoritaire, trop isolé, pour créer à lui seul les conditions de la Révolution. Il faudrait gagner à cette idée la classe ouvrière, ce qui ne paraît pas possible dans l'immédiat. Discutant avec Jean-Paul Sartre aux alentours du 15 mai,

Daniel Cohn-Bendit déclare qu'il ne croit pas à la révolution immédiate. Le but du mouvement est alors de prouver qu'il est possible, par l'action dans la rue, de faire reculer le pouvoir. Pas de révolution donc, à moins que les ouvriers ne viennent prendre la relève des étudiants.

La classe ouvrière a, en quelques jours, beaucoup varié dans son appréciation du mouvement étudiant. Elle lui a d'abord été hostile: manque de sérieux, folklore, etc... Puis, elle a admiré le courage des étudiants, capables, après avoir été matraqués un soir, de redescendre le lendemain dans la rue. Enfin, la violence de la répression policière a provoqué chez les ouvriers le sentiment de solidarité habituel en pareil cas. La base fait pression sur les directions syndicales; celles-ci jugent nécessaire d'agir: c'était le 13 mai, énorme manifestation, mais qui apparaît comme un révélateur des divergences existant entre des étudiants devenus révolutionnaires et une classe ouvrière encore « bon enfant », qui ne paraît préoccupée que par ses revendications « alimentaires ».

15 mai, début des grèves. Les ouvriers qui déclenchent spontanément l'action ont beaucoup de points communs avec les étudiants: la jeunesse, le goût de certaines formes de violence, l'absence de crainte face aux forces de l'ordre. Mais les mots d'ordre qu'ils mettent en avant sont essentiellement revendicatifs. On ne se bat pas pour la révolution socialiste, on se bat pour

place paraît, néanmoins, bien affaibli. L'impuissance de la police, lors de la première phase des émeutes du 24 mai, est caractéristique. Tant que les manifestants n'ont pas regagné le Quartier Latin, ils sont à peu près maîtres de la rue. Seulement, se jugeant incapables d'aller seuls plus loin, les étudiants rejoignent leur réduit. La classe ouvrière n'est pas encore prête, semble-t-il, à jeter son poids dans la bataille pour le pouvoir.

Vient alors la négociation de Grenelle. Bien qu'il ne soit pas signé par les syndicats, le protocole d'accord leur paraît valable (avec quelques lacunes). Il est rejeté par les ouvriers. Cela, c'est le premier phénomène relevé le 27 mai: les travailleurs ne font confiance à leurs directions syndicales que pour autant qu'elles répondent à leurs aspirations. Ils ne les suivent pas aveuglément. Le second phénomène apparut le 27 mai, c'est la politisation inconsciente de la grève. On se battait pour les revendications; on réclame désormais un changement de régime. Et tandis que les leaders politiques et syndicaux de la gauche non communiste mettent en avant le nom de Pierre Mendès-France, les cégétistes lancent en hâte le mot d'ordre communiste de « gouvernement populaire ».

Durant cette période, il existe d'autres signes qui indiquent la radicalisation du mouvement. D'abord, la prolifération des « Comités d'action révolutionnaires », plus ou moins spontanés et souvent influencés par les « groupuscules », Comités d'action populaires, dont le P.S.U. a pris l'initiative; « Comités d'action pour un gouvernement populaire », créés en hâte par le parti communiste pour enrayer la progression des comités rivaux. Ces comités peuvent devenir les « soviets » d'une révolution en France; fin mai, ils ne sont encore ni

assez nombreux, ni assez représentatifs pour que leur rôle soit déterminant.

La suite, c'est le départ, puis le retour du Général. Le discours du 30 mai et la manifestation gaulliste marquent l'arrêt des progrès de la poussée contestataire. Encore quelques jours et le reflux viendra.

L'examen de ces faits permet, *grosso modo*, de distinguer, entre le début des événements et la manifestation des Champs-Élysées, trois grandes périodes. Durant la première, qui va du 3 mai au 13 mai, les étudiants sont en pointe, leur inspiration est nettement révolutionnaire, mais ils savent que seuls, ils sont incapables de détruire le régime en place.

A partir du 13 mai, le projecteur se fixe sur les ouvriers qui ont pris la relève. Leurs mots d'ordre sont surtout revendicatifs, mais la puissance du mouvement, comparée à l'impuissance du pouvoir, crée incontestablement une situation qu'on peut qualifier de révolutionnaire. Pour faire basculer le régime, il suffisait que les grévistes prennent connaissance de la force qu'ils représentent.

Troisième période, du 27 au 30 mai: malgré l'opposition des appareils, les grévistes commencent à constater que la solution à la crise ne peut être que politique. Ils obligent la C.G.T. à politiser précipitamment ses mots d'ordre. Il y a alors conjonction entre les étudiants et les grévistes, et le régime paraît condamné. Le retour du Général et le réveil gaulliste mettent fin à cette période.

La culture sera la découverte par chacun du pouvoir qu'il a d'imposer au monde sa subjectivité, de donner corps à ses rêves.

NOUS SOMMES EN MARCHÉ

Vingt-deux propositions pour une révolution culturelle

Toutes les notions existantes sont périmées et à repenser. — Nos structures psychiques sclérosées et archaïques doivent se saborder, pour laisser la place à l'imagination d'un

une amélioration des conditions de vie et pour lutter contre l'atmosphère écrasante de l'entreprise. La reprise en main du mouvement par les syndicats est rapide et, presque partout, les « appareils » syndicaux contrôlent la grève qui s'étend. C'est la première « muc » des événements: l'action étudiante à caractère révolutionnaire a été « phagocytée » par une action ouvrière à dominante revendicative. Le principal syndicat, la C.G.T., fait tout son possible pour maintenir la grève dans le cadre purement revendicatif.

Seulement, en quelques jours, le nombre de grévistes atteint 9 ou 10 millions. Le gouvernement qui a déjà cédé devant les étudiants est impuissant devant les ouvriers; sa police est flottante; l'armée, on ne sait pas jusqu'à quel point elle marchera; le contingent paraît peu sûr, le corps des officiers sent ses vieilles rancunes se réveiller. Bref, le pouvoir du gouvernement semble très compromis. A tel point qu'on parle d'un second pouvoir, celui de la classe ouvrière personnifiée par Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. Le pouvoir qu'on lui attribue, Séguy ne veut pas l'exercer. Ce n'est pas le rôle des syndicats d'intervenir sur le plan politique, affirme-t-il. Et, en même temps qu'il freine les contacts ouvriers-étudiants, Séguy veille à la pureté revendicative des grèves. Mais, qu'on le veuille ou non, la carence du pouvoir officiel, l'apparition d'un second pouvoir, sont en soi des phénomènes révolutionnaires. En dehors des étudiants, aucune force de relève ne s'est encore manifestée, le gouvernement en

Trois ou quatre jours, une révolution a semblé possible, c'est ce qui apparaît à la lumière de cette relation. En réalité, à côté de *ce qui s'est passé*, il faudrait pouvoir tenir compte de *ce qui aurait pu se passer*. La politisation de la lutte ouvrière est venue malgré les mots d'ordre officiels. Toute la propagande du P.C.F. et de la C.G.T. est axée sur la dénonciation des « provocateurs gauchistes » qui veulent pousser le mouvement trop loin. Parti et syndicat ne donnent à aucun moment la moindre directive politique aux ouvriers en grève. Dirigeant cégétiste et militant communiste en désaccord avec la « ligne » du moment, André Barjonet fait remarquer que les « unes » de *l'Humanité*, les grands titres qui barrent la première page du journal, sont toujours descriptifs. On y lit : « Trois millions de grévistes » ; « Dix ou neuf millions de grévistes », ou : « La grève gagne tel secteur ». On n'y donne pas d'objectif à atteindre. Il faudra attendre les numéros des 29 et 30 mai pour qu'apparaissent, sur 8 colonnes, les mots de « Gouvernement populaire ». Que se serait-il passé, si le P.C. et la C.G.T. avaient adopté une autre ligne ? On ne peut répondre de façon précise, mais nul doute que la politisation de la lutte aurait été beaucoup plus rapide.

DU POUVOIR A L'ENTREPRISE

Les 29 et 30 mai, P.C. et C.G.T. en arrivent enfin à un mot d'ordre politique. Ils l'ont adopté à contre-cœur, cela se sent : il s'agit à la fois de répondre à la pression de la base et de ne pas se laisser « court-circuiter » par les alliés du moment qui, devant la carence du pouvoir, proposent une solution de rechange. Mais, sous ce mot d'ordre politique, réapparaissent les anciennes propositions (comme la nécessité d'une réunion P.C.-Fédération pour l'établissement d'un programme commun). En outre, le Parti fait beaucoup de réserves devant le projet d'un gouvernement de transition dirigé par Mendès-France. Le pouvoir se liquéfie, la situation est exceptionnelle, le Parti ne veut pas en tenir compte. Or, à ce moment, la solution Mendès-France est possible. La grande masse de la population, qui cherche comment on peut sortir d'une situation intenable, s'y raccrocherait volontiers. Le P.C. hésite, c'est le moins qu'on puisse dire.

Il reste, pour les révolutionnaires, la possibilité de déborder le Parti et la C.G.T. Malgré les efforts de l'encadrement cégétiste, le mouvement de débordement amorcé, les Comités d'action peuvent aider en ce sens. Ils n'auront pas le temps d'agir.

Car, du côté du pouvoir, on a également analysé l'attitude du parti communiste. La force principale de l'opposition ne veut en aucun cas sortir de la légalité ; en outre, elle ne paraît pas décidée à s'installer à la direction de l'Etat. Plus tard, lors de l'interview qu'il accordera à Michel Droit, le général de Gaulle dira : « J'ai envisagé toutes les éventualités ». Partir ou rester, c'est ainsi que se pose la question pour lui. En apparence, la situation du régime est dramatique : des armes émoussées, le pays paralysé, etc. La position communiste permet au Général de respirer un peu. Le Parti ne le bouterait pas hors de l'Élysée, c'est évident. Il peut donc y rester. Et c'est ainsi que s'engage ce que le journaliste André Fontaine appelle, dans un magistral article du *Monde*, la « guerre civile froide ». Chacun des protagonistes essaie de bluffer son adversaire en le menaçant de la guerre civile, mais le jeu est truqué. La prudence du P.C. laisse prévoir que la moindre pression le fera reculer. Le Général exerce donc cette pression.

Le P.C. recule. Pour « le gouvernement populaire », on verra peut-être, mais après les élections.

La reculade du Parti a un effet immédiat sur les grévistes : le retour aux revendications « alimentaires » est immédiat. Puisqu'il a fallu lâcher sur le changement de régime, on durcit son attitude pour être mieux placé dans les négociations. Quant aux révolutionnaires étudiants, ils supportent difficilement de se sentir abandonnés par le mouvement ouvrier. Avec plus ou moins de succès, ils essaient de convaincre « les travailleurs de base ». Mais il n'est pas facile de s'infiltrer alors que la C.G.T. veille.

La prise du pouvoir par les étudiants seuls ? Aucun des leaders ne peut ni ne veut l'imaginer. La minorité agissante dont Daniel Cohn-Bendit s'est fait le chantre a pour objectif de remuer les masses et de les entraîner à l'action, non de pratiquer un coup d'Etat. On peut, à ce sujet, remarquer deux choses. En premier lieu, l'absence d'armes de combat parmi les manifestants : aucun coup de feu n'est tiré par eux, aucun dépôt d'armes n'a été découvert par la police. Les armes à feu apparaîtront plus tard, pendant la campagne électorale, à l'occasion d'incidents, et ce sont des militants gaullistes qui les utiliseront. C'est avec des pavés, parfois des manches de pioche, des chaînes de bicyclettes et, dans les derniers temps, des « cocktails Molotov », que les étudiants s'attaquent au pouvoir. Or, des armes, les étudiants auraient pu s'en procurer. Nous savons de source sûre que des trafiquants (très douteux) étaient prêts à se mettre à leur service.

En second lieu, le choix des objectifs assignés aux manifestants : on veut aller protester devant la maison de la radio, on ne cherche pas à s'emparer des émetteurs. On envahit la Bourse, on ne s'attaque à aucun ministère, à aucun central télégraphique. Bref, on choisit des objectifs ayant valeur de symbole et non des points stratégiques. Ce qui est contraire à toutes les techniques de coup d'Etat, telles que les manuels les enseignent.

Les étudiants révolutionnaires veulent entraîner les ouvriers vers la révolution ; la C.G.T. s'y oppose ; pas de révolution possible. Une occasion est manquée. D'autres possibilités demeurent. La C.G.T. ne veut pas abattre le régime et ses raisons sont peut-être valables. Mais, dans la bataille menée à l'intérieur des entreprises, on peut obtenir des avantages plus durables que de simples augmentations de salaires, qui risquent fort d'être rapidement absorbées par la hausse des prix. Cela, c'est, entre autres, la position de la C.F.D.T. Pour elle, l'occasion est venue de remettre en question le « pouvoir monarchique dans l'entreprise ». Des termes neufs sont mis en avant : « pouvoir syndical », « auto-gestion ». Ils auraient besoin d'être précisés, mais, déjà, ils rendent un son « accrocheur ». En profitant de la pression qu'exercent les millions de grévistes, on pourrait faire lâcher au patronat des parcelles plus ou moins importantes de sa puissance. Il suffirait que la C.G.T. jette sa force dans la lutte pour l'autogestion. La C.G.T. refuse. Pour elle, l'autogestion, c'est une formule creuse, un moyen de tromper la classe ouvrière. Ici, intervient ce qu'on pourrait appeler le double visage de la C.G.T. Cohabitent dans l'organisation deux tendances représentées par les mêmes hommes. Une tendance « modérée » : « La révolution n'est pas possible actuellement, ne vous laissez pas déborder, ne pensez pas à la prise du pouvoir », déclarent en substance Ségué et ses amis. Et une tendance « révolutionnaire » : « On veut duper les travailleurs, l'autogestion c'est une fausse réforme ; toute réforme est illusoire dans le cadre

du régime capitaliste ; pour en arriver à l'autogestion, il faut instaurer le socialisme », affirment également Séguy et les autres dirigeants cégétistes. Résultat : l'expérience révolutionnaire de mai-juin se traduit par un double échec. Le pouvoir reste en place ; les structures de l'entreprise ne sont pas modifiées...

LA PROVINCE RECLAME L'ORDRE LA CAPITALE ASPIRE AU CALME

...Jusqu'à quel point le gouvernement se préoccupe-t-il de la recrudescence de violence qui se manifeste fin mai, début juin ? Personne ne le sait. Apparemment, elle semble le servir plutôt que lui nuire. Très amer, un dirigeant syndical constate : « Il y a quinze jours, l'annonce de la mort d'ouvriers tués par la police aurait fait chuter le régime ; même si nous l'avions voulu, nous n'aurions pu retenir nos gars. Aujourd'hui, le public trouve cela regrettable, mais presque normal : une nouvelle voiture brûlée l'impressionne plus que l'assassinat d'un manifestant. »

Cette remarque reflète bien la transformation de l'attitude de l'opinion, face à la grève et à la révolte étudiante. A partir du 10 juin, l'isolement des contestataires de l'Université et des derniers grévistes va croître jusqu'à devenir total. « Il y avait, raconte Paul M.,

monde nouveau. — Le changement n'est pas une fin en soi ; entre la rigidité et l'agitation il y a une marge suffisante pour tous ceux qui veulent se donner la peine de penser. — Pour réapprendre à penser, sabordons-nous en tant qu'individus conditionnés par une classe. — Que ceux qui veulent prendre le train en marche se sabordent en tant qu'individus déterminés par des structures institutionnelles. — Les utopistes sont ceux qui croient qu'en changeant les structures sociales, on changera l'esprit des hommes. — Toute personne qui prend peur de l'« Aventure » doit savoir qu'elle n'a peur que du changement. — Toute personne qui considère l'émotion comme

trente-six ans, métallo et gréviste de Drancy, un petit bistrot dont le patron nous avait toujours soutenus. Il nous disait : « Tenez bon, tout le monde est avec vous... » Il nous offrait même des pots à l'œil. Un beau jour, vers le 15 juin, il nous a dit : « Faut-il que vous soyez rudement flemmards pour continuer la grève, alors que tout le monde travaille ! »

Jacqueline M., vingt-huit ans, syndicaliste et employée dans une banque, raconte aussi : « J'ai été effarée par le cynisme inconscient des copines. Elles étaient en grève, elles ont repris le travail, heureuses de tout ce qu'on avait gagné. Quelques jours après, elles en étaient venues à blâmer ceux qu'on obligeait à continuer, et à dire : A quoi ça sert leur grève ? »

La lassitude du public apparaît dans tous les domaines. Il était favorable aux étudiants, ennemi des policiers. L'agitation continuant, il considère que les étudiants exagèrent, que leur mise au pas s'impose, et il commence à admirer la « patience de la police ». Le rédacteur en chef d'un journal dit à un de ses reporters : « Tu devrais essayer de retrouver les témoins indignés des violences policières du début et leur demander ce qu'ils pensent de la suite des événements. » Le journaliste y va, ne retrouve aucun des témoins en question. Les seuls qui parlent maintenant sont là pour vanter le flegme et la discipline des forces de l'ordre face aux hordes d'enragés.

« Le parti de la crainte est devenu arrogant, constate un autre journaliste. Aujourd'hui, il parle haut et ne

laisse plus s'exprimer ses adversaires. La police est là. Il peut dénoncer sans risque la subversion et l'anarchie. Le pire est que ceux-là mêmes qui accusaient le régime, il y a quelques jours, approuvent maintenant les hommes de l'ordre. Il y a de quoi vous dégoûter de la démocratie. »

Par exemple, on était très antigauilliste dans ce bistrot de la rue Vercingétorix, mince artère prolétarienne du XIV^e arrondissement. Un samedi soir, vers la mi-juin, trois vieilles gens, une femme, deux hommes, l'allure caractéristique des petits retraités, discutent : « Ils se plaignent qu'on a trop de bien-être ; ils veulent qu'on vive sans bien-être ; ils n'ont qu'à aller en Chine pour voir ! C'est comme les grévistes : je connais une usine en grève où ils touchent quatorze mois et demi de salaire ; et ils ne sont pas contents ! » Dans le bistrot, le patron et tous les clients approuvent.

Les drapeaux rouges et noirs, les atteintes au drapeau de la patrie, les slogans (« Les frontières, on s'en fout ! ») ont terriblement choqué. Ce sont des cheminots grévistes qui protestent : « Ce n'était pas la peine de s'être battu dans la Résistance pour laisser injurier le pays. »

La volte-face du public a commencé en province. A part quelques grandes villes universitaires, la province a peu participé aux événements. Elle a subi plutôt qu'elle n'a agi. Elle n'a pas toujours compris ce qui se passait ; ses réactions ont été plus lentes et moins vives que celles observées dans les agglomérations importantes.

Grosso modo, les provinciaux ont d'abord été hostiles aux étudiants, puis les violences policières ont retourné l'opinion et, pendant une quinzaine de jours, on a assisté à une manière d'union sacrée contre le régime : « Il y a trop longtemps qu'il est en place, il faut qu'il s'en aille ! » Maintenant, la grève, la révolte

durent vraiment trop longtemps. La grève ? « Elle risque de gâcher la saison touristique, elle empêche les agriculteurs de vendre leur récolte ; elle va plonger le pays dans la misère. » Des incidents sont observés dans toute la France. Certains, parmi les agriculteurs qui détruisent des tonnes de pommes de terre en Bretagne, parlent d'aller prendre d'assaut les gares et d'obliger les machinistes à conduire « les patates à Paris ». De petits pêcheurs injurient les cheminots. Des paysans de la région de Valence pleurent de rage à l'idée des fruits qui vont pourrir, faute d'acheteurs. La reprise du travail dans les chemins de fer ne stoppe pas la hargne des paysans. Car il ne s'agit pas seulement de transporter les fruits et légumes, il faut les vendre et, « par la faute de cette damnée grève, les gens n'ont plus d'argent ».

On déteste les grévistes, on déteste aussi les agitateurs étudiants. Dans les familles, la révolte des lycéens est très mal supportée. Que le « gosse » rentre à la maison avec l'air de tout savoir, un mépris éclatant envers les « vieux » et la volonté de briser le carcan familial, n'est pas une chose admissible pour le père qui, depuis des siècles, domine son « petit monde ». A son fils de seize ans qui lui dit : « Il faut changer le monde », il répond : « Ne mets pas tes coudes sur la table », constate un journaliste rouennais.

Aussi les arguments du début, oubliés après quelques jours, reprennent-ils de leur importance. On dit : « Les étudiants sont des voyous. Toutes ces histoires de vio-

lences policières ont été bien exagérées ; il n'est pas possible que la police française fasse tout ce qu'on raconte. D'ailleurs, elle aurait des excuses ; il faut voir le nombre de policiers blessés...» On dit aussi : « Si les grèves durent, c'est à cause des minorités qui empêchent les autres de travailler. Si les ouvriers « en avaient dans le ventre », ils sauraient bien reprendre leurs usines aux « grandes gueules » qui les occupent. »

Dans certaines régions, la haine à l'égard des « fauteurs de trouble » monte jusqu'au paroxysme. Une journaliste parisienne se promène à travers la Sarthe. A plusieurs reprises, elle rencontre des paysans qui lui disent : « Si ça continue comme ça à Paris, on va décrocher le fusil de chasse et descendre mettre ces morveux au pas. » Un autre journaliste : à Auch, les gens disaient : « Le peuple va pouvoir parler puisqu'il y a des élections ; alors, à quoi ça rime de continuer à descendre dans la rue ? Imposer ses idées par la force aux autres, c'est comme Hitler, c'est du fascisme. »

La province est d'autant plus véhémement qu'elle ne comprend pas toujours ce qui se passe dans la capitale. La liquéfaction du pouvoir, la démission de fait du gouvernement pendant les trois ou quatre jours cruciaux de la crise, n'ont pas été perçues, au niveau de la sous-préfecture moyenne. A Paris, les syndicalistes cherchent avec angoisse un interlocuteur avec lequel discuter ; il n'y en a pas : les ministres ne commandent plus, non parce qu'on ne leur obéit pas, mais parce qu'ils ne croient plus en leur pouvoir. En province, malgré la grève, l'Etat continue à exister. Les gendarmes font leur tournée coutumière dans les villages. Ils saluent la DS noire du préfet, lorsque celui-ci circule à travers son département. Bien qu'ils aient cessé le travail, les agents des Ponts et Chaussées — qu'on appelle toujours les cantonniers — retirent leur casquette ou leur béret quand ils croisent monsieur l'Ingénieur. Bien sûr, il ne s'agit plus d'un pouvoir apparent ; il suffirait de quelques heures à des rebelles éventuels pour faire s'effondrer toutes ces structures. Mais, si profonde qu'elle soit ailleurs, la contestation n'a fait qu'effleurer le gros bourg de campagne. Il y a, c'est certain, des jeunes qui contestent ; mais la province n'a pas encore pris l'habitude de suivre ces jeunes. La sagesse s'y acquiert avec l'âge et l'argent, et les jeunes — dont la révolte est beaucoup moins aiguë que dans les grandes villes — ne possèdent ni l'un ni l'autre.

En outre, certaines initiatives de ces jeunes ont sérieusement indisposé la population. On a vu de jeunes grévistes établir aux alentours de quelques villes des barrages sur les routes et rançonner les automobilistes, « pour la caisse de solidarité ». (Autour du Mans, chaque

voiture était imposée à raison de 10 francs le cheval-vapeur.) Cela a été très mal vu. Très mal vues également, certaines revendications des grévistes. Les ouvriers Renault du Mans ou de Flins réclament 1 000 francs minimum par mois, ce qui, pour la région, est un salaire considérable. D'où l'hostilité, non seulement des conservateurs locaux, mais aussi des autres salariés qui gagnent beaucoup moins et qui considèrent que c'est déjà une chance de travailler à la Régie.

La grève des enseignants est aussi très impopulaire. Le professeur, l'instituteur sont des gens qui possèdent le savoir et qui aident, quand le fils n'est pas là, à remplir une feuille d'impôts, une demande de dégrèvement fiscal ou de subvention ; mais ce sont aussi « des feignants » qui ont trois mois de vacances et qui vont se reposer au moment même où, du fait des révoltes, toute la campagne est au travail.

Bref, en ce temps de grande contestation, la province est ébranlée, mais elle garde encore largement son comportement traditionnel. Si une Commune prenait le pouvoir à Paris, certaines régions agricoles retrouveraient d'instinct le vieux réflexe versaillais. Ce n'est pas vrai pour tous les provinciaux ; certains ont suivi avec sympathie l'explosion de mai, mais sans toujours bien comprendre. On trouve, parmi les syndicalistes de province de la C.F.D.T., des hommes qui acceptent mal le soutien de leur centrale aux étudiants et l'appel du 29 mai à Pierre Mendès-France. Même eux ne se sont pas aperçus que le pouvoir était vacant et qu'il fallait ou bien le laisser aux communistes, ou bien proposer un homme capable de leur résister.

Ce qu'il y a de curieux, c'est qu'avant le 30 mai, les éléments conservateurs ou gaullistes de province avaient une vue plus exacte de la situation (la peur rend lucide), et qu'ils se seraient raccrochés à n'importe quelle formation, de gauche ou de droite, susceptible de ramener l'ordre. Le Général s'est manifesté : ils voteront U.D.R. et n'aspirent plus qu'à la revanche.

La province réclame l'ordre, la capitale aspire au calme. Les « manifs » quotidiennes, les grèves, les violences l'indisposent de plus en plus : « Que les étudiants se calment, qu'ils pensent aux examens et aux vacances, et qu'ils nous laissent tranquilles. » Un syndicaliste déclarait au début des événements : « Sais-tu ce qui a le plus choqué nos gars ? C'est que les étudiants brûlent les bagnoles. » Il dit maintenant : « Chaque voiture brûlée, c'est 10 000 voix de plus pour le Général ! »

Car la puissance ne se compte plus désormais en nombre de manifestants comme au mois de mai ; elle se compte fin juin en pourcentages électoraux.

Lucien RIOUX et René BACKMANN.

Cette étude est un extrait de l'ouvrage de Lucien Rioux et René Backmann « l'Explosion de Mai » qui paraîtra prochainement aux Editions Robert Laffont, dans la collection « Ce Jour-là ».

Les révolutions aujourd'hui

par Robert de Montvalon

NOS PERES, jadis, tenaient à bon droit la tranquillité de l'ordre établi pour la première des valeurs sociales. Le pauvre paysan mettait ses pas dans les pas des anciens ; le scribe recopiait et le maître glosait ; le prince regardait le ciel, voyait dans la lente « révolution » des astres l'image de l'ordre divin et tâchait de passer lui-même pour une étoile ; le père modelait vigoureusement les fils à son image ; la femme témoignait silencieusement de l'immobilité de la nature.

La révolution culturelle moderne (celle qui a placé l'homme au centre du monde et mis le monde en mouvement) étant commencée depuis belle lurette, ces façons de faire auraient dû être emportées. Il n'en a rien été, ce qui donne à réfléchir : le nouveau continue à nous effrayer ou, tout simplement, nous paraît inimaginable ; le mouvement nous donne la nausée ; la différence nous affole. Considérons la France, par exemple. Les contradictions d'une société entraînée par des mou-

d'Amérique latine, Cuba, Mao, la naissance dans les églises protestantes d'une « théologie de la révolution ». Quelles que soient les péripéties de la petite histoire électorale, il est plus nécessaire que jamais de considérer avec sérieux la ou les révolutions de la fin du XX^e siècle.

QU'EST-CE QUE LA REVOLUTION ?

Le mot révolution évoque aujourd'hui, dans l'esprit public, le changement violent, radical et global d'une société. Mais c'est un mot trop chargé de passion et trop répandu pour avoir un sens clair et constant. Essayons de dénombrer les nations qui placent dans une révolution l'origine de leur histoire moderne : France, Italie, U.R.S.S., Cuba, Chine et vingt autres. A croire que révolution est tout simplement synonyme d'histoire. Elément de notre patrimoine, la révolution désigne une manière d'être qui a produit hier des actes et peut en produire demain. Personne ne lui échappe. Les contre-révolutionnaires eux-mêmes se réclament souvent d'une révolution passée ou d'une révolution possible. A moins qu'ils ne fassent de la révolution en soi

étrangère à la pensée logique doit se défaire sur le champ de cette vision idéaliste. — Tout esprit jeune, encore libre de structures psychiques trop déterminées peut imaginer des idées nouvelles et être créatif. — Nous appelons dogme tout ce que nous avons cru jusqu'à présent, et la manière dont nous l'avons cru. — Des structures psychiques trop déterminées ne peuvent imaginer de nouvelles structures sociales ; les secondes ne sont jamais que le reflet des premières et réciproquement. — Seul l'éclatement de nos structures actuelles de pensée permettra de repenser un monde nouveau. — La remise en cause sociale passe nécessairement par la remise en cause personnelle et

vements qu'elle contrôle avec peine, on essaye de les résoudre en donnant à l'Etat la figure du père archaïque, dépositaire de la sagesse des siècles, conservateur de l'ordre, maître par définition insoupçonnable. On ne fait ainsi qu'ajouter une contradiction à d'autres. Car le mouvement est justifié par son sens, la détermination du sens suppose un choix, le choix crée un risque et le risque doit être soigneusement calculé. Mais si le calcul, le risque, le choix nous font peur, si notre liberté consiste à refuser de penser et surtout d'agir, le sens nous échappe. Alors nous déclarons le monde incompréhensible ; alors nous rêvons d'un ordre établi, tout entier antérieur à l'action.

Cependant, voyez le paradoxe : dans notre monde, la nouveauté est devenue valeur. La nouveauté des valeurs, la valeur de la nouveauté sont les plus communs des lieux communs. En avril 1967, une « cocotte-minute » faisait, à Paris, l'objet d'une campagne publicitaire sur le thème du bonnet phrygien et de la révolution. En mai, la révolution passait des affiches à la rue : bruit, fureur. Le temps de ramasser leur chapeau et tous les corps constitués déclaraient que le progrès commence par l'ordre. Pourtant les mêmes juraient, hier, que l'ordre commence par le progrès, que l'ordre est mouvement.

N'être ni raide comme une sentinelle veillant à la porte du passé, ni facile comme une fille de joie. La révolution de mai n'a pas changé la face du monde, mais elle a existé, comme ont existé le printemps de Prague, l'hiver de Berlin, les coups d'Etat et les maquis

le mal absolu, ce qui est reconnaître son existence en tremblant plus que de raison.

Il faut donc se garder de jouer les cuistres et cependant mettre de l'ordre dans les idées.

Se garder de jouer les cuistres, c'est-à-dire reconnaître la valeur poétique du mot révolution ou se condamner à ne rien comprendre. Les raisons du cœur, cela existe, les espoirs aussi, et le désir. Certes, poésie n'est pas politique. La poésie ne fait pas ce qu'elle dit : elle dit ce qu'elle veut faire. Mais elle annonce aujourd'hui la liberté qui s'inscrira dans les faits au prix d'un labeur interminable. La révolution, comme l'amour, est poétique ou elle n'est pas ; c'est le présent éclaté pour faire place à un avenir.

Et puis, mettre de l'ordre dans nos idées car la poésie pure est le contraire d'une révolution.

Un moyen d'y parvenir consiste à analyser les alternatives de la révolution. Elle est rien moins que simple, en effet.

a) *Utopique ou fonctionnelle ?* Le mot utopie a plusieurs sens. Retenons celui-ci : les questions du présent étant insolubles avec les moyens du présent, je romps les chiens et je me place au point de vue d'un avenir possible, capable de les résoudre. Lorsque les contradictions du présent deviennent insupportables, l'utopie est réaliste. Mais la société technicienne a disqualifié l'imagination créatrice du peuple au profit de la pédanterie.

La révolution est utopie ; elle est aussi le remplacement de valeurs et de structures qui ont perdu leur caractère opératoire par d'autres valeurs et d'autres

structures. Ce remplacement est souvent nécessaire. Une certaine idée naïve du progrès continu des sociétés a pu, un moment, abuser les hommes de bonne volonté. Ils sont en train d'être désabusés. L'idée de progrès continu n'est qu'un avatar de l'idée de nature immobile. Non seulement le vieillissement, l'usure, la dégradation de l'énergie croissent avec l'accélération de l'histoire (ainsi l'usure de l'information (1) est d'autant plus rapide que l'information est plus développée) de sorte que nous sommes encombrés de « morts » à enterrer, mais la société technicienne est organisée de manière si rigide que la logique de son développement est une logique de rupture. Cette rupture est la révolution.

Une analyse fonctionnelle des sociétés peut donc permettre de comprendre la révolution. Elle éclaire en particulier la notion de pré-révolution : lente désintégration d'une société qui ne remplit plus ses fonctions. Malheureusement le citoyen, mal informé, attribue la pré-révolution à des forces maléfiques telles qu'incubes, succubes et juifs allemands. Il se réfugie, loin de l'histoire, loin de l'analyse, dans le royaume des choses-en-soi : la nation, l'ordre, le pouvoir. Il est rassuré. Il ne voit pas l'histoire qui le tourne.

Bien entendu, l'analyse fonctionnelle n'est possible que si l'on a défini les fonctions de la société et, pour définir ses fonctions, il faut tirer ses fins au clair. On ne fait pas l'économie du choix.

b) *Violente ou non violente ?* Pour neuf personnes sur dix, révolution signifie seulement violence physique. Or c'est faire violence à la révolution que de la définir ainsi : il existe des révolutions non ou peu violentes ; par contre (sans parler des états de « violence blanche », c'est-à-dire des violences organisées non sanglantes), il existe des périodes non révolutionnaires qui sont d'immenses cimetières, telles les guerres nationales de l'Europe contemporaine.

Ne serait-il pas honnête de constater que la violence se tient au milieu de nous avant même que nous ayons commencé à agir ? L'histoire est violente : elle me met en relation avec le temps qui menace de me détruire et me détruit en effet. La société est violente : elle me met en relation avec les autres qui, n'étant pas moi, me contestent et me limitent, quand ils ne me détruisent pas, eux aussi. Nous naissons par effraction, nous vivons contre le courant, nous mourons sans l'avoir voulu. De sorte que le vrai problème est de savoir comment tourner vers la vie, et non vers la mort, la violence intrinsèque de l'histoire. A chaque situation nouvelle correspond, de ce point de vue, une responsabilité nouvelle qu'il faut porter. Pour la porter, il faut regarder la violence en face et non feindre qu'elle n'existe pas. Et bien sûr, elle n'est pas bonne. D'ailleurs, Dieu seul est bon.

c) *Absolue ou relative ?* Toute révolution tend à se présenter comme un absolu. Des nécessités tactiques expliquent cette tendance : relativiser la révolution, c'est démobiliser le révolutionnaire. Mais en faire un absolu, annoncer la « révolution intégrale », c'est faire un choix idéologique qui ne va pas de soi. Peut-être sommes-nous invités aujourd'hui à relativiser la révolution. Objecterai-je que ce serait la détruire ? L'objection est douteuse. Nous savons par expérience que l'absolutisme révolutionnaire conduit au pire conservatisme. Les révolutionnaires des siècles récents ont peut-être manqué d'ambition révolutionnaire. Ne se bornaient-ils pas à remplacer un ordre établi par un autre ordre établi, dans un

canton de l'univers ? Si la révolution des sociétés industrielles consiste en ce que l'homme veut donner un sens à sa relation avec les autres hommes (au lieu de rester seul) et avec le temps dont la science précipite le cours (au lieu d'être immobile ou débordé), cette révolution ne peut être ni sectaire, ni définitive. Le concept de révolution permanente, que tant d'excellents esprits tiennent pour la perversion des perversions, est peut-être un concept très humble : le meilleur est toujours devant nous.

d) *Globale ou partielle ?* Apparemment la révolution, pour mériter son nom, doit changer une société de fond en comble. Ce changement pourrait (ou devrait) commencer par des secteurs-clefs, telle l'Université dans la société industrielle. Mais une révolution partielle serait inconcevable. La révolution paraît devoir être globale ou n'être pas.

Comment se fait-il donc que tant de révolutions, qui ont emprunté ce chemin, aient échoué ? Se voulant globales, condamnées à s'emparer d'un Etat centralisé, elles ont changé de politique sans changer la politique. La révolution de la société industrielle a peut-être pour but de critiquer et de remplacer le type d'unité (uniforme, centralisé) qui régit cette société. Ainsi elle serait globale sans être monolithique, c'est-à-dire qu'elle serait multiforme, donc produite par plusieurs révolutions partielles mais non particularistes.

e) *Révolution ou réforme ?* C'est le type de distinction toute verbale qui rassure parce qu'elle embrouille. Elle porte en effet sur les seuls moyens : la révolution serait violente, donc mauvaise ; la réforme douce, donc bonne. Mais juger des moyens sans considérer les fins auxquelles tendent ces moyens, c'est organiser un concours de cuisine avec des assiettes vides. Certes les moyens ne sont pas indifférents, du point de vue de la morale et du point de vue de l'efficacité. Cependant le jugement moral, comme le jugement d'efficacité, doit porter sur une stratégie, sur une combinaison de moyens et de fins : quels changements sont nécessaires, désirables, désirés, voulus et par qui ? Sont-ils possibles et comment ? Alors le choix entre réforme et révolution, à supposer qu'il ait un sens, résulte de la décision stratégique au lieu de la préjuger, c'est-à-dire de l'ancêtre.

Vouloir la fin sans se préoccuper des moyens, c'est premièrement penser avec les pieds, deuxièmement s'exposer à faire la révolution contre l'homme et non pour lui. Mais couper les moyens en quatre sans s'occuper de la fin, c'est choisir, sans le dire, la conservation.

f) *Possible ou impossible ?* Certaines tendances révolutionnaires se vantent de vouloir l'impossible ; d'autres paraissent oublier la révolution à force de rester dans les limites du possible. Donc la question de la possibilité de la révolution est posée. Non comme une question portant sur les accidents de la révolution : ils sont toujours possibles. Mais comme une question portant sur la révolution elle-même, comme changement substantiel, comme passage d'une logique sociale à une autre. Admettons qu'elle soit souhaitable, souhaitée, utile : est-elle possible dans une société industrielle prise en masse où l'autonomie (sinon la liberté formelle) des personnes est restreinte, où les pouvoirs disposent de puissants appareils de persuasion et de domination ? Certes une équipe dirigeante peut succéder à une autre. Quelle est alors sa marge de manœuvre ? Doit-elle utiliser la contrainte ? Le radicalisme de certains projets révolutionnaires tient-il à leur vigueur ou à leur fragilité ? Dans un monde raccourci une révolution peut-elle se limiter à une ou quelques nations ?

(1) Au sens technique du mot : connaissance d'un système quasi isolé en un moment donné du temps.

Autant de questions qui convergent peut-être vers une question fondamentale : celle du contenu de la révolution dans un monde où les contradictions de la société technicienne et la coexistence de peuples possédants et de peuples dépossédés créent une situation très nouvelle. Pour savoir si la révolution est possible, il faut d'abord se demander ce qu'elle est.

QUEL EST LE CONTENU DE LA REVOLUTION DANS LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE CONTEMPORAINE

Il n'y a pas de révolution qui ne soit un projet, qui ne commence par une contestation et qui ne débouche (ou ne veuille déboucher) sur une affirmation de la liberté de l'homme. C'est pourquoi l'idée révolutionnaire est traditionnelle et moderne à la fois, si paradoxal que cela paraisse. Elle est moderne car elle suppose que l'homme se considère comme le sujet (individuel et collectif) d'une histoire toujours à faire. Elle est traditionnelle car elle manifeste (ou cherche à manifester) la domination de l'homme sur le temps de l'histoire, *tout comme* les hiérarchies classiques ou claniques manifestaient la domination de l'homme sur l'ordre « éternel » des champs. Après avoir tenté de gouverner

réciiproquement. — L'attitude critique est la seule attitude dogmatique à apprendre et à conserver. — Tant que l'on reste réactionnel, ou dans l'opposition, c'est-à-dire dépendant hiérarchiquement de ce qui existe, on ne peut progresser ou inventer, on ne fait que reproduire en miroir ce que l'on condamne. — Toute création nouvelle doit comporter des éléments antisclérosants, agissant par réaction réflexe. — La révolution ne se fera pas en laissant sortir hors de soi, d'une façon anarchique tout ce qui a été refoulé depuis des mois ou des années. — La révolution ne se fera pas en laissant uniquement les gens discuter sans direction, alors qu'on leur demande de faire par

de haut une nature réputée immobile, l'homme tente de prendre la tête du mouvement.

Toute révolution est donc prise de conscience, ce qui ne signifie pas qu'elle s'arrête aux frontières d'une conscience solitaire ; toute révolution commence au contraire par la prise de conscience d'une relation et aboutit à une nouvelle relation de l'homme avec les autres, avec les choses.

La révolution qui cherche à se faire jour dans les sociétés industrielles est comme la troisième étape d'un processus révolutionnaire permanent, inauguré politiquement au XVIII^e siècle, culturellement de deux à cinq siècles plus tôt.

Il y eut d'abord la conquête de la liberté individuelle contre un pouvoir absolu qui n'était plus que la caricature des monarchies « paternelles » de naguère. Il y eut ensuite la révolution socialiste, se définissant comme un réalisme (« *Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est leur être social qui détermine leur conscience.* » Marx), mettant à nu les contradictions et les conditions économiques et sociales de la liberté, mais aboutissant trop souvent à une idéologie réductrice, tributaire d'une situation sociale caduque : celle de la première révolution industrielle (1850-1940 ?).

Aujourd'hui, nous assistons à l'émergence politique de contradictions, de questions et d'ambitions qui, loin d'être aberrantes, résultent des succès et des échecs des révolutions antérieures. Du reste, des milliers d'observateurs, de sociologues, de cinéastes, de romanciers,

avaient commencé à les exprimer depuis longtemps. Mais ce qui passait pour être jeu de l'esprit devient réalité charnelle.

L'humanité avait beaucoup travaillé pour assujettir la nature à la raison et ouvrir à la raison l'accès du réel. Nous avons organisé nos sociétés conformément aux exigences d'une raison intelligente et agissante. Et nous ne savons plus où elles vont. Ainsi un certain structuralisme anéantit l'histoire, ce lieu où l'homme devient lui-même, cependant que le « phénomène bureaucratique » (M. Crozier) engendre des mécaniques sociales d'une pesanteur si accablante qu'au lieu de rendre l'homme efficace, elles le condamnent à faire ce qu'il ne voudrait pas faire. Soyons concrets : aucun homme, considéré individuellement, ne juge bons le sous-développement, l'arme nucléaire, le faux savoir des vieilles écoles, la misère des moyens de communication de masse ; mais aucun homme ne croit pouvoir échapper au triomphe de l'absurde. A moins d'y échapper par la fuite : *hippies*, loisirs exotiques des riches, évasions qui se croient spirituelles...

La contestation, la protestation sont donc refus de l'insignifiance personnelle et de l'absurdité sociale. La négation est une des sources de l'affirmation. Nous avons quelque peine à le comprendre. Nous pensons avec un couteau à découper. Nous feignons de croire que toute négation est néant, toute affirmation plénitude, alors que nous sommes abrutis d'affirmations creuses, alors que la négation est, pour le croyant, une voie d'accès à Dieu même.

Quant à l'irrationalité de certaines contestations, elle n'est rien d'autre que la dénonciation par l'absurde des sottises vers lesquelles conduit l'hyper-rationalité des stratégies bureaucratiques.

« Si la transformation de la réalité en un monde technicien n'a pas aboli la domination de l'homme par l'homme, c'est parce que la technicité, en se développant comme elle l'a fait, a continué de *faire de la vie un moyen de vivre* », écrit Marcuse. Voici en effet la question : ou bien l'homme devient moyen dans un univers de moyens qui n'ont d'autre fin que leur pesanteur (toujours plus de produit national brut ; toujours plus d'armes ; toujours plus d'hommes sur la terre ; toujours plus de « messages ») ; ou bien l'homme renaît comme sujet irréductible — comme cause et comme fin — comme vouloir autant que comme savoir — démasquant la fausse objectivité des sciences et des techniques derrière laquelle se cache la puissance de scientifiques anachroniques et de princes tout occupés de leur propre conservation.

Cette question est pratique et théorique à la fois.

Pratique car, ayant réellement porté la contestation (la tâche n'est pas achevée), il faut, non moins réellement, créer les instruments d'une responsabilité collective. « Vouloir l'humanité comme une totalité et la personne comme une singularité » (P. Ricœur) : ces deux projets ont cessé d'être contradictoires.

Théorique car nous ne savons pas (sauf à réciter de vieilles leçons) quelles sont les fins de l'homme dans une société technicienne ou ce que veut dire une phrase comme : l'homme est la fin de cette société. Ne croyons pas que le vieil humanisme puisse survivre sans changement à la critique des sciences de l'homme. Les hommes sont à la recherche de leur identité, dit

Shaull qui formule cette demande : « Donner à chacun la liberté d'enterrer ses morts ». Faute de moyens de vivre, la plupart des hommes n'ont en effet pas d'autre présent que leur passé. Il faut leur redonner les moyens d'avoir un présent.

Bref, il s'agit de savoir si la science et la société seront réduites par l'homme ou si l'homme sera réduit à elles : telle est la révolution de la société technicienne de consommation. Les étudiants sont à l'avant-garde parce qu'ils sont membres à part entière de cette société et cependant assez libres encore pour la contester. Et puis cette révolution met en cause la rationalité actuelle de la société industrielle ; elle porte sur le contenu du savoir que cette société possède sur elle-même ; il est normal qu'elle naisse parmi les titulaires, présents ou futurs, de ce savoir.

PLUSIEURS REVOLUTIONS OU UNE SEULE REVOLUTION PLANETAIRE ?

On parlait de la révolution dans l'ex-« tiers-monde » bien avant d'en parler dans la société technicienne. Elle semblait y gagner du terrain *parce que* la société industrielle s'établissait dans une prospérité qui l'éloignait des sous-développés. On reconnaît ici le thème de la division du monde en « riches » et en « pauvres » : les marxistes orthodoxes l'ont toujours critiqué ; mais, en Amérique Latine, en Asie, en Afrique, beaucoup de révolutionnaires et de modérés voient dans la coexistence pacifique la conjuration des puissants contre les faibles. L'échec des politiques dites d'aide au développement est patent pour des raisons connues de tous : faiblesse des moyens ; absence de fins, c'est-à-dire de choix politiques, sociaux, culturels ; absence d'un projet touchant la terre entière ; point de volonté. Toutes les formes de coopération internationale paraissant au mieux inefficaces (mises à part quelques petites opérations bilatérales), au pire opprimantes, les pays sous-développés se sont donc tournés vers des voies nationales de développement. D'où la relance du nationalisme ; d'où le polycentrisme des projets et des idéologies révolutionnaires.

Il faudrait examiner et comparer ces dernières : le castrisme, le maoïsme, les partis communistes orthodoxes, les recherches plus timides de pays comme la Tanzanie, etc. — les mettre en relation avec la situation réelle des pays afro-asiatiques et latino-américains — se rappeler aussi le vrai drame que nous vivons : des peuples de toute espèce, dont le nôtre, dépendent les uns des autres, et ils s'ignorent, et ils ignorent la nature et les effets de leur interdépendance. Ils ignorent même leur ignorance au point de baptiser générosité leurs marchandages.

Or, depuis quelques deux ans, loin que les révolutions de l'ex-« tiers-monde » éloignent celui-ci des nations industrielles, ses idéologies révolutionnaires paraissent se greffer sur les sociétés industrielles d'Europe et d'Amérique du Nord. La révolution étudiante se réclame, non sans confusion, de Mao ou de Guevara ; le mouvement ouvrier est remué dans ses profondeurs. S'agit-il d'une rencontre superficielle ou d'une conjonction ? En tout cas, ce phénomène confirme l'interdépendance des pays sous-développés et des pays développés. Tantôt ils se séparent et se distinguent, tantôt ils se rejoignent. Mais, comme s'ils étaient liés par un lien élastique, leur éloignement aboutit à leur rapprochement, leur rapprochement se change en éloignement. Ce phénomène, il faut le réinterpréter sans cesse.

La plupart des pays sous-développés ont vu dans la révolution de mai un mouvement incompréhensible de riches trompant leur ennui. Cette réaction paraît avoir deux causes : une vraie ignorance, due à l'éloignement, à la différence des situations ; la crainte de perdre l'aide, si limitée soit-elle, que la France apporte à quelques pays. Des Français ont également jugé que mai 68 aurait méprisé les besoins de l'ex-« tiers-monde », cherché à détruire la politique française de développement. Il est vrai que celle-ci pourrait être affectée par les grèves ; mais cette politique et ses pareilles méritent-elles d'être appelées politiques de développement ? C'est douteux. Et pourquoi ne le méritent-elles pas ? Parce que les modèles de consommation (c'est-à-dire le sens de l'existence) dans les sociétés industrielles ne font aucune place aux besoins actuels des peuples sous-développés. Cependant les pays sous-développés ne cessent pas de dépendre des pays industriels (les modèles de consommation occidentaux franchissent les frontières et atteignent certaines classes dirigeantes afro-asiatiques ou latino-américaines ; l'Occident contrôle certains marchés, exploite certaines productions primaires, en nombre du reste décroissant). L'influence des pays développés sur les pays sous-développés produit donc une combinaison, beaucoup plus explosive qu'un cocktail Molotov, d'intégration et de marginalisation : les sociétés sous-développées ne peuvent pas se détacher des sociétés industrielles et celles-ci ne savent que les refouler à la périphérie de leur univers, avec les Noirs américains, les vieux, les jeunes sans emploi, les paysans des régions défavorisées, les malades mentaux...

Donc, s'il est aventuré de prétendre que Castro ou Mao peuvent fournir aux sociétés industrielles des modèles aptes à résoudre leurs contradictions présentes, il est sûr que la poursuite de nos pseudo-politiques de développement et de notre philosophie de l'abondance ne résoudra pas les contradictions actuelles de la société planétaire. Pour que la relation des sociétés industrielles et des autres n'aboutisse pas à un chaos, en comparaison de quoi les barricades du Quartier Latin ne seront que des jeux, il faut que les premières se transforment profondément, c'est-à-dire de manière révolutionnaire.

Dans la mesure où la révolution des sociétés industrielles recherche une nouvelle identité de l'homme, — inventorie la relation des hommes entre eux (cette relation par laquelle j'existe et que la société industrielle anéantit), — oblige le développement technique à se justifier (au lieu de se conduire en tyran), — s'interroge sur le bonheur (au lieu de réprimer le désir du bonheur), — redécouvre la valeur de la différence, de la vie privée, de l'intériorité (après qu'on ait glorifié l'uniformité), cette révolution pourrait nous ouvrir un chemin. La coopération des peuples industriels et des autres en vue de donner corps à la terre entière n'est pas, ne peut pas être fondée sur un prétendu désintéressement ; mais elle deviendra possible le jour où chacun, pour satisfaire ses *propres* besoins et en les satisfaisant, rencontrera les autres et leurs besoins. Or ne sommes-nous pas en train, nous autres les « abondants », de naître à de nouveaux besoins ? L'humanité a quelque chance d'exister, l'histoire de l'homme de commencer si les sociétés industrielles renoncent à prendre la quantité pour une qualité et leur ventre pour un dieu.

R. DE MONTVALON.

— Cet article est publié également par la revue « Terre entière », nos 29-30.

Qu'est-ce qui change ?

L'homme dans la société en mutation

par Bernard Porte

L'INTERROGATION posée par la Semaine Sociale d'Orléans au mois de juillet ne manquait pas d'intérêt. Les passions soulevées par les journées de mai, les questions multiples qu'elles ont provoquées donnaient à ce mois de juillet un faible recul sur l'événement ; elles se reflétaient dans les propos et les réflexions des participants de la Semaine.

Proposer à deux ou trois mille personnes de réfléchir ensemble pendant 5 jours relevait bien de la gageure. Il ne pouvait en effet être question pour les organisa-

teurs de certaines tables-rondes, — mais il y avait aussi, à notre sens, un seuil, toujours difficile à franchir, celui du lien entre une co-élaboration, une réflexion en commun et des apports extérieurs, difficiles à situer — réponse directe aux questions ou ouverture sur des perspectives philosophiques et sociales.

Quoiqu'il en soit, pendant cinq jours ont été abordées les grandes interrogations, que chrétiens et non chrétiens ressentait en ce mois de juillet comme des provocations personnelles et collectives à un devenir.

La Semaine d'Orléans aura sans doute marqué, tant par ses méthodes que par ses questions sur l'Homme, sur la Révolution, sur la Société.

à quelque chose qu'ils n'ont jamais appris : une participation à une créativité de groupe. — Demander aux hommes de faire du jour au lendemain ce qu'« on » s'est bien gardé de leur apprendre jusqu'à présent, est une preuve d'insuffisance de réflexion critique. — Il faut former des animateurs de discussion, capables de faciliter le processus de communication et de dialogue dans de multiples petits groupes de discussion. — Cessons de reconnaître les « Personnalités » pour mieux reconnaître les personnes. — Tant que nos structures mentales seront inchangées, le goût du pouvoir restera le pire des fléaux de toute société. Faisons en sorte que chaque leader ne puisse rester trop longtemps

LE NOUVEAU STYLE DE
LA SEMAINE SOCIALE

teurs de s'en tenir aux formules classiques où une session de Semaine Sociale, ponctuée par des leçons magistrales, se déroule selon un ordre défini à l'avance. Par ailleurs les sollicitations de Mai avaient créé des liens, permis de découvrir ou d'exprimer des affinités, des préoccupations qui passaient bien au-delà des clichés classiques. Il s'agissait sinon de perdre sa personnalité du moins d'accueillir dans le cadre de la Semaine d'autres hommes et d'autres femmes peu habitués à la tribune ou aux gradins de la Semaine Sociale. Enfin, il était indispensable que le public d'Orléans se saisisse des grandes interrogations du moment. Personne n'aurait compris qu'on parlât d'urbanisation et non de révolution, d'opinion publique et non de contestation. Il fallait parler, et on peut se féliciter de ce pari, car même si le résultat comporte de grandes parts d'ombres, on ne peut pas ne pas reconnaître l'intérêt d'une grande confrontation à chaud. Pendant cinq jours a été vécue une expérience de communication de « masse ». On aura l'occasion de revenir sur les richesses de cette expérience, on peut noter déjà une de ses limites ; la difficulté d'établir les passerelles entre, d'une part, le vécu, et le ressenti dans les groupes de discussion, et d'autre part, les éclaircissements et apports donnés par les experts. S'il semble que la communication ait trouvé assez vite son régime dans les groupes, celle-ci a eu beaucoup de mal à s'établir entre les groupes eux-mêmes, entre les groupes et les hommes de la tribune. Sans doute faut-il imputer cette difficulté à différents facteurs ; nombre des groupes, organisation des liaisons,

S'il était impensable, après le choc provoqué par les événements de Mai, de maintenir les modalités « classiques » du déroulement de la Semaine Sociale, sans doute pouvait-on penser à des améliorations notables. Or les organisateurs ont choisi de façon délibérée la rupture et l'imagination de processus neuf. Au lieu des 12 ou 18 leçons habituelles, le public d'Orléans ne fut soumis qu'à deux leçons et un exposé de synthèse. Le fil directeur de chaque journée faisait l'objet d'un court exposé le matin. Des travaux de groupes permettaient aux participants de détailler le thème de la journée. Le soir un forum était l'occasion pour les groupes d'interpeller un panel d'experts. Ces interpellations étaient exprimées par écrit. Après le repas, le micro était confié à la salle qui de façon impromptue pouvait dialoguer avec la tribune.

On perçoit immédiatement les limites de la formule ; en dehors des passerelles entre travaux de groupes et apports extérieurs, malaisées à établir, il était difficile pour les groupes d'explorer en profondeur les thèmes vastes qui leur étaient proposés, d'autant que la non homogénéité du public apportait une complication supplémentaire.

Mais à l'inverse, il semble, d'après les groupes et leurs animateurs, que beaucoup d'entre eux aient vécu une expérience de recherche en commun très riche. Nombre de participants ont exprimé l'intérêt de la formule en ce qu'elle privilégiait le groupe. Cet intérêt ne s'est pas démenti, les groupes conservant pratique-

ment la même composition au fil des jours. Une amélioration importante consisterait dans un lien plus étroit entre le travail des groupes et les rencontres en forme de « forum ».

Parallèlement aux groupes de discussion, des commissions de travail spécialisées par thème se tenaient l'après-midi. Prises en charge par deux ou trois personnes, elles se sont heurtées aussi aux difficultés d'expression. Certains, grâce aux comptes rendus, à des journaux muraux, qui faisaient ressembler les halls de la Semaine aux couloirs de la Sorbonne, ont pu faire connaître quelques-unes de leurs conclusions. Mais cette présentation est bien en-deçà de ce qu'on aurait souhaité.

L'ensemble de ces transformations fait que l'auditeur moyen, habitué des Semaines Sociales se trouvait devant une « mutation » assez radicale de la formule. Il est certain que la formule nouvelle répondait à bien des attentes même si elle ne les a pas complètement comblées. Le doyen Alain Barrère, président des Semaines Sociales, rappelait d'ailleurs que cette Semaine était exceptionnelle et qu'il serait nécessaire d'en tirer des enseignements pour les Semaines à venir.

LE CHANGEMENT, EPREUVE DE L'HOMME

Mais au-delà des méthodes, c'est le contenu des interrogations qui furent formulées sur l'homme, sur la révolution et sur la société qui mérite qu'on s'y arrête.

L'Homme a été au centre de cette Semaine et au cours de chacune des journées a été étudiée sa situation nouvelle dans un monde en changement. C'est à travers un exposé d'André de Peretti « Le changement, épreuve de l'homme », qu'a été abordée directement l'interrogation centrale de cette Semaine. Il ne saurait être question ici de résumer un exposé psycho-sociologique fouillé mais plus simplement de souligner quelques-uns des aspects qui ont été présentés.

Le premier temps de réflexion proposé par André de Peretti visait à saisir l'ambivalence des phénomènes de changement. Pour l'homme, les structures des sentiments liés au changement portent l'ambivalence en elles-mêmes. « Le changement se trouve... vécu comme retour aux sources ou comme fuite en avant ; subi comme une pente ou recherché comme une montée. Il est défini en termes d'amélioration ou en forme de péril et de ressentiment... Il se traduit en mode d'organisation et de réforme (voir de refonte) sociales ou bien en mode de destruction et de révolution selon une oscillation de libération et de « terreur ». Il est perçu comme libération des « interdits » de dépendance ou comme débilitation des défenses sociales et personnelles ».

Ce phénomène d'ambivalence se retrouve au sein de toute situation de changement. Ainsi en étudiant les événements de Mai 68, retrouve-t-on l'oscillation entre la peur et l'allègement, l'espoir et l'anxiété, l'imagination et la passivité.

L'examen du changement et des structurations sociologiques démontre, par ailleurs, que l'édification des structures sociales est le résultat d'un équilibre entre « les échanges de force et d'influence entre individus : grâce à des systèmes de séparation (de « censure ») et de rapprochement (ou « d'identification ») ». Pour qu'il

ait changement social, il faut donc une modification des relations et des situations concomitant avec un maintien des tensions de pouvoirs sans une modification du système des valeurs.

André de Peretti a souligné que le système des besoins humains exige à la fois la sécurisation et l'évolution. La libération de l'homme ne résulte pas pour autant d'une suppression totale des contraintes. En fait l'homme sera agent déterminant de l'évolution si nous acceptons de « quitter le schéma inconscient d'une société « crustacée » pour aboutir à la perception d'une société « vertébrée » moins défensive, plus adaptative parce que plus simple ».

A cette analyse serrée des réactions et des motivations au changement, le Père Lambert devait ajouter une interrogation sur les transformations que le monde moderne entraîne dans la conception de l'homme. Dans son affrontement au monde l'homme est mis à l'épreuve. A l'épreuve du temps d'abord qui désormais est considéré « comme l'une des composantes essentielles de la sécularité ». « Le temps est devenu de nos jours comme une matière que l'on taille sur mesure, une sorte de substance élastique que l'on étend et comprime avec la cybernétique, avec laquelle jouent les organisateurs de loisirs... » Cette domination, cette récupération du temps risque de n'aboutir qu'à l'absurdité, « si la dialectique qui joue entre nos instants n'aboutit pas à un dépassement absolu, à un absolu du monde qui récupère le temps sécularisé ».

Par rapport à la matière, l'homme rencontre la nécessité du choix entre la primauté de l'esprit et la primauté de la matière. Relayé par la machine, l'homme qui, autrefois, se trouvait en continuité avec la nature doit faire face à une situation nouvelle caractérisée par la création de « formes de plus en plus perfectionnées d'interdépendances ». Cette médiatisation du rapport de l'homme à la nature entraîne des modifications dans tout ce qui constituait son support.

La tension entre personne et communauté est le dernier affrontement que l'homme doit dominer. On a retrouvé à cet égard le résultat des recherches antérieures des Semaines Sociales ; la personnalisation et la socialisation ne sont pas des mouvements opposés mais elles constituent les deux termes d'un mouvement dialectique. L'une ne peut se réaliser sans l'autre.

REVOLUTION ET VIOLENCE

Parmi les formes de mutation, la révolution était et demeure une voie privilégiée. Il n'est pas étonnant qu'on lui ait consacré une journée complète. C'était se situer au cœur du changement et ne pas hésiter à poser les questions brûlantes, en particulier celle de la violence.

Trois questions étaient posées qui ont constitué l'arête de cette journée : Qu'est-ce que la Révolution ? Mettre de l'ordre dans nos idées consiste à analyser les alternatives de la révolution : est-elle utopique ou réaliste, violente ou non violente, absolue ou relative, globale ou partielle, possible ou impossible, rupture ou aménagement, intégrale ou permanente ? Quel est le contenu de la révolution dans la société industrielle contemporaine. « Savoir si la science et la société seront réduites par l'homme, ou si l'homme sera réduit à la société ? » Enfin s'agit-il de plusieurs révolutions ou d'une seule révolution planétaire ? Pour que la relation des sociétés industrielles et des sociétés en voie de

développement n'aboutisse pas à un chaos, il faut que les premières se transforment profondément, c'est-à-dire de manière révolutionnaire.

Ces trois questions englobaient tous les mouvements révolutionnaires actuels, mais se référaient aussi directement aux événements vécus en France. Occasion fut donnée de rappeler la chronologie des événements du point de vue étudiant et du point de vue ouvrier. Dans le débat du soir, Aaron Tolen et Jean Leca furent amenés à souligner les liens qui existent entre les idéologies tiers-mondistes (Che Guevara, Mao-Tsé-Toung) et les mouvements révolutionnaires actuels.

Les groupes de discussion, abordant la finalité de la Révolution, ont souligné que celle-ci n'est qu'un moyen « au service d'un projet que les hommes cherchent à mettre en œuvre ». Evoquant le problème de la violence, le Pasteur Casalis rappela que les actes de violence sont souvent le fruit de situations de violence et que les chrétiens sont souvent moins attentifs aux situations qu'aux actes de violence. Par là était à nouveau souligné l'aspect central de la situation de certains pays où finalement c'est un contexte social, une pression des institutions, qui engendrent la violence comme seule forme de libération. Mais, au-delà de la révolution, ce sont les perspectives de développement global qui se sont trouvées remises en cause. Ainsi Robert de Montvalon concluait-il son exposé introductif : « La coopération des peuples industriels et des autres en

en place, compte tenu d'un seuil d'efficacité (Commission Faculté des Lettres - Censier). Les petits mandarins sont plus dangereux que les gros car ils sont plus nombreux et se cachent mieux. Le mandarin est vous. — Les barricades sont nécessaires mais non suffisantes. Les tracts ne sauraient tenir lieu de pensée politique et les slogans de réalisations. (Sorbonne). — La révolution bourgeoise fut juridique; la révolution prolétarienne fut économique, la nôtre sera sociale et culturelle pour que l'homme puisse devenir lui-même et ne se contente plus d'une idéologie paternaliste et humanisante. (Sorbonne). — La révolution est incroyable parce que vraie. — Nous voulons les structures

vue de donner corps à la terre entière n'est pas, ne peut pas être fondée sur un prétendu désintéressement ; mais elle deviendra possible le jour où chacun, pour satisfaire ses propres besoins et en les satisfaisant, rencontrera les autres et leurs besoins. Or, ne sommes-nous pas en train de naître à de nouveaux besoins ? »

REMISE EN CAUSE DE LA SOCIÉTÉ

Le dernier temps d'interrogation de la Semaine d'Orléans a été constitué par la remise en cause de la société, prise successivement sous l'angle économique et sous l'angle politique.

Le point d'impact économique consista à aborder le phénomène de société de consommation pour tenter d'en cerner le contenu. S'agit-il d'une société d'abondance ? d'une société engendrant une hiérarchie artificielle des besoins (les gadgets au détriment des biens collectifs) ? d'une société où les satisfactions non matérielles ne seraient pas prises en considération (relations entre les hommes, prise de responsabilité dans la vie sociale) ? Devant cette société, quel est le jugement de valeur à porter, en fonction de la satisfaction des besoins, de l'équité et de la responsabilité ? Peut-on estimer que les tares de la société de consommation sont la conséquence inévitable de toute société industrielle, quel que soit le régime économique adopté ? Enfin, quels sont les moyens pour réaliser les objectifs tels que la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale,

l'épanouissement des personnes, l'orientation de l'économie par des procédures démocratiques ? L'avènement d'une société plus humaine ne passe-t-il pas par l'acceptation d'une économie moins efficace ? A ces questions, le forum du soir devait permettre d'apporter des éléments de réponse.

Jacques Delors a estimé que ce qui est en cause n'est pas la société de consommation, mais une société trop productiviste, orientée vers l'efficacité au mépris de valeurs fondamentales de l'homme. Il ne faut pas rem-placer ou dépasser la société actuelle, mais l'aménager afin d'aboutir à une combinaison aussi harmonieuse que possible du libre jeu économique des individus avec les orientations générales définies par une planification démocratique. René Bonety, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., voit dans la contestation de la société de consommation le refus par l'homme de son conditionnement qui s'oppose à l'épanouissement de sa liberté et de sa responsabilité.

M. Bonety pense que le dépassement de la société actuelle s'impose. Une première étape consisterait dans deux réformes essentielles : au niveau des entreprises, la reconnaissance du fait syndical et l'élargissement du pouvoir du comité d'entreprise en matière économique ; au niveau de la nation, une participation des citoyens à la détermination des choix économiques clairs et le développement de l'information économique.

Le président du Centre du Patronat Chrétien, Yvon Chotard, estime que la remise en cause est celle de l'équilibre entre consommation individuelle et consommation collective, entre le présent et l'avenir ; l'opposition entre l'avoir et l'être est une contradiction dialectique permanente à dépasser. Il faut aménager notre société plutôt que d'instaurer de nouvelles structures

pour lesquelles la société française actuelle n'est pas prête.

M. Cazalat, du C.N.J.A., exprimant le point de vue des agriculteurs, a insisté sur le fait que le monde rural se trouve trop souvent en dehors du monde de la consommation.

On peut toutefois regretter que le débat ait été souvent prisonnier d'une approche purement morale, les données économiques ne rentrant pas directement comme éléments d'analyse, malgré un document préparatoire d'orientation économique.

A travers le thème : l'Etat, le partage des pouvoirs et les citoyens, c'est à une réflexion politique qu'étaient conviés les participants. Philippe Farine devait poser nettement les jalons de cette réflexion en insistant sur le passage récent d'une société politique individualiste à une société « qui doit assumer l'irruption des groupes dans la vie sociale ». Entre la démocratie directe, où il y a pratiquement identification entre gouvernants et gouvernés, et la démocratie représentative où il y a pratiquement rupture, car le citoyen honoré les jours où il est appelé à déposer un bulletin dans l'urne, est en quelque sorte mis en congé de citoyeneté pendant que son ou ses représentants se chargent seuls d'élaborer, de conduire ou de mettre en œuvre la politique de la nation, n'existe-t-il pas de voies pour rendre la parole à l'électeur ? Dans le sens de cette recherche, ce n'est plus seulement la représen-

tation qu'il faut assurer mais aussi la participation du citoyen pris individuellement et dans les groupes. En fait, il paraît nécessaire de bien préciser ce qu'on entend par participation. Il s'agit de partager la vie et la détermination de la vie de la collectivité.

Etablir en conclusion le bilan de la Semaine d'Orléans paraît difficile. La formule même de la Semaine pouvait difficilement entraîner au-delà du catalogue d'interrogations et de questions. Chacun des thèmes abordés méritait à coup sûr une élucidation plus complète, impossible en une journée. Il aurait fallu pouvoir étaler dans le temps le travail de réflexion et d'approfondissement. D'ailleurs, il semble que ce n'est pas cela qu'aient voulu les organisateurs. Ils ont voulu permettre à des hommes et à des femmes de se rencontrer, d'échanger, de dialoguer. Il s'agissait après les événements de Mai de procéder à une mise en commun, de faire le point !

Dans le dossier de préparation de la session, une note indiquait quel devait être l'esprit de rencontre de la Semaine : « une authentique rencontre suppose non seulement l'expression de chacun, mais une attitude à l'égard des autres, une attitude de dépassement de soi dans la construction d'une œuvre collective. Etre disponible, nous le savons bien, c'est reconnaître ses propres limites, intérioriser librement les contraintes ou les gênes qui tiennent au fait que la transparence de chacun et de tous n'est jamais acquise, qu'elle se présente toujours comme une conquête difficile. »

Cela a certainement été vécu à Orléans. Des apports plus réfléchis restent nécessaires et il faut souhaiter qu'ils trouvent leur place dans d'autres Semaines, mais même en se terminant en forme de question, la Semaine Sociale 1968 répondait à une autre interrogation, de Mai 1968 : *comment permettre à l'homme d'être plus homme ?*

Bernard PORTE.

Les responsabilités de l'homme politique

par André Colin

A l'initiative de Pierre Gabelle, Georges Héau, Roland Jeanniot, les « AMIS DE FRANCE-FORUM » d'Orléans avaient organisé, à l'occasion de la Semaine Sociale, un déjeuner-débat. Le texte, ci-après, reproduit le propos d'André Colin sur la nature et la portée des responsabilités de l'homme politique ; il constitua le thème du « Forum » et souleva une discussion dans laquelle intervinrent notamment Etienne Borne, René Pucheu, Jacques Delors, Pierre Avril, Henri Bourbon, Philippe Farine.

J'AI le sentiment que notre nombre indique le plaisir que nous avons à participer ici à ce « forum ». Ce plaisir est d'autant plus grand qu'il se trouve maintenant que les méthodes dont nous avons eu l'initiative sont de plus en plus adoptées de tous côtés.

Qu'il soit bien clair cependant que, pour moi, le forum signifie ouverture d'esprit, recherche du dialogue, refus du repli sur soi. Mais ce n'est pas dire, bien au contraire, que le forum accepte la confusion dans la pensée.

Plus que jamais il est capital de marquer cette nécessaire fidélité à la pensée.

Il est actuellement heureusement répété qu'il faut poursuivre un effort d'approfondissement de la pensée politique : le mal de notre époque, celui de notre pays peut-être, en particulier, est en effet que la pensée se montre toujours en retard sur l'événement et qu'hélas la politique est en retard sur la pensée !

Il est utile de répéter ceci en un moment où on laisse ici et là entendre qu'un effort politique peut avoir comme fondement essentiel un empirisme au fil des jours, comme si une habileté seulement technique suffisait pour résoudre pragmatiquement les problèmes de la vie collective, comme si des citoyens pouvaient assumer sans pensée animatrice leurs responsabilités politiques.

En cet instant où l'on délibère dans les groupes et les commissions de la Semaine Sociale d'Orléans sur les mutations de notre société — ce qui est un bon sujet — personne n'imaginait au moment où l'on se préparait à en débattre que l'on se trouverait placé dans une actualité aussi brûlante et aussi contrastée : brûlante le 29 mai, contrastée les 23 et 30 juin avec les résultats des élections législatives.

Etienne Borne, dans un article paru récemment, observait que l'explosion de mai, par sa démesure et

par son irréalisme, a renforcé le système qu'elle avait pour objectif d'affronter et de contester.

Sans vouloir porter un jugement aujourd'hui sur les initiatives prises au mois de mai et les événements qui les ont suivis, il faut cependant rappeler que l'homme politique — c'est là la destinée qu'il doit accepter — n'est pas, vis-à-vis de ses concitoyens ou vis-à-vis de l'histoire, responsable seulement de ses intentions.

Il est par-dessus tout — c'est à la fois la noblesse de son sort, mais c'est, en quelque manière, son drame — responsable de ses actes, de ses choix, de ses jugements et de leurs conséquences.

Ses intentions, si pures soient-elles, ne suffiraient pas à le justifier aux yeux de l'histoire.

Il y a différences de nature et de portée entre l'action politique et le simple cercle d'études.

Et cependant, une responsabilité de même nature que celle de l'homme politique existe aussi pour ceux qui ont la vocation ou qui sont chargés d'exprimer une pensée : car la pensée est motrice, elle est incitatrice, et il y a donc d'une certaine manière une correspondance de responsabilité entre l'homme politique et celui qui est chargé d'élaborer une pensée animant la politique ou de l'exprimer.

Nul ne peut croire que le résultat des élections des

au service de l'homme et non l'homme au service des structures. Nous voulons avoir le plaisir de vivre et non plus le mal de vivre. — Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine (Mao). — Ne me libère pas, je m'en charge. — La liberté d'autrui étend la mienne à l'Infini (Bakounine). — Une pensée qui stagne est une pensée qui pourrit. — 18 ans, traqués, matraqués, triomphants. — Toute vue des choses qui n'est pas étrange est fausse (Valéry). — Je préfère une liberté dangereuse à une servitude tranquille (Gide). — Si tu n'as pas de berger fidèle adresse-toi au troupeau. — L'orage est salubre. — Exagérer c'est commencer d'inventer — Remettez sans cesse en cause les institutions que vous créez. — Notre esprit est tel que nous secrétons nos propres prisons.

23 et 30 juin fut celui qui était recherché par les forces et par les hommes engagés dans les événements du mois de mai.

Or, la réaction d'une opinion traumatisée, réaction encore mesurable maintenant, a été telle que nous courrions le risque de voir envelopper dans la même condamnation globale, à la fois les excès de Mai et tout ce qu'il y avait de sain, malgré les excès, dans ces mouvements de contestation et de revendication.

L'ordre rétabli, rien n'est pour autant résolu : après le choc subi et ses répercussions électorales, le pays va se retrouver dans sa vérité objective et avec ses vrais problèmes.

Il faudra, avec un esprit neuf, être présent à son inquiétude qui est au fond une volonté de recherche.

Bouleversé dans ses profondeurs, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle la masse, mais aussi, contrairement à ce qu'on croit, dans ses cadres, le pays a, pour un instant, négligé ses appartenances idéologiques traditionnelles pour se réfugier dans l'attachement à une personne : ce fut, en quelque manière, la réaction instinctive d'un corps social frappé par le mal et par la peur et qui est allé spontanément vers l'apparence « de l'essentiel ».

Il y a là un phénomène curieux : l'intensité du désordre a été telle qu'elle n'a pas permis au pays de rechercher ou de mesurer les causes du mal dont il souffrait ou du désordre qui l'effrayait.

Ne cherchant pas à apprécier la cause ou l'une des causes, il n'a évidemment pas cherché à sanctionner les responsabilités qui étaient engagées par exemple après dix ans de pouvoir.

A l'inverse, dans ce drame national, l'homme qui y trouve sa mesure a su dénoncer comme cause et comme péril permanent le communisme totalitaire qui, cependant, objectivement, avait apporté son concours pour déjouer ou même empêcher certaines entreprises de plus profonde subversion.

Tout le monde l'a cependant répété : les élections n'ont pas réglé les problèmes et encore moins dessiné l'avenir de la France et des Français. Quelle pensée, quels thèmes seront offerts au pays pour lui permettre de réfléchir ou de donner un sens à sa propre existence ? Quelle force surtout pour charger cette pensée d'efficacité ?

Malgré les novations ou les mutations dont on parle et qui sont d'évidence, l'action politique française demeure prisonnière de classifications, d'étiquettes, de pesanteurs qui sont surannées.

Il faudrait sans doute tous les moyens d'une grande propagande pour permettre un réveil de la pensée démocratique, en faire prendre conscience au pays et aussi contribuer à un renouveau, qui est indispensable, de la vie politique française.

C'est là la difficulté.

Il n'y a pas de régime démocratique sans partis, et les manifestations politiques de renouveau ou de création se heurtent toutes, hélas, au poids de traditions qui, nées du passé, n'ont que peu de rapports avec notre situation historique présente.

Ceci mérite réflexion et peut-être action, car il me paraît que nous allons entrer dans une troisième étape de la vie du régime : après la solution du drame algérien et la décolonisation, il y a eu l'accent mis sur la politique extérieure dite d'indépendance. Nous allons maintenant entrer dans la période des réformes institutionnelles.

Au plan du vocabulaire, nous trouverons, par exemple, avec l'organisation des régions, la décentralisation, la participation, des thèmes proches de notre pensée démocratique.

N'est-ce pas seulement le vocabulaire qui sera, une nouvelle fois, utilisé pour masquer une réalité qui, elle, sera à l'encontre de notre inspiration ?

Pourrons-nous charger ces réalités ou ces institutions nouvelles — quelle que soit l'inspiration qui a présidé à leur création — d'un esprit démocratique ?

Ces sortes de novation pourront-elles susciter, à travers le pays, des hommes nouveaux, venus de tous les horizons et capables d'animer une force politique démocratique ?

Toutes ces questions qui se présentent, si elles alourdissent les responsabilités des hommes politiques de conviction démocratique, manifestent encore davantage la nécessité d'une pensée claire et cohérente qui demande pour être maintenue et approfondie un effort inlassable.

André COLIN.

notes de Lecture

Ces idées qui ont ébranlé la France, d'Epistémon

par Nicole Racine

L'ESSAI paru sous le pseudonyme d'Epistémon fait partie de la petite cohorte d'ouvrages de réflexion suscités par les événements survenus dans l'Université: un professeur de psychologie sociale à Nanterre contribue à les éclairer par son expérience durant l'année 1967-68. C'est un des livres (1) les plus intéressants parus à ce jour sur Mai 68: finesse, concision, sens de l'observation nuancée d'humour sont ses principales qualités. Quant à l'auteur, il nous l'avoue, dès l'abord: « depuis le mois de mai, l'Université m'intéresse ». Son livre est sévère pour certains de ses collègues dont la rigidité et l'attitude vindicative le choquent. Mais il ne verse pas dans la surenchère à l'égard des étudiants: chaque fois qu'il décèle dans leur action la tentation du nihilisme ou qu'il voit se profiler dans l'ombre le terrorisme, il le dit.

L'originalité d'Epistémon vient de ce qu'il a cherché dans son expérience immédiate de professeur le principe explicatif du mai étudiant. Ce principe qui lui est apparu a-posteriori, le voici: Nanterre fut de « novembre à mai, en vas clos et en combustion lente, la miniaturisation de ce qui a éclaté en grand, au-dehors, comme une traînée de poudre en mai ». A Nanterre, en effet, les étudiants ont pris plus vite qu'ailleurs conscience d'un certain nombre de problèmes relatifs à la condition étudiante et à la finalité de l'enseignement. Sous l'impulsion du doyen Grappin et de professeurs, dans leur majorité, libéraux, se déroula, dans un campus encore en chantier, une expérience d'enseignement moderne des sciences sociales, en rupture avec les méthodes de la Sorbonne, fondée sur une nouvelle conception des relations avec les étudiants (un début de cogestion fut mis en place à l'hiver 67).

Cependant, nous dit Epistémon, la cause réelle qui a provoqué le déclenchement rapide de la crise à Nanterre, puis l'escalade d'incidents de plus en plus violents, c'est le « discrédit du savoir ». La hiérarchie des grades et des fonctions universitaires s'est trouvée contestée et s'effondra la croyance dans l'Université, dans le savoir qu'elle dispense.

Pour Epistémon, c'est de ce moment que date le

clivage à Nanterre entre ceux qu'on a appelé les « enragés » (les différents groupuscules qui feront leur unification dans le « mouvement du 22 Mars ») et la masse des « indifférents ». C'est de cette expérience que le « mouvement du 22 Mars » a extrait les principes directeurs de son action, notamment celui-ci: il n'y a pas de différence de nature entre l'enseignant et l'enseigné (principe qui va à l'encontre de la vue traditionnelle répartissant l'enseignant et l'enseigné des deux côtés opposés d'une barrière — le savoir, l'ignorance.)

Pourquoi, se demande Epistémon, la Faculté des Lettres et de Sciences Humaines de Nanterre a-t-elle été la première à jouer ce rôle? La situation particulière de Nanterre l'explique: saturation du nombre des étudiants — désarroi collectif dans l'isolement d'un campus en chantier — libéralisme des professeurs — nature des conceptions théoriques et méthodologiques propres aux départements des sciences humaines et sociales. C'est l'accumulation de ces quatre facteurs qui a fait que Nanterre a réagi plus vite que d'autres institutions universitaires aux problèmes de la jeunesse intellectuelle française (réforme des études supérieures, règlement des résidences, interdiction de tenir des réunions politiques dans les locaux universitaires, valeur de l'enseignement dans la société de consommation...). Une contestation de l'Université naissait qui se faisait de plus en plus globale et radicale, en portant non seulement sur les modalités de l'enseignement et des examens, mais sur l'existence même de cet enseignement et de ces examens.

Parallèlement apparaissait le thème de la critique de la société de consommation. L'enseignement que donne l'Université est à l'image de la société, c'est un enseignement de « consommation des connaissances », non de « formation humaine ».

A partir de mars 68, en tout cas, Nanterre « s'affirme comme le lieu de la nouvelle utopie ». Dans le campus où s'effrite l'autorité universitaire, « la faculté d'imaginer se libère ». « L'imagination prend le pouvoir à Nanterre deux mois avant de s'installer en Sorbonne. » L'utopie qui se développe alors fin mars dans le campus de Nanterre s'est constituée dans sa cohérence propre; elle s'appuie sur une force concrète, à demi organisée, « le mouvement du 22 Mars ».

(1) Ces idées qui ont ébranlé la France, par Epistémon, Fayard.

Epistémon relève parmi les facteurs qui expliquent le rôle particulier joué par Nanterre, l'influence déterminante de certaines conceptions propres à l'enseignement des sciences sociales et à quelques-unes des « idées forces » semées par cet enseignement depuis plus de trois ans, notamment en sociologie et en psychologie.

L'enseignement de la sociologie est marqué depuis 1965 par la personnalité d'Henri Lefebvre (en rupture, on le sait, avec le marxisme officiel) et par les méthodes des assistants qu'il a appelés autour de lui. Rappelons qu'Henri Lefebvre avait été professeur à la Faculté des Lettres de Strasbourg où naquit le « situationnisme ». Selon Epistémon, l'ouvrage qui a le plus marqué les étudiants est un ouvrage d'histoire : *La proclamation de la Commune* (paru en 1965 chez Gallimard). Dans la Commune de Paris de 1871, Henri Lefebvre voit en effet la démonstration de la spontanéité populaire créatrice, l'émergence d'une société libre sans organisation figée, à l'exemple de celle dont rêvaient Fourier et les socialistes utopistes français du XIX^e siècle, enfin, surtout l'exemple de la « fête collective ». On reconnaît là quelques-uns des thèmes qui inspirèrent les « groupuscules » dans cette Sorbonne qu'un autre sociologue (Edgar Morin) a décrit comme une « Commune étudiante » (2).

Quant aux assistants de sociologie de Nanterre, ils ont introduit pour la première fois dans l'enseignement supérieur français des méthodes pédagogiques inspirées de courants qui ont été successivement appelés psychothérapie institutionnelle, pédagogie institutionnelle, analyse institutionnelle. Dans cette conception, le maître descend de son piédestal, assistant la classe qui fonctionne en autogestion ; au titre d'expert, il assure la régulation des échanges et des conflits internes.

Pour Epistémon, Mai 68 pourrait être le « triomphe de l'action sociologique » : un noyau d'assistants et d'étudiants de 1^{re} et 2^e années en sociologie a réussi une expérience en grand : le choc a ébranlé la Faculté entière, la Sorbonne, l'Université française et plusieurs secteurs professionnels du pays.

Autre triomphe, nous dit Epistémon, celui des techniques de psychologie sociale connues sous le nom de techniques de « dynamique de groupe » telles qu'elles sont enseignées en psychologie expérimentale.

Epistémon pose la question évidemment fondamentale de l'influence de ces méthodes de « dynamique de groupe » sur les événements de mai. Comment expliquer, en effet, « l'explosion de la libre parole et l'intensité de sa circulation dans tous les groupes universitaires, scolaires, hospitaliers et artistiques à partir du 14 mai 1968 », comment expliquer que la France universitaire et intellectuelle se soit mise à fonctionner — selon l'expression des psychologues — en « non directif », parfois en psychodrame, en « happening », comme un vaste séminaire, ouvert à tous, sans staff, comme un séminaire « sauvage », c'est-à-dire spontané, sans programme autre que celui qu'il se donne. Comment « ce que le psychologue social concevait comme la dynamique de groupes restreints, devenait brusquement la dynamique de groupes généralisés ? » Car bien que ces méthodes de groupes aient été appliquées à Nanterre dans un but pédagogique, ce n'est pas seulement à Nanterre que leur influence a joué, mais ailleurs. Epistémon pense que depuis dix à quinze ans se sont développés en France, dans le domaine de la « dynamique des groupes », des enseignements inspirés des

méthodes psychosociologiques de Moreno, Lewin et Rogers, parallèlement à l'Université officielle plus lente à accueillir les nouveautés.

Avec l'application de ces méthodes dites de groupes se sont affirmées et répandues, depuis une dizaine d'années « la pratique concrète de la contestation, les idées de décentralisation et de collégialité des décisions, d'autonomie des départements, de concertation entre les individus au sein d'un groupe et entre les groupes au sein d'une entreprise ou d'une institution ». Ainsi, note Epistémon, ce que Lewin appelle la « décrystallisation », c'est-à-dire la phase préparatoire à tout changement social, a fonctionné silencieusement jusqu'à atteindre un seuil où il n'est plus besoin que d'une étincelle pour allumer « l'explosion mutative ». « On ne comprendrait pas que l'agitation étudiante à Nanterre, puis au Quartier Latin, ait pu à elle seule déclencher par toute la France (...) ces intenses et innombrables discussions de groupes spontanées, si le tissu social n'avait été progressivement infiltré, à doses homéopathiques et en des lieux les plus divers, par ce sérum. »

Entre la pratique du psychologue social et l'action sociologique décrite plus haut, Epistémon voit des différences idéologiques : le premier vise, nous dit-il, un changement social, mais contrôlé, c'est-à-dire « démocratique », au contraire le second, le sociologue d'action vise une révolution « sauvage », c'est-à-dire décidée par la base, en dehors de l'appareil.

D'après Epistémon, le désaccord méthodologique du psychosociologue et du sociologue d'action à Nanterre anticipe, dès novembre 67, la divergence qui culminera à partir de fin mai 68 entre « réformistes » et « révolutionnaires », entre une tendance désireuse de consolider par des réformes de structure la révolution à l'intérieur de l'Université avant d'aller plus loin et un projet plus global de changer les bases mêmes de la société.

Quittant l'univers intellectuel de Nanterre, l'auteur se demande, dans une seconde partie intitulée « l'émeute », avec quels concepts penser les phénomènes de mai 68. Il refuse de se référer au structuralisme ; les événements de mai 68 lui paraissent se situer hors du champ d'application du structuralisme : Mai 1968 aurait rétabli dans son mode propre qui est celui du conflit et du dépassement, l'histoire niée par le structuralisme.

Si des considérations tirées de Marx, Mao, Marcuse, permettent d'anticiper la révolution de mai 68, elles n'expliquent pas pour Epistémon qu'elle se soit déroulée en France.

C'est dans l'œuvre d'un philosophe un peu hâtivement enterré par l'école structuraliste, Jean-Paul Sartre, qu'il faut chercher les concepts permettant d'expliquer ce qui s'est passé dans l'Université française, notamment dans la *Critique de la Raison dialectique* paru en 1960. C'est à l'analyse sartrienne du « groupe » et de la « société globale » que l'auteur fait appel pour comprendre mai 68. Le « groupe », c'est ce qui émerge d'une société en voie de massification (ce que Sartre appelle le « pratico-inerte », c'est-à-dire « l'anonymat dans la sérialité », la « juxtaposition des solitudes »), c'est ce qui introduit dans la société globale l'élément de la négation et du dépassement ; le conflit antagoniste entre les groupes produit l'histoire. Pour Sartre, le surgissement du groupe à travers le « pratico-inerte » s'opère au cours d'une action commune qui explose librement. Le groupe qui naît ainsi est dénommé par Sartre « groupe en fusion ». Cette naissance peut survenir de plusieurs façons ; Sartre expose, en prenant l'exemple des journées de juillet 1789, comment l'émeute révolutionnaire est une des situations privilégiées de la naissance des groupes.

(2) La brèche par Edgar Morin, Cl. Lefort, J.-M. Coudray, Fayard.

; A la lumière de l'analyse sartrienne, Epistémon montre comment l'Université française d'avant mai 68 lui apparaît rétrospectivement comme caractérisée par « le pratico-inerte », c'est-à-dire « par la résistance passive de ses usagers (étudiants et professeurs), par l'anonymat des rapports humains ». « Au milieu de cette apathie générale, des groupements fourmillent, qui s'essayent à entretenir un reste de vie. Dans une Université où la parole ne circule plus, où le savoir ne s'échange plus, les relations humaines, par une nécessité dialectique conforme aux vues de Sartre, basculent du côté de la violence. Cette dernière prend l'accent d'un sursaut de désespoir. »

A partir du 4 mai, devenant groupe, une part de la population étudiante invente une action commune (le siège et la libération de la Sorbonne), se découvre groupe et s'érige en pouvoir.

Epistémon se demande si la suite des événements vérifiera l'analyse sartrienne selon laquelle l'enthousiasme créateur tombant vite, les phases suivantes du processus dialectique sont la juridiction, la terreur et la bureaucratie.

Quel est le bilan de cette prise de pouvoir par les étudiants dans l'Université? Epistémon voit déjà des résultats positifs immenses : « Le plus important est

qu'ils se sont libérés de la « répression » qui pesait sur eux et que leur mentalité s'en est trouvée transformée. » Quelle répression? Celle de la parole refoulée depuis l'enseignement primaire et secondaire. Le système mécanisé et hiérarchisé rendait impossible en fait le contact avec les enseignants, les possibilités d'expression et de communication.

Devant le pouvoir étudiant lui-même, pouvoir divisé sur ses objectifs (réformistes ou révolutionnaires) l'auteur adopte une attitude mitigée. Il dénonce ce qu'il appelle « la fuite en avant » du mouvement à partir de la mi-mai. Epistémon n'est pas indulgent pour certains révolutionnaires de mai auxquels il reproche d'avoir par leur comportement destructeur et anarchiste gâché les meilleures chances du mouvement étudiant.

Si dans l'expérience qu'il a vécue, Epistémon a conscience d'avoir parfois vécu une « folie », c'est une folie dont il entreprend un éloge érasmien. En se révoltant au nom d'une « utopie », d'un projet total pour changer la société et la vie, la jeunesse étudiante, dans une société qui se mourait « a de nouveau fait crépiter la vie ». C'est une victoire des forces créatrices sur les forces de mort qui minent toute société.

Nicole RACINE.

L'Explosion de Mai

de Lucien Rioux et René Backmann

par Henri Bourbon

A EN juger par l'épaisseur, c'est incontestablement le plus important des ouvrages consacrés aux événements de Mai. Quelques six cents pages, grand format, plus de vingt-cinq chapitres denses, font de « L'Explosion de mai » (1) un livre de poids, au sens littéral du terme.

Un livre qui semble également très riche : en apparence, rien n'y manque ; les auteurs ont adopté une formule qui devait leur permettre d'aller le plus loin possible dans le détail et l'appliquant rigoureusement, ils ont réussi. Ils décrivent minutieusement, non seulement ce qui s'est passé parmi les étudiants, les ouvriers et dans les mondes politique et syndical, mais aussi comment la contestation a atteint les secteurs les plus divers, quelles ont été les réactions de la province, quel a été l'impact des événements de France à l'étranger, etc... Jusqu'à ce livre, le public disposait d'une masse énorme de documents : dossiers plus ou moins complets, ouvrages de commentaires, études théoriques, ouvrages centrés sur un des aspects de la « révolution de mai » et même récits romancés. « L'Explosion de mai » rassemble tout cela, le complète, l'explique. C'est le premier ouvrage d'ensemble, la première somme des événements. D'une certaine manière, on pourrait même dire que c'est le premier livre d'histoire paru sur mai-juin 68.

Pourtant, on ne peut parler d'une satisfaction complète du lecteur. Il se plonge dans l'ouvrage, se passionne et, en fin de lecture, il éprouve une certaine déception, il lui manque quelque chose. Quoi, on ne sait pas. Cela tient sans doute au parti choisi par les auteurs. Ils ont écrit leur livre dans l'optique de la collection « Ce jour-là ». D'où des avantages et des inconvénients. Avantages : un récit très vivant, dont l'intérêt ne se relâche pas un instant, une volonté d'expliquer chaque situation, de la situer à la fois dans le temps et dans la logique des événements... Une volonté d'objectivité aussi, Lucien Rioux et René Backmann ne cachent pas leurs sympathies, ils sont aux côtés des étudiants en révolte et des ouvriers en grève, mais ces sympathies ne se manifestent jamais par des jugements de valeur, des condamnations ou des dithyrambes. Ils laissent parler les faits, n'en négligent aucun, même si son utilisation peut défavoriser ceux dont ils se sentent solidaires. Ils ne voient ni le délire qui saisit parfois les leaders « enragés », ni les insuffisances des syndicats dans la lutte ouvrière. Leurs choix et leurs préférences, dans ce combat qui coupa dramatiquement le pays en deux, se révèlent dans un effort de compréhension plus grand à l'égard des hommes de la révolte qu'à l'égard de ceux du pouvoir. René Backmann a vécu les événements aux côtés des chefs étudiants, il a été le seul journaliste à assister à la fameuse nuit du 22 Mars. Il a l'âge des rebelles, il ressent leurs diffi-

(1) Editions Robert Laffont - Collection « Ce jour-là ».

cultés et leurs colères. Lucien Rioux vit depuis vingt ans parmi les dirigeants syndicaux ; il a milité avec eux avant de témoigner sur eux ; il connaît leurs problèmes, leur force et leurs faiblesses. Autant de raisons pour Backmann comme pour Rioux de chercher à expliquer plutôt qu'à juger. Ils sont des témoins attentifs, mais des témoins ouverts, on pourrait presque dire des témoins tendres.

Cependant, le souci de vérité impose des obligations. Se sentir proche d'un des camps en présence ne signifie pas rejeter l'autre camp dans une sorte d'enfer. L'adversaire aussi, il faut essayer de le comprendre, et c'est ainsi que dans un des chapitres les plus originaux de l'ouvrage apparaît une tentative d'explication de l'attitude des policiers chargés de la répression.

Ainsi, on peut mettre à l'actif du choix adopté par les auteurs tout ce qui rend accrocheur l'ouvrage : son ton alerte, son humour parfois, sa richesse, son « ouverture ». Maintenant, le passif. La collection « Ce jour-là » impose un certain pointillisme. Chaque phase du récit concerne non seulement les leaders, les hommes importants, mais aussi l'énorme masse des étudiants, des grévistes et des contestataires de toutes sortes. La grève est racontée au niveau de Georges Séguy et d'Eugène Descamps, dirigeants confédéraux, et à celui de Jacques M..., tourneur dans une petite usine de la Courneuve, et de Rémy A..., délégué C.F.D.T. dans une entreprise d'électronique de Montrouge. Dans un mouvement de cette ampleur, les foules mènent leur action propre, presque indépendante de celle décidée par les dirigeants. Backmann et Rioux font donc vivre en parallèle les leaders, les foules et quelques individus perdus dans la foule. Cela donne parfois des résultats excellents : la joie dans les usines arrêtées, le bonheur dans les facultés occupées ont rarement été aussi parfaitement traduits ; mais cela crée aussi une certaine confusion : les faits se croisent et s'entrecroisent sans qu'on trouve toujours le lien qui les unit ; l'anecdote « significative » prend à divers moments plus d'importance que le fait lui-même.

Ajoutez à cela l'emploi systématique des techniques journalistiques modernes : le récit coupé par des portraits, le besoin de créer une montée dramatique des épisodes, l'accent mis sur le « suspense », et vous comprendrez pourquoi, tout en se laissant emporter par la description d'un moment des événements, le lecteur en vient à plusieurs reprises à oublier la ligne globale du récit. Dans quelques cas, l'impression qui domine est celle d'un immense reportage plutôt que celle d'un récit historique suivi. (Une remarque cependant : Rioux et Backmann utilisent certains procédés pour tenir le lecteur en haleine, ils ne romancent jamais.)

Des insuffisances de leur récit, les auteurs se rendent compte eux-mêmes. Ils savent qu'ils ne peuvent tout faire comprendre simplement en racontant et parce qu'ils ont besoin eux aussi de tirer une leçon des événements, ils le font dans une intéressante postface dans laquelle l'analyse succède au reportage et qui incite à la réflexion et à la discussion.

Là, ils brossent d'abord un tableau de la France à la veille des événements : un pays qui somnole, qui s'ennuie, comme l'a souligné Pierre Vianson-Ponté dans un article fracassant. Le pouvoir règne, le peuple accepte sans réagir, vaguement satisfait, vaguement

inquiet. Pas de remous visibles, mais des tares cachées, imperceptibles aux profanes comme aux spécialistes : le chômage des jeunes, une université qui fermente. Arrive mai, tout éclate. Comment ? Pourquoi ? Le récit l'a expliqué en détail. En postface, Backmann et Rioux repoussent la thèse du complot avec arguments à l'appui.

Les auteurs précisent ensuite qu'ils ne croient pas, dans le contexte de mai-juin, aux possibilités de la révolution socialiste telle que l'imaginaient les étudiants, mais ils pensent que si le P.C. l'avait voulu, les révolutionnaires pouvaient abattre le régime gaulliste. Pendant trois jours, les 27, 28 et 29 mai, le pouvoir était inconsistant, une pression à peine accrue — estiment-ils — l'aurait fait tomber.

Backmann et Rioux semblent regretter la prudence extrême des dirigeants communistes ; on peut au contraire estimer que le P.C., conscient des risques de guerre civile, de l'issue incertaine d'une telle insurrection et de la complexité des rouages d'un Etat industriel, a fait preuve de réalisme en refusant de céder au vertige du printemps.

Quoiqu'il en soit, le Général reprend le pouvoir en mains et l'expérience révolutionnaire de mai paraît se solder par un échec.

Echec qui n'est qu'apparent, affirment les auteurs ; la révolution de mai débouche, selon eux, sur cinq résultats paradoxaux. *Premier paradoxe* : c'est un pouvoir vaincu — ou pour le moins ébranlé — qui a gagné les élections ; de début mai à fin juin, il n'a cessé de céder à la pression de la rue et des usines. *Deuxième paradoxe* : une agitation révolutionnaire débouche sur des réformes positives : réforme de l'Université, amélioration du sort de l'ouvrier, etc... *Troisième paradoxe* : vaincus dans les élections, les ouvriers ont repris le travail dans les entreprises en vainqueurs. *Quatrième paradoxe* : dirigés contre les appareils, les « événements » ont renforcé certains d'entre eux, les syndicats. Enfin, *cinquième paradoxe* : la remise en cause de la société de consommation par les étudiants n'a pas rapproché d'eux ceux qui en étaient exclus, « les oubliés de l'expansion ». Les étudiants sont, d'une certaine manière, des privilégiés, et ce sont également des privilégiés, les ouvriers les mieux payés qui ont été aussi les plus combattifs.

Derniers points : Backmann et Rioux soulignent la profondeur de la révolte dans les milieux les plus divers. Partout on s'est habitué à parler, à discuter, à contester. Les nouvelles habitudes laisseront des traces. De même, des traces resteront de la constatation que la violence peut faire reculer le pouvoir. Cela est désormais inscrit.

« L'Explosion de Mai », telle qu'elle est décrite et racontée (avec sympathie) par Backmann et Rioux diffère profondément de « la Révolution introuvable », telle qu'elle est analysée et jugée (avec sévérité) par Raymond Aron. C'est une « irréductible opposition de tempéraments » que traduisent la vision d'un Mai, élan vers une société moins contraignante et moins aliénante, et celle d'un Mai, psychodrame, dévouement collectif, comédie révolutionnaire. Et pourtant Mai 68 fut, avec ses passions, ses excès, ses désordres, à la fois l'un et l'autre.

Henri BOURBON.

Editions Robert Laffont.

Le nouvel Etat industriel

de J.K. Galbraith

par Maurice Blin

PENDANT les semaines effervescentes de mai-juin la société industrielle a été mise en accusation, plus par les étudiants d'ailleurs que par les ouvriers. On ne peut donc ignorer le récent ouvrage de Galbraith « le Nouvel Etat industriel » (1), sévère analyse critique de la société industrielle moderne.

L'auteur est le plus célèbre des économistes américains. Deux mérites ont fait son renom outre-atlantique :

— un don exceptionnel de vulgarisation qui met à la portée du lecteur moyen une technique d'économie politique réservée jusqu'ici aux spécialistes. Il est servi par un style clair et facile, relevé d'une ironie peut-être un peu grinçante. Cette facilité, il est vrai, le trahit : ce gros volume de 400 pages aurait pu sans dommage être réduit d'une bonne moitié ;

— à cela s'ajoute un parti-pris critique qui l'amène à pourfendre ces fausses vérités auxquelles l'Amérique reste attachée en matière d'économie. Il passe au crible un certain nombre d'évidences qui constituent la foi libérale des Etats-Unis et montre que, par suite de son évolution interne, le système de la libre entreprise n'a plus rien de commun avec ce qu'il fut aux origines, à la fin du siècle dernier. Attaquant ses compatriotes au point le plus sensible, on comprend que l'auteur ait provoqué une animosité passionnée. Ce qui semble, d'ailleurs, lui plaire assez.

S'il fallait absolument rattacher l'analyse de Galbraith à une école de pensée, on pourrait dire qu'on retrouve dans son étude de la grande entreprise, désignée par lui du nouveau nom de « technostructure », des relents de Burnham et de Marx. Le premier, dans un livre célèbre vieux maintenant d'un quart de siècle (« L'ère des managers ») avait montré que le rôle du capital c'est-à-dire de l'actionnaire-propriétaire, déclinait dans l'économie moderne tandis que grandissait celui des cadres, responsables directs de la gestion de l'affaire. Galbraith élargit la vision de Burnham. La grande entreprise contemporaine échappe, selon lui, à tout contrôle, à la fois des actionnaires, lointains, dispersés, ignorants — des syndicats qui attendent d'elle qu'elle assure la sécurité de leurs membres — de l'Etat pour qui elle incarne, par sa dimension, une bonne part de l'intérêt général — enfin, du consommateur.

C'est sur ce dernier point que sa thèse est sans doute la plus forte. Produire, aujourd'hui, n'est plus satisfaire des besoins impérieux, élémentaires. Dans l'ère d'abondance où nous sommes, c'est répondre à des désirs non nécessaires qu'il faut, par conséquent, provoquer, entretenir, orienter, de manière qu'ils se fixent sur les objets qu'on leur présente. D'où la mise en condition du consommateur par la publicité, complément inéluctable de la planification d'investissements, elle-même rendue obligatoire par leur ampleur en général exceptionnelle.

Ainsi, la notion traditionnelle de marché disparaît et cède la place à une planification qui n'ose pas dire son nom. C'est ici que Galbraith rejoint Marx. Car cette « technostructure » ne sert plus l'homme, elle s'en sert. Nous sommes dans une société tout entière dominée par la grande entreprise qui s'est asservie l'Etat lui-

même puisqu'elle vit, grâce aux dépenses militaires, de ses prébendes. Elle ne cherche même pas le profit maximum — en quoi intéresserait-il des dirigeants non propriétaires ? — mais avant tout la sécurité. L'expansion lui importe plus que le bénéfice. Elle échappe à tout contrôle, écrasant de son poids ceux qui pourraient être tentés de lui demander des comptes et qui s'interrogent sur le sens que conserve un outil de production tournant en quelque sorte à vide ; elle est responsable de « l'aliénation » de l'homme dans la société de consommation.

Le mot, cher à Marx, n'est pas prononcé par Galbraith. Car, en un certain sens, le marxisme était porteur d'un espoir qui, chez l'auteur américain, a disparu. Le prolétaire, chez le premier, était appelé à se révolter et à se libérer. Pour le second, dans la société raffinée d'aujourd'hui, syndicats, Etats, consommateurs, subissent la règle insidieuse, séduisante de la grande entreprise et ont perdu jusqu'au goût de la contestation.

Et cependant le moraliste qu'est Galbraith ne se résigne pas. Il cherche lui aussi le moyen d'échapper à cet univers clos, étouffant de la consommation-reine et voudrait que soit sauvée l'indépendance de la culture, de l'art, bref, de ces besoins qui relèvent l'âme et qui, pour n'être pas rentables, n'en sont pas moins primordiaux. On retrouve ici la thèse d'un de ses autres livres, « L'ère de l'opulence », qui montrait que la satisfaction des besoins payants était, dans une société de type américain, assurée au détriment des équipements collectifs et s'accompagnait d'une dégradation des conditions générales de la vie.

Comme Marx attendait la révolte générale des prolétaires, Galbraith escompte une contestation des intellectuels, artistes, universitaires, seule catégorie de citoyens qui résiste, selon lui, au vertige de la société de consommation. Dans un autre passage suggestif de son livre, il soutient qu'après avoir été tributaire de la terre, puis du capital — c'est-à-dire de la banque — l'entreprise moderne dépend maintenant avant tout de la compétence, c'est-à-dire de l'enseignement : l'enseignant dispose donc d'un moyen sérieux de pression sur elle. Il est d'ailleurs le seul.

Que faut-il penser de cette charge menée avec brio et alacrité contre la « technostructure », descendante lointaine et méconnaissable des sociétés d'individus, éprises de risques, hostiles à l'Etat, telles qu'on les rencontrait à l'aurore du capitalisme américain ?

En vérité, un principe sous-tend toute la démonstration : pour Galbraith, la technique efface les oppositions idéologiques et, bien qu'il en parle peu, on devine que, pour lui, la planification à l'américaine n'est pas bien différente de la planification à la russe. Mais cela est-il si sûr ?

Sans doute l'Etat et les trusts se sont-ils rapprochés aux Etats-Unis et, de ce fait, une bonne part des activités des grandes Sociétés ne concerne plus le marché. Mais est-ce une raison pour tirer un trait sur la concurrence, qui continue de régir la passation des contrats ou la répartition des ventes entre sous-traitants ? Comment expliquer en effet sans elle le mouvement qui pousse en avant les Sociétés, grandes ou petites ? Si celles-ci

étaient assurées de la sécurité sans coup férir, croit-on qu'elles échapperaient au sommeil et à la sclérose ?

Or, l'économie américaine vit, et l'on cherche vainement dans Galbraith les ressorts de son allant. Il paraît en particulier difficile de distinguer l'expansion, moyen de sécurité, du bénéfice, marqué de risque. En fait, celui-ci est la condition de celle-là et, si le contrôle des actionnaires sur la grande Société s'est relâché — ce qui n'est d'ailleurs pas si sûr puisque certains s'organisent et se dotent de spécialistes pour les aider — celui que la hiérarchie des managers fait peser sur chacun de ses membres est au moins aussi sévère. La rigueur du management moderne, de la responsabilité sanctionnée, explique la souplesse, l'efficacité des grandes entreprises et leur capacité à s'adapter.

Mais, dira-t-on, s'adapter... à quoi, puisque la technocratie contrôle tout son environnement et le modèle au contraire selon ses exigences ? Là encore, Galbraith veut trop prouver. D'abord, on ne vend pas n'importe quoi, et la suggestion publicitaire a ses limites et dans le goût du public et dans la qualité du produit. Et puis, chaque Société est en concurrence avec d'autres. Elle subit leur pression, elle doit répondre au défi qu'elle leur jette. C'est en cela que la planification du marché, restant concurrentielle, se distingue de la planification monolithique pratiquée à l'Est.

Ainsi la technique n'explique pas tout. L'idéologie maintient des différences. On pourrait même opposer à Galbraith une évidence difficilement contestable. Les

progrès de la recherche fondamentale en U.R.S.S. ont leur source dans la qualité de son enseignement supérieur, dans la concentration des cerveaux au sein des organismes d'Etat certes, mais aussi et surtout dans la compétition qui, depuis vingt ans, l'oppose aux Etats-Unis. Belle revanche de l'idéologie, nerf du progrès technique...

C'est d'ailleurs une impression similaire que laisse la lecture de ce gros livre. Les qualités d'économiste de Galbraith ne sont pas en cause. Mais le sel de son ouvrage tient d'abord aux vertus du moraliste, c'est-à-dire, dans son langage, de l'idéologue : celui-ci veut régler son compte à une société où l'esprit étouffe. Tant pis, si pour ce faire, il force sa thèse et cherche à trop prouver. Après tout, Galbraith est américain et enseigne aux Etats-Unis. Ses livres y sont lus, discutés et y atteignent une immense notoriété. Ce succès, dans une société qu'on déclare définitivement imperméable à la critique et à l'esprit, n'amène-t-il pas à douter de leur vertu démonstrative ?

L'œuvre de J.K. Galbraith témoigne, par son existence même, que la société industrielle de type occidental n'a pas étouffé la contestation. Elle la fuit certes, mais quelle société l'a jamais favorisée ? Et que dire, alors, de la société de type soviétique ? En fait la société industrielle de type démocratique et occidental ne peut éviter la contestation, ne serait-ce qu'à cause de la gravité des choix que suppose sa conduite.

Maurice BLIN.

Le monde rural et la crise de Mai

par Marcel Faure

DANS les journées de mai, chaque milieu social a réagi à partir de ce qu'il avait de plus ancien en lui. Ce n'est pas une banalité que d'affirmer que le monde paysan est porteur de traditions antérieures à la société moderne et à la société urbaine. Comme l'a bien démontré Michel Cépède, une longue, très longue mémoire l'imprègne encore profondément. Dans cette longue mémoire, certains réflexes resurgissent à des moments décisifs : « Non seulement le monde paysan se considère comme étranger, différent du reste de la société et désireux de s'en tenir écarté, mais il est en conflit avec les autres sur des problèmes essentiels de la vie de chaque jour... » « Dans chaque domaine, le monde paysan a son comportement particulier, différent souvent de celui que les lois de la société cherchent à imposer. Vu de l'extérieur, le paysan apparaît comme « étranger » dans la cité, tandis que lui-même se considère comme le seul indispensable... et qui n'ait pas besoin d'exploiter d'autres hommes. »

Cette attitude fondamentale est certes voilée dans la vie quotidienne. L'école, la lutte économique, les moyens

audio-visuels, l'amélioration et la similitude croissante des niveaux de vie contiennent sans doute la promesse de nouveaux contacts, mais ils sont aussi autant de voiles qui donnent une impression d'identité, voire d'uniformité entre les Français. En réalité, du fait d'un certain héritage et de par leur situation quotidienne, l'ouvrier « campe » toujours dans la nation, et le paysan s'y sent plus ou moins « étranger ». Ce phénomène joue de façon très précise en certaines circonstances et pas dans d'autres. Que l'étranger envahisse le sol du pays, la masse des paysans et des ouvriers accepte la mobilisation et entame la lutte : devant l'ennemi de l'extérieur, tous reconnaissent sans hésitation qu'il y va de leur vie et de ce qu'ils ont de plus précieux : leur identité, leur langue, leur dignité.

En revanche, en cas de crise intérieure profonde, comme en 1958, face à la poignée de politiciens et de généraux donnant le coup de grâce à la IV^e République mourante, et créant un nouveau régime, ni les paysans ni les ouvriers n'ont réagi. Cette lutte, apparemment, n'était pas la leur, et, pourtant, ils risquaient d'en subir très fortement les conséquences.

DES SOURCES D'INCOMPREHENSION

On a retrouvé chez beaucoup un comportement semblable, face à la révolte étudiante de mai 1968, qui, fondée sur des idéologies radicalement opposées à celles de 1958, a produit dans la nation un choc à peu près comparable. Cette lutte des étudiants de Nanterre et de la Sorbonne n'était pas la leur, si l'on observe que, entre le 15 mai et le 15 juin, la masse des paysans et une partie des ouvriers se sont sentis étrangers à ce qui se passait.

Voici, glanées au fil des conversations, un certain nombre d'appréciations recueillies auprès de personnes bien au fait du monde rural et paysan, sur l'attitude du milieu pendant les événements : « Les agriculteurs se sont tus face aux événements » ; « L'ensemble de la population rurale, paysanne et non paysanne n'est pas entré dans les événements » ; « Les gens étaient déroutés par les formes brutales de la contestation étudiante : ils ont préféré rester en dehors » ; « Les gens étaient assez inquiets de ce mouvement » ; « Opposition au désordre d'autant plus forte que les motifs n'apparaissent pas » ; « Ignorance et incompréhension de la situation des étudiants » ; « Les gens étaient assez peu au fait de ce que ce mouvement pouvait révéler de positif » ; « Les ruraux n'ont pas fait une analyse de fond de la situation ».

Ces jugements ne sont pas des jugements émanant de paysans. Ce choix est volontaire de notre part. Il provient de personnes en contact direct et quotidien avec le monde rural, et d'autre part suffisamment informées pour avoir pu apprécier les côtés positifs et négatifs de la révolte étudiante.

L'une d'elles, cependant, a cru devoir ajouter : « Nous vivons dans le monde rural ; en réalité nous ne le connaissons pas, nous ne le comprenons pas ».

C'est bien là qu'il faut situer le dialogue. On a pu dire que, pour les paysans, les événements de mai étaient un phénomène qu'ils n'analysaient pas du tout. Mais en même temps, pour les gens au fait des événements, le monde paysan était un univers qu'ils n'analysaient pas du tout. Il y a eu blocage des mentalités, blocage de la compréhension dans les deux camps.

Pour le monde paysan, qui vit loin de la ville, loin de Paris, les événements lui sont arrivés sous forme d'images, de mots, de situations. *Images* de violences, d'excès, de matraquages, de destructions. *Mots* tels que révolution, socialisme, révolte, renversement de la société, sans compter une foule de mots nouveaux qu'il n'avait pratiquement jamais entendus, et dont le contenu, si valable fût-il, ne pouvait donc que lui échapper. *Situations* : le pays entièrement paralysé par la grève, la pagaie partout, plus personne capable de commander. Pour le paysan ordinaire, travaillant sur des êtres vivants, habitués à prévoir, gérer, organiser, la perception qu'il avait de la situation était celle d'un non-sens.

Pour être honnête, il faut ajouter qu'au soir du 2 octobre 67 dans certaines villes, les foules apeurées de citadins, voyant les masses menaçantes de paysans cerner les préfectures, avaient elles aussi l'impression d'un non-sens : non, les problèmes paysans, si justes

fussent-ils, ne méritaient pas de créer un climat de guerre civile dans les chefs-lieux de départements...

L'autre source d'incompréhension et d'opposition est venue du fait que ce soient les *étudiants* qui aient été à l'origine des troubles. Pour le paysans de la base, dont le fils accède très rarement à l'Université, l'étudiant est un étranger. Être étudiant, c'est aussi, aux yeux de beaucoup, n'avoir rien à faire. Lire les livres, étudier est un passe-temps agréable, un luxe, qui dénote qu'on n'a pas de soucis matériels pour gagner sa vie. On est de ceux qui exploitent les travailleurs ou seront un jour en mesure de les exploiter... Et surtout, l'étudiant ne produit rien : à la limite, il fait figure d'inutile.

LE SENTIMENT D'ÊTRE ÉTRANGERS

Certes, des nuances ont été apportées à cette image traditionnelle, nuances superficielles qui n'enlèvent rien au sentiment profond. Et, à l'heure actuelle, bien des paysans, dont parfois le fils ou la fille ont pu accéder à l'Université, ont conscience que leurs enfants ne sont plus de leur milieu, mais sont entrés dans la catégorie des privilégiés. Le paysan mieux informé sait que tous les étudiants n'ont pas la vie facile — surtout s'ils sont fils de travailleurs — que beaucoup doivent travailler durant leurs études, et que la culture même dont ils sont bénéficiaires les amène à des prises de conscience et à des protestations qu'un homme moins éduqué ne fait qu'au bout d'une longue expérience militante.

Cette vue plus juste de la réalité étudiante ne les empêche pas de mesurer que le diplôme obtenu en peu d'années est une « garantie de liberté » dans l'existence supérieure à celle du travailleur manuel, sans compter la possession d'un « privilège culturel », qui, dans nos sociétés bourgeoises, ouvre les portes du pouvoir.

Traditionnellement, le paysan, comme l'ouvrier, se sentait donc au bas de l'escalier par rapport à l'étudiant, celui-ci faisant partie d'un univers où les privilèges sont réels et vous accompagnent durant toute l'existence.

Enfin, il y a eu chez les paysans, comme chez beaucoup de provinciaux, une conscience aiguë que c'était la société urbaine, bourgeoise, industrielle, hypercentralisée qui se révoltait contre elle-même, qui mettait le feu et le désordre dans sa propre maison. A la limite, on l'aurait bien laissé faire, si tout le monde n'avait eu conscience qu'en se détruisant elle-même la société urbaine et parisienne n'entraînait dans sa chute tous les autres qui se sentaient étrangers à ce mouvement de colère. On remarquera d'ailleurs que peu de paysans ont fait le lien entre leur propre angoisse devant l'intégration industrielle, qui met beaucoup d'entre eux « en condition ouvrière », et les motivations des luttes ouvrières. Sur ce terrain précis, le double sentiment d'être *étranger* et d'être *en opposition* l'a emporté, et a même pris une ampleur que les partisans de la révolution de mai n'ont pas d'abord soupçonnée.

Si nous avons volontairement isolé le monde paysan dans cette analyse, il faut ajouter que des comportements similaires ont existé chez de nombreux éléments du monde ouvrier, à Paris et dans les grandes villes de province.

Extrait de « Paysans », mai 1968.

Quelques passages de «La Révolution introuvable»

par Raymond Aron

A un niveau supérieur, la révolution de mai a réfuté, en apparence du moins, un double despotisme, celui du soviétisme, et celui de la rationalité techno-bureaucratique de la « société industrielle ». En réalité, elle n'a nullement démontré que l'autogestion des entreprises, de l'Université, de la société, la suppression des hiérarchies, l'élimination de la séparation entre masses et dirigeants, offraient une troisième voie, radicalement originale, entre soviétisme plus ou moins libéralisé et capitalisme plus ou moins socialisé. Les chantres de la révolution de mai croient dépasser le marxisme ; dans la mesure où ils ont des idées, ils reviennent au pré-marxisme, au socialisme utopique, ils oublient un siècle d'histoire et ils ignorent les contraintes de l'entreprise et de l'économie.

Ils méritent cependant d'être pris au sérieux. Ils ne construiront pas d'ordre nouveau, mais ils ont effectivement ouvert une brèche par laquelle peuvent s'engouffrer d'autres forces irrationnelles et imprévisibles. Les ouvriers ne savaient pas ce que signifierait l'usine aux ouvriers (en dehors du pouvoir du parti communiste) et, au bout de cinq semaines, les orateurs de la Sorbonne et de Censier ne savaient pas encore ce que signifierait le Pouvoir étudiant...

...L'état de nature, durant les quelques jours de carnaval révolutionnaire, ne manque pas de charme ! Il devient rapidement plus insupportable que n'importe quel ordre. La Commune Estudiantine de la Sorbonne en a, au bout de quelques semaines, donné une démonstration supplémentaire.

...D'innombrables familles ont été déchirées, dans les milieux de la bourgeoisie : les pères et les fils se rencontrent et, bien loin de se comprendre, ils découvrent qu'ils ne parlent pas la même langue. Conflit banal, classique, entre les générations ou crise profonde des valeurs de la tradition ? L'amour a perdu son mystère et sa poésie avec la liberté des mœurs. La famille, réduite au couple et aux enfants, semble affaiblie plus que renforcée par le culte des jeunes, la liberté qui leur est laissée, l'attitude de camaraderie qu'adoptent les parents à leur égard. Dans l'Eglise elle-même, la contestation a fleuri. La « hiérarchie » a parlé le langage des révolutionnaires sans pour autant apaiser la révolte des catholiques de gauche.

Les intellectuels qui dénoncent avec le plus d'indignation la société de consommation ne se priveraient pas de ce qu'elle seule rend possible : des conditions de vie décentes pour le plus grand nombre, des centaines de milliers d'étudiants. Ils dénoncent d'ailleurs, avec la même passion, les inégalités et les injustices, tout en sachant qu'avant l'ère industrielle le produit national était réparti de manière plus inique encore. Ils s'indignent, non sans motif, contre la réticence des pays riches à contribuer au développement des pays pauvres. La société de consommation devient le monstre à combattre pour ceux-là mêmes qui en possèdent les bienfaits...

Certes, le métier n'offre pas à des millions d'individus

une raison de vivre ; ni la production ni la consommation ne donnent un sens à l'existence. Les étudiants expriment-ils une protestation pour ainsi dire métaphysique contre une civilisation qui, faute de croyances transcendantes, semble emportée en une aventure folle vers plus de savoir et plus de pouvoir, sans fin dernière, sans discipline de sagesse ? Si les engins balistiques, les bombes thermonucléaires, la course à la lune et la course aux armements symbolisent la phase actuelle de l'histoire, comment s'étonner qu'une partie de la jeunesse estudiantine hésite entre la négation hippie, l'aspiration à la violence salvatrice et la fuite vers une nouvelle utopie ?

Peut-être les étudiants, issus de la bourgeoisie, expriment-ils un malaise de la civilisation occidentale tout entière. Peut-être ces libertaires, qui rejettent toutes les autorités, préparent-ils, sans qu'ils en aient conscience, la ruine de nos libertés, j'entends la ruine de l'ordre libéral dont l'Université, en dépit de tous ses défauts, demeurerait garante.

.....

La masse de la population, en France, aujourd'hui, ne méprise pas la société de consommation si l'on entend par là, une société qui permet l'élévation du niveau de vie. Société de consommation : on pourrait aussi bien dire société de production, c'est-à-dire efficacité suffisante du travail dans l'agriculture et dans l'industrie pour qu'un nombre croissant de familles puisse acquérir ce que possèdent déjà les étudiants de l'Institut d'Etudes Politiques et la majorité des étudiants de la Faculté des Lettres de Paris, des fins de mois assurées, des objets de consommation durable pour atténuer la peine des femmes au foyer, des ressources suffisantes pour offrir des études à leurs enfants. Le refus de la société de consommation ne définit pas un objectif, il exprime une révolte émotionnelle et morale qui ne peut pas se traduire en un programme politique.

.....

Une société fondée sur la coopération volontaire de millions et de millions d'individus dans des organisations rationalisées risque d'être paralysée par la violence des minorités et la désaffection du grand nombre. Peut-être les événements de mai apparaîtront-ils demain révélateurs de la précarité foncière d'un ordre libéral dans une civilisation scientifique. Je n'affirme pas que les admirateurs de la révolution de mai aient tort. Peut-être l'avenir leur apportera-t-il une justification et les historiens verront-ils dans ce qui m'apparaît comme une comédie le surgissement de forces souterraines et destructrices. Tout cela accordé, il reste que ces révolutionnaires qui rêvent de démocratie directe dans une société industrielle déraisonnent. Il n'y avait aucune commune mesure entre les griefs que l'on formulait contre le gouvernement au pouvoir et les événements tels qu'ils se sont déroulés. La crise de mai ressemble dans son déroulement à la crise de 1848, avec un degré supérieur d'absurdité.

Editions Fayard.

Limites et potentialités du mouvement de Mai (*extraits*)

par André Gorz

PAR le fait que cette crise révolutionnaire a été déclenchée par des mouvements inorganisés et portée à son apogée par l'initiative de la base étudiante et ouvrière, la tentation peut être forte, désormais, de poser le problème du renversement de l'Etat bourgeois en termes anarcho-syndicalistes : en se remettant à la spontanéité des masses, en envisageant l'insurrection comme la voie royale de la révolution, en faisant abstraction non seulement des vieux appareils bureaucratés, mais aussi du travail de préparation, d'élaboration et de direction politique dont ces appareils s'étaient révélés incapables.

Or, pareil retour à l'anarcho-syndicalisme, pour séduisant qu'il puisse paraître à certains égards, serait en fait une régression intellectuelle et politique ; et ce qui est plus grave, une incompréhension de la nature du pouvoir bourgeois et du processus révolutionnaire capable de provoquer sa chute et de porter la classe ouvrière au pouvoir. La question de la prise du pouvoir a été posée en mai 1968 et elle doit continuer de l'être ; de même que la question de l'instrument de la prise du pouvoir, c'est-à-dire du parti révolutionnaire de type nouveau...

... Nous savons désormais que la société capitaliste évoluée est vulnérable ; qu'elle est travaillée de contradictions qui peuvent éclater en crises révolutionnaires ; que la carence des partis classiques est de ne pas être préparés, idéologiquement, politiquement et organisationnellement, à mettre des crises à profit ; que le propre d'une organisation révolutionnaire est d'être prête à la révolution, sans préavis. Il est possible que le soulèvement de mai se reproduise tôt ou tard, ici ou ailleurs,

parce que les possibilités, sous certaines conditions, de sa réussite sont apparues assez clairement pour que le pouvoir de l'Etat bourgeois ait désormais comme une fêlure intime.

Mais il est impossible cependant de miser uniquement sur le retour, *improbable à court terme*, d'une insurrection spontanée : pas plus qu'elles ne peuvent être indéfiniment prolongées, les situations insurrectionnelles ne peuvent être reproduites à volonté. La capacité à capitaliser une situation révolutionnaire quand elle se présente n'est que l'une des hypothèses auxquelles une organisation révolutionnaire a à se préparer. L'autre hypothèse, c'est celle d'un processus long, à mettre à profit pour un travail de préparation politique en profondeur et d'actions de ruptures partielles, échelonnées dans le temps. Ce travail et ces actions incluent la réédition continue, par des minorités agissantes — dont le S.D.S., en Allemagne, a été le premier à donner l'exemple — d'actions insurrectionnelles symboliques et exemplaires, meilleur moyen de propager les idées révolutionnaires, de détruire la crainte et le respect de « l'autorité », de révéler les limites, les contradictions insolubles, les blocages, la nature répressive et les absurdités du système social en place, d'en enseigner le mépris. Mais ces actions ne sont pas l'insurrection elle-même ; elles ne viendront pas à bout du système social ; elles y entretiennent seulement des foyers de crise minant sa crédibilité politique. Elles sont un mode particulier du travail de préparation politique ; elles présupposent celui-ci, y sensibilisent et demandent à être prolongées par lui. (*Temps Modernes*, août 68.)

Alain Poher, Président du Sénat

« *France-Forum* » abordera dans un prochain numéro les problèmes relatifs au bicaméralisme, aux pouvoirs et au rôle du Sénat dont on sait qu'ils sont posés officiellement par des déclarations du Président de la République. L'élection à la Présidence du Sénat d'Alain Poher qui fut un collaborateur et qui reste un ami de « *France-Forum* » n'est pas sans signification dans l'évolution d'un problème qu'on fausserait si on le traitait comme séparé et séparable de tout un contexte institutionnel et politique. Qu'il nous soit permis de nous réjouir de voir Alain Poher accéder à la seconde magistrature de l'Etat.
